

Revue nationale des analyses sectorielles en éducation au Ghana, 1987-1998

Table des matières

<u>Liste des résumés, des tableaux et figures, remerciements</u>	x
<u>Abréviations et sigles</u>	xiv
<u>Sommaire</u>	1
<u>Chapitre 1 Introduction</u>	5
<u>Chapitre 2 Le contexte de la revue nationale</u>	9
<u>Chapitre 3 Le processus de la revue</u>	15
<u>Chapitre 4 Principales caractéristiques des études sélectionnées</u>	19
<u>Chapitre 5 Principaux thèmes, conclusions et recommandations des études sectorielles sélectionnées</u>	23
<u>Chapitre 6 Les études sectorielles et la formulation des politiques dans le domaine de l'éducation au Ghana</u>	31
<u>Chapitre 7 Diffusion, stockage et dépistage des études sectorielles dans le domaine de l'éducation</u>	35
<u>Chapitre 8 Conclusions, recommandations et actions de suivi</u>	39
<u>Références</u>	42
Annexes	
<u>1. Études sur l'éducation au Ghana, par auteur</u>	45
<u>2. Études sur l'éducation au Ghana, par initiateur</u>	47
<u>3. Études sur l'éducation au Ghana, par sous-secteur</u>	49
<u>4. Résumés et analyses des études</u>	51
<u>5. Liste complète des études sectorielles en éducation identifiées</u>	124
<u>6. Études sectorielles en éducation identifiées, par catégorie</u>	132
<u>7. Liste des autres études citées par les répondants</u>	141
<u>8. Analyse détaillée des études : présentation</u>	143
<u>9. Liste des personnes répondants à l'enquête</u>	144
<u>10. Financement externe du Ministère de l'éducation : 1987-99 (million de dollars États-Unis)</u>	145
<u>11. Séminaire de lancement : liste des participants</u>	147
<u>12. Séminaire de diffusion : liste des participants</u>	149
<u>13. Connaissance des décideurs/agents d'exécution de l'existence d'études spécifiques</u>	152

Liste des résumés

1. Study on FCUBE policy document : basic education sector improvement programme	51
2. Report on 1996 performance assessment of primary six pupils	53
3. Primary textbook development in Ghana : report on logistics and distribution	55
4. Survey of non-governmental organizations (NGOs) providing services for basic education	57
5. The effects of community participation on access and quality of education in four African countries : the Ghanaian experience	59
6. Teaching and Learning in Ghana : a curriculum, textbook, syllabus and handbook analysis	61
7. Report on the institutional analysis of the basic education division	65
8. Ghana distance education development project	67
9. Synthesis of researches on girls' education in Ghana	69
10. Strengthening information management capacity - the Ministry of Education, Ghana	71
11. Evaluation of junior secondary schools established in Ghana between 1976 and 1981	73
12. Evaluation of the equity improvement programme in Ghana	75
13. Factors influencing school enrolment and the health of school-age children - Afram Plains, Eastern	77
14. The impact of the educational reforms on teacher job performance at basic education level	79
15. Report of the education review committee on pre-tertiary education	81
16. The effects of structural adjustment on the education sector in Africa : the case of Ghana	84
17. Study on conditionalities in the education sector	87
18. Interactive radio instruction (IRI) in Ghana	89
19. University rationalization study, volume II. Final report	91
20. Ghana literacy and functional skills project	93
21. Report on consultancy on organisation and institutional analysis	95
22. Correlation between performance in the production and listening comprehension components of oral English at SSSCE	97
23. A tale of two Ghanas : the view from the classroom	99
24. Survey on distance education in Ghana	102
25. The status of basic education in the area affected by conflict of 1994 in the Northern Region of Ghana	104
26. Accessing basic education in Ghana	106
27. Ghana basic education certificate exams (BECE) : relationship between internal and external assessment	108
28. Free compulsory universal basic education programme. Report on the mid-term evaluation of the school improvement fund (Pilot)	110
29. Junior secondary school (JSS) teacher education project (JUSSTEP)	112
30. Primary school curriculum research project	114
31. Increasing the participation of women in technical traders training and occupation in Ghana	116
32. Output to purpose Review Support for teacher education project (STEP)	118
33. Report on the administration of P6 criterion reference test	120
34. Quality assurance and school management. A review of the management system for basic education in Ghana	122

Liste des tableaux et figures

Figure 1. Formulation et mise en oeuvre d'une politique dans le secteur de l'éducation au Ghana	13
Tableau 1. Études sélectionnées par initiateur et par sous-secteur/thème	17
Tableau 2. Les études sélectionnées par initiateur	19
Tableau 3. Les études sélectionnées par méthode d'étude	21
Tableau 4. Les études sélectionnées par période et par thème/domaine	24
Tableau 5. Points de convergence entre les recommandations des études et les politiques du MDE	32
Tableau 6. Connaissance qu'ont les décideurs/agent d'exécution de l'existence des études sélectionnées	35

Remerciements

Cette revue a été commandée par le Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation (GTASE). L'équipe chargée de la réalisation de la revue a largement bénéficié des connaissances, de l'expérience, des avis et des conseils des chercheurs, des responsables des politiques et de leurs agents d'exécution, et des partenaires du développement qui sont parties prenantes dans le secteur de l'éducation au Ghana. Les auteurs tiennent à exprimer ici leur reconnaissance à l'égard de toutes ces organisations et de ces personnes pour l'aide précieuse qu'elles leur ont apportée.

Nous sommes tout particulièrement reconnaissants envers M. Ekwow Spio-Garbrah, Ministre de l'éducation, qui non seulement a accordé une partie de son temps précieux au lancement du processus de la revue, mais nous a aussi gratifiés de son soutien moral dans cette entreprise. Nous sommes également redevables au Pr Christopher Ameyaw-Akumfi, Directeur général du Ghana Education Service, qui nous a fait part, pendant la réalisation de la revue, de son expérience en tant que chercheur et que spécialiste de l'éducation.

Nous remercions en outre les représentants de l'USAID, de l'UNESCO, du DFID, de la Banque mondiale et de l'UNICEF, ainsi que les membres du Comité de référence et tous ceux qui ont aussi pris le temps de se réunir avec nous et de nous faire connaître leurs points de vue lors des séminaires de lancement et de diffusion, et à l'occasion de la table ronde organisée ponctuellement à divers stades du processus de la revue.

Enfin, et ce n'est pas la moindre de nos dettes, Lene Buchert, coordonnateur (GTASE) et ses très compétents conseillers, Mitch Kirby et Josiane Rabetokotany, l'un et l'autre membres du Comité directeur du GTASE, ont droit à une reconnaissance toute particulière pour leur soutien et les conseils qu'ils nous ont prodigués jusqu'à l'élaboration finale de la revue. Mme Ellen Baku s'est chargée de la lourde tâche du traitement de texte des versions successives du manuscrit. Nous lui en témoignons toute notre gratitude.

[Abréviations et sigles](#)

Abréviations et sigles

ACDI	Agence canadienne de développement international
ADD	Action on Disabilities and Development – Ghana
AID	Association internationale de développement
BECE	Basic Education Certificate Examination
CHASS	Conference of Heads of Assisted Secondary Schools
COL	Commonwealth of Learning
CRDD	Curriculum Research and Development Division
CRT	Criterion Reference Test
CRIQPEG	Centre for Research in Improving Quality of Primary Education in Ghana
CSA	Community School Alliance
DAWS	Development and Women’s Studies
DFID	Department for International Development
EIP	Equity Improvement Programme
FCUBE	Free Compulsory Universal Basic Education
FEA	Fédération des éducatrices africaines
GAPVOD	Ghana Association of Private Voluntary Organisations in Development
GEU	Girls’ Education Unit
GES	Ghana Education Service
GILBBT	Ghana Institute of Linguistics, Literacy and Bible Translation
GNA	Ghana News Agency
GNAT	Ghana National Association of Teachers
GOG	Government of Ghana
GTASE	Groupe de travail sur l’analyse sectorielle en éducation
GTV	Ghana Television
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Agence allemande pour la coopération internationale)
IE	Internationale de l’éducation
IIR	Institute for International Research

ILP	Improving Learning through participation
IRI	Interactive Radio Instruction
JSS	Junior Secondary School
JUSSTEP	Junior Secondary School Teacher Education Project
LFSP	Literacy and Functional Skills Project
MDE	Ministère de l'éducation
MESW	Ministère de l'emploi et de la protection sociale
NCWD	National Council on Women and Development
NFED	Non-Formal Education Division
ODA	Overseas Development Administration
ONG	Organisation non gouvernementale
PBME	Division of Planning, Budgeting, Monitoring and Evaluation
PMU	Project Management Unit
PNDC	Provisional National Defence Council
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PREP	Primary Education Programme
PTA	Parent-Teacher Association
ROCARE	Réseau ouest et centre africain de recherche en éducation
SIF	School Improvement Fund
SMC	School Management Committee
SRC	Student Representative Council
SSS	Senior Secondary School
SSSCE	Senior Secondary School Certificate Examination
STEP	Support for Teacher Education Project
TED	Teacher Education Division
TR	Termes de référence
TTC	Technical Training College
UCEW	University College of Education at Winneba
UER	Upper East Region
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	US Agency for International Development
UWR	Upper West Region
WAEC	West African Examinations Council

[Sommaire](#)

Sommaire

Au cours des deux ou trois dernières décennies, les pays africains ont été largement tributaires du concours d'organismes et de gouvernements extérieurs qui les ont aidés à améliorer leur secteur de l'éducation. Ces organismes ont réalisé des études afin d'obtenir des données sur leurs interventions d'assistance. Selon une étude commanditée par le GTASE et publiée, sous le titre *Analyses, programmes et priorités pour l'éducation en Afrique*, par Joel Samoff *et al.* (1996), les résultats des analyses sectorielles en Afrique ont eu tendance à refléter les points de vue des organismes qui les ont exécutées et ont donc fait naître des doutes quant à leur fiabilité, leur pertinence et leur utilité. En outre, les rapports ne peuvent être obtenus en dehors des organismes qui les ont commandités. Presque toutes les études analysées ont été effectuées par des équipes de chercheurs composées principalement d'étrangers et dirigées par des étrangers. Les conclusions et les recommandations étaient sans rapport ou presque avec les besoins urgents des pays hôtes. Les études sectorielles commanditées et réalisées à l'échelon local n'atteignaient en général pas le niveau de qualité de celles financées par l'étranger. L'étude commandée par le GTASE portait sur la période 1990-1994. La revue sectorielle en éducation au Ghana a été entreprise pour déterminer si ces observations s'appliquaient au Ghana.

La période 1987-1998, qui a été retenue comme étant la mieux pour la revue au Ghana, est celle sur laquelle s'étend une réforme très active de l'éducation fondée sur différentes politiques et notamment celles des trois objectifs stratégiques du Ministère de l'éducation (MDE) : l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, l'amélioration de l'efficacité de la gestion du secteur de l'éducation et l'amélioration de l'accès et de la participation à l'éducation de base.

149 titres d'étude ont été répertoriés pour les besoins de la revue, mais 38 rapports d'étude seulement ont pu être obtenus et résumés. 34 d'entre eux ont été finalement retenus pour faire l'objet d'une analyse critique. L'analyse de chaque étude a été axée sur son origine, ses auteurs, le bien-fondé de sa méthodologie, le degré de correspondance entre la méthodologie, les résultats, les recommandations et les conclusions, et la pertinence de l'étude par rapport aux besoins éducatifs du pays pendant la période couverte par la revue. Des enquêtes sur échantillon ciblant des initiateurs, des auteurs et des responsables des politiques et leurs agents d'exécution ont été menées pour obtenir des éléments d'information complémentaires jugés importants (par exemple, le contexte de l'étude et le processus de diffusion), que ne fournissaient pas les rapports d'étude eux-mêmes. Des réponses ont été reçues de 19 responsables/exécutants, 19 chercheurs et 8 organisations commanditaires.

Sur la base des informations produites par l'analyse des documents et par l'enquête, l'équipe qui a mené la revue est parvenue aux résultats et aux conclusions suivantes.

1. Sur les 34 études analysées, 4 ont été initiées et financées par le MDE, 9 par le MDE avec le concours financier d'un donateur, 14 par des partenaires du développement/donateurs, 3 par des établissements de recherche et 4 par des organisations non gouvernementales (ONG). De cette répartition il ressort manifestement que les partenaires du développement ont joué un rôle

prédominant dans la décision d'exécuter les études examinées, mais aussi que le MDE n'investit pas suffisamment dans la recherche.

2. En dépit de ce rôle prépondérant, les partenaires du développement ne sont pas intervenus dans le processus d'exécution et dans l'utilisation des résultats des études.
3. Tout indique que les études analysées sont d'excellente qualité. Cette appréciation est confirmée par le fait que les résultats et les recommandations des études ont été jugés fiables et adaptés aux besoins du secteur par ceux qui conçoivent les politiques et ceux qui les exécutent. Il a, cependant, été observé que le niveau de compétence des chercheurs en matière d'utilisation de l'informatique est en général assez faible. Il apparaît donc nécessaire de s'attaquer à ce problème, ce qui passe par la création d'une capacité d'emploi des techniques informatique en matière de recherche dans le secteur de l'éducation.
4. Sur les 34 études analysées, 22 ont été effectuées par des chercheurs ghanéens travaillant sur place. Les conclusions de l'étude commanditée par le GTASE, au sujet de la prédominance des chercheurs expatriés dans l'analyse sectorielle en éducation, ne sont pas vérifiées par la présente revue.
5. Plus de la moitié (21) des études examinées portaient sur le sous-secteur de l'éducation de base. Cette observation concorde avec le fait qu'au cours de la période examinée l'éducation de base a été au centre de la politique de réforme de l'enseignement, eu égard en particulier au Programme d'éducation de base gratuite, obligatoire et universelle (FCUBE), et que l'aide que les partenaires du développement ont apportée au secteur au cours de cette période a privilégié l'éducation de base.
6. La revue ne fournit pas assez d'éléments pour affirmer que la politique appliquée conformément aux réformes de l'enseignement a beaucoup bénéficié des résultats et des recommandations des études examinées. Il y a, cependant, des points de convergence entre ce que les études sont censées avoir accompli ou traité et les problématiques traitées par la politique appliquée au nom de la réforme.
7. L'impression générale qui se dégage de la revue est que la coopération entre les responsables et les exécutants des politiques, les partenaires du développement et les chercheurs a été satisfaisante au cours de la période examinée. Les partenaires du développement ont évité de se mêler du travail des chercheurs. Les chercheurs, quant à eux, ont mis leurs rapports à la disposition des décideurs. Ces derniers ont eux-mêmes accordé des entretiens aux chercheurs et leur ont proposé des documents. Il reste, cependant, du chemin à parcourir.
8. Les concepteurs des politiques et leurs exécutants sont relativement peu au courant de l'existence des études sectorielles. Cela confirme le fait que ceux qui en ont besoin pour l'élaboration de leurs politiques ignorent l'existence des études sectorielles en éducation.
9. Au nombre des auteurs des 34 études analysées, on ne comptait que 6 femmes. Cela confirme la sous-représentation du genre féminin dans le secteur de l'éducation en général et dans les études sectorielles en particulier.

La revue a inspiré les recommandations suivantes :

1. Le Ministère de l'éducation devrait investir davantage dans la recherche sectorielle en éducation pour construire sa politique.
2. En raison des progrès constants dans le monde de la recherche, que ce soit à travers ses nouvelles

orientations ou ses développements techniques et méthodologiques, il est nécessaire d'apporter aux chercheurs un complément de formation en matière de compétences techniques afin de maintenir et d'améliorer la qualité des produits de leurs recherches. À cet égard, les partenaires du développement peuvent être extrêmement utiles. Ils disposent des ressources nécessaires pour permettre la mise à jour des capacités humaines, des centres de recherche et des institutions. Leur intervention et leur participation actives dans les programmes de formation sont des plus souhaitables.

3. Bien qu'il n'ait pas été possible de procéder à une évaluation d'impact, toutes les parties prenantes interrogées se sont accordées à reconnaître que des études sectorielles appropriées sont indispensables à l'élaboration de bonnes politiques dans le domaine de l'éducation. L'équipe de la revue recommande donc fortement que les rapports de toutes les études soient systématiquement mis à la disposition des décideurs et des chercheurs. En rendant les rapports accessibles aux chercheurs, on réduira les risques de répétition et des résultats et des recommandations déjà donnés dans des études antérieures. À cet égard, il est vivement souhaitable de mettre en place un centre de documentation.
4. Outre qu'il doit créer un centre de documentation, le MDE se doit de constituer un annuaire des chercheurs et des établissements de recherche en activité dans le secteur de l'éducation, que les commanditaires de recherches nouvelles pourront consulter et qui permettra d'accéder facilement à la communauté des chercheurs.
5. Le fait que le cadre adopté pour l'exécution de cette revue n'ait pas permis d'évaluer l'impact réel que les études examinées ont pu avoir sur l'élaboration des politiques apparaît comme une importante lacune. L'équipe de la revue recommande, par conséquent, que cet aspect ne soit pas à l'avenir laissé de côté.

La coopération entre toutes les parties prenantes au secteur de l'éducation crée un environnement favorable à la bonne exécution des études. L'équipe de la revue recommande, par conséquent, que les concepteurs des politiques et leurs exécutants ne se contentent pas de mettre des documents à la disposition des chercheurs et de leur accorder des entretiens. Ils devraient manifester un véritable intérêt pour la conduite et les résultats des études en soutenant activement les chercheurs et en exploitant leurs résultats dans l'élaboration de leurs politiques. De même, les chercheurs devraient en permanence tenir les décideurs au courant de l'état d'avancement de leurs études et leur proposer des exemplaires. Il faut former un plus grand nombre de femmes aux disciplines de la recherche et faire de la recherche un débouché professionnel intéressant et attrayant pour elles.

Chapitre 1.

Chapitre 1. Introduction

Justification d'une revue nationale de l'analyse sectorielle en éducation au Ghana

Du fait de la crise économique qui a sévi au cours des deux ou trois dernières décennies, les pays africains sont restés largement tributaires de l'aide d'agences et de gouvernements extérieurs pour l'amélioration de leur secteur de l'éducation. Les organismes extérieurs réalisent des études sectorielles pour obtenir des éléments d'information analytiques qui leur permettent de déterminer les domaines et les formes de l'assistance qu'ils peuvent fournir.

Dans l'étude commanditée par le GTASE, *Analyses, programmes et priorités pour l'éducation en Afrique* (Samoff *et al.*, 1966), on trouve les observations suivantes au sujet des analyses sectorielles réalisées en Afrique : elles ont permis à des organismes de financement et d'assistance technique de reconnaître et de justifier les divers domaines et les formes de leurs interventions dans ce secteur. Les résultats des analyses sectorielles ont tendance, dans l'ensemble, à refléter les points de vue des organismes commanditaires et ont, dès lors, induit des doutes quant à leur fiabilité, leur pertinence et leur utilité. Les rapports des études, peu accessibles en dehors des organismes commanditaires, ne parviennent même pas aux responsables du système éducatif des pays africains pour lesquels les études ont été réalisées. Presque toutes les études examinées ont été réalisées par des équipes de chercheurs composées d'une grande majorité d'étrangers et dirigées par des étrangers. Certains stéréotypes reviennent dans les conclusions et les recommandations des diverses analyses sectorielles, quels que soient les pays africains où elles sont effectuées. Les conclusions et les recommandations n'ont que peu ou pas de rapport avec les besoins urgents des pays hôtes eux-mêmes. Les études sectorielles exécutées à l'instigation de commanditaires locaux par des chercheurs locaux n'ont pas en général le même niveau de qualité que celui des études réalisées avec le soutien de l'aide étrangère.

La *Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Zimbabwe 1990-1996* (Chikombah *et al.*, 1999), publiée par le GTASE, tend à confirmer la plupart des sujets d'insatisfaction dont il est fait état dans *Analyses, programmes et priorités pour l'éducation en Afrique*. En revanche, une revue analogue réalisée en Éthiopie (Workinah *et al.*, 1999) a donné des résultats qui contredisent bon nombre des conclusions de l'étude commanditée par le GTASE.

Il apparaît nécessaire de vérifier dans le cadre de la situation ghanéenne la validité des conclusions et des préoccupations exposées dans le document du GTASE de 1996 afin de déterminer si elles s'appliquent au Ghana. Cette analyse est jugée importante parce qu'elle fournit aussi un aperçu des types et des champs d'analyse sectorielle disponibles dans le secteur. Depuis 1987, le Ghana est réputé avoir largement bénéficié d'une assistance externe au secteur de l'éducation (voir annexe 10). De nombreuses études sectorielles ont été commanditées par des organismes externes qui auraient pu aborder des questions prioritaires ou avoir un impact sur la formulation des politiques dans le secteur de l'éducation. Il y a également un nombre appréciable d'études menées pour des commanditaires locaux qui ont abordé des problèmes prioritaires ou eu un impact sur la formulation des politiques.

Termes de référence (TR)

Sur la base d'une proposition présentée au GTASE pour une revue du secteur de l'éducation au Ghana, ROCARE/Ghana a obtenu un contrat pour réaliser la revue de la situation ghanéenne. Les TR définis dans la proposition de ROCARE sont les suivants.

- Identification, rassemblement et analyse des études sectorielles en éducation. Leur champ d'action couvre des études à caractère professionnel, technique, politique et académique, commanditées, financées ou encouragées par le gouvernement, des organismes bailleurs de fonds et des organismes ou des instituts de recherche au cours de la période 1987-1998.
- Création d'une capacité de recherche en tant que composante de la revue de l'analyse sectorielle en éducation. Cet élément devait correspondre à des ateliers de développement des compétences en techniques de recherche pour de jeunes chercheurs et à des conférences réunissant des décideurs et des exécutants. Diffusion des résultats de la revue à l'usage des décideurs.
- Mise en place d'une solide base de coopération et de collaboration entre la communauté des chercheurs, le MDE/Ghana Education Service (GES) et les organismes internationaux de financement et d'assistance technique, y compris le GTASE.
- Conception d'activités de suivi comprenant la mise en place d'une banque de données et d'un centre de documentation pour les études sectorielles en éducation.

Objectifs spécifiques de la revue

Les objectifs spécifiques de la revue étaient les suivants.

- Identifier des études sectorielles effectuées dans le pays entre 1987 et 1998.
- Identifier les sous-secteurs ou les champs thématiques couverts par les études.
- Identifier les circonstances qui ont amené à réaliser les études.
- Identifier les commanditaires et les parrains des études.
- Identifier les équipes ou les personnes qui ont effectué les études et les rôles qu'elles ont joués.
- Analyser la méthodologie employée dans chaque étude et déterminer si l'approche adoptée a renforcé la collaboration avec les concepteurs et les agents d'exécution des politiques, et les chances qu'avaient les rapports d'être jugés acceptables et utiles.
- Identifier les conclusions des études et établir leur pertinence par rapport aux besoins prioritaires du secteur.
- Établir si les conclusions ont été diffusées, de même que les démarches préconisées.
- Déterminer quel a été l'impact des diverses études sur le processus de prise de décisions dans le secteur de l'éducation.
- Concevoir des actions de suivi destinées à entretenir la collaboration établie au cours du processus de la revue entre la communauté des chercheurs et les autres parties prenantes à l'éducation, à maintenir les efforts de création de capacités et à faciliter l'accès aux rapports de recherche.

Analyse sectorielle en éducation : définition opérationnelle

Aux fins de la revue, l'analyse sectorielle en éducation est considérée comme comprenant toutes les formes d'investigation scientifique menée dans les opérations des diverses composantes et structures du secteur de l'éducation ou les opérations de l'ensemble du secteur.

Une étude du secteur ou d'un sous-secteur de l'éducation a pour objectif d'améliorer le processus ou le système d'éducation, en particulier dans le domaine qui fait l'objet de l'étude. À cet égard, l'étude se doit d'être un exercice complet et holistique qui accorde beaucoup d'attention à l'ensemble des questions analysées.

Organisation/structure de l'étude

Le rapport comprend sept chapitres. Le chapitre 2 trace à grands traits le profil du système éducatif du Ghana et les modalités de la formulation des politiques appliquées dans le secteur de l'éducation. Le chapitre 3 fournit des indications détaillées sur le déroulement de la revue et ses principales activités. Le chapitre 4 traite des principales caractéristiques des études analysées. Le chapitre 5 est consacré aux conclusions et aux recommandations des études sélectionnées. Le chapitre 6 traite de la complémentarité de l'analyse sectorielle et de la formulation des politiques au Ghana, et des rapports entre les chercheurs à l'œuvre dans le domaine de l'éducation, les concepteurs et les agents d'exécution des politiques et les organismes de financement et d'assistance technique. Le chapitre 7 aborde les problèmes que posent la diffusion et la documentation des études sectorielles. Les conclusions et les recommandations de la revue sont exposées dans le chapitre 8.

Limites de la revue

La revue présente plusieurs limites. Les chercheurs étrangers qui avaient effectué quelques-unes des études parrainées par des organismes étrangers avaient déjà quitté le pays et n'avaient pu être contactés pour répondre aux questions des enquêteurs. Certains des fonctionnaires, à l'origine des études ou mêlés à leur exécution en tant que fonctionnaires du ministère ou du GES, n'occupaient plus les mêmes postes qu'à l'époque où les études furent exécutées. Certains d'entre eux n'étaient pas disposés à revenir à ces temps révolus ; d'autres ne gardaient que des souvenirs confus de ce qui s'était passé pendant et après les diverses études. Le temps imparti pour l'exécution de la revue était trop court pour suivre tous les répondants potentiels repérés. Certains répondants parurent si occupés qu'ils n'avaient pas de temps à accorder aux entretiens. Il a été extrêmement difficile d'accéder aux études identifiées. Tous ces facteurs ont donc restreint le champ des études à partir desquelles a été constitué l'échantillon choisi.

Chapitre 2.

Chapitre 2. Le contexte de la revue nationale

Bref historique du développement de l'éducation au Ghana

Dans le monde entier, il est admis que l'éducation est le processus par lequel des personnes acquièrent des connaissances, des compétences et des attitudes qui leur permettent de développer pleinement leurs facultés. Il est universellement reconnu qu'un des bienfaits d'une bonne éducation est qu'elle permet aux individus de contribuer au développement et à l'amélioration de la qualité de leur vie, de celle de leur communauté et de celle de la nation dans son ensemble.

Convaincus des bienfaits à escompter d'une bonne éducation, les gouvernements successifs du Ghana se sont appliqués à faire de l'éducation l'accélérateur de la mise en œuvre de leurs politiques et de leurs programmes de développement. Toutefois, on s'est rendu compte, avant même l'accession du Ghana à son indépendance politique, que le type et la qualité du système éducatif hérité de l'époque coloniale ne répondaient pas aux besoins du pays confronté à de graves problèmes de développement et de justice sociale. Plusieurs comités d'examen du système éducatif ont mis le doigt sur cette situation et proposé des remèdes. Le plus marquant a été le rapport Dzobo en 1973, qui avait donné une réflexion nouvelle sur le système éducatif du Ghana.

En 1987, une nouvelle structure et un nouveau contenu de l'enseignement ont été mis en place au Ghana, avec pour premier objectif la mise en œuvre du programme de la Junior Secondary School (JSS). Sur le plan de la politique, la création de cette structure reposait sur un précédent Livre blanc du gouvernement intitulé *The New Structure and Content of Education* (MDE, 1974). Dans le cadre de la nouvelle structure, le système 6-3-3-4 fut adopté. Le pays avait désormais un système éducatif composé de six ans d'enseignement primaire, trois années d'un premier cycle d'enseignement secondaire (Junior Secondary School), trois années d'un second cycle d'enseignement secondaire et un minimum de quatre ans d'enseignement supérieur. Les six années d'école primaire et les trois du premier cycle d'enseignement secondaire constituent le niveau d'éducation de base qui est censé être obligatoire et gratuit pour tout enfant ghanéen en âge d'aller à l'école.

La réforme de 1987 a été rendue nécessaire par un effondrement virtuel du système, conséquence de plusieurs facteurs, dont l'insuffisance du nombre d'enseignants dûment formés et qualifiés. Parmi les autres causes, citons l'insuffisance des moyens de financement du secteur de l'éducation, qui a provoqué une pénurie de manuels scolaires et autres matériels didactiques de première nécessité, le manque de mobilier et de matériel scolaires, et la détérioration des bâtiments scolaires. Avec pour conséquences, une mauvaise qualité de l'enseignement et de l'apprentissage et un médiocre taux de fréquentation du système scolaire par les enfants en âge d'aller à l'école.

La réforme fut donc lancée. Elle reposait sur le principe selon lequel l'alphabétisation est un droit fondamental de tout Ghanéen et que tout Ghanéen a besoin de posséder le sentiment de son identité culturelle et de sa dignité, de connaître son environnement et de savoir le protéger, et se doit de participer à l'effort de développement de la nation en mettant en œuvre les compétences et les outils scientifiques et technologiques les plus modernes.

En 1990, l'objet principal de la réforme était devenu le second cycle de l'enseignement secondaire (Senior Secondary School Programme). Il fallut cependant attendre les premiers diplômés en 1993 pour voir apparaître les faiblesses de la réforme mise en œuvre. Celle-ci n'avait pas permis d'atteindre les objectifs de qualité et, de ce fait, le secteur de l'éducation était devenu la cible des critiques de l'opinion publique.

En réaction à cette critique du programme de réformes, les pouvoirs publics créent, en 1993/1994, Education Reform Review Committee (Comité d'examen de la réforme de l'éducation). Les travaux de ce comité ont abouti au National Education Forum (Forum national de l'éducation) de 1994, avec pour objectif l'éducation de base à l'horizon 2000. Le forum, auquel participaient 150 représentants de divers groupes d'intervenants, fournit l'occasion de commentaires critiques et d'un débat sur les problèmes du secteur, à savoir :

- Mauvaise qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans les écoles, d'où leur inefficacité et celle des pratiques de gestion.
- Insuffisance du financement du secteur, avec pour conséquence un apport d'intrants insuffisant.
- Incapacité des parents d'intervenir convenablement dans l'instruction de leurs enfants.
- Mauvaise politique linguistique qui fait de l'anglais la langue d'instruction après la troisième année de l'enseignement primaire.
- Manque de motivation des enseignants, d'où un faible engagement personnel au service de l'enseignement.
- Absence de coordination et de collaboration adéquates entre les divisions d'exécution du GES.
- Faible croissance des effectifs scolarisés.
- Manque de considération et attitude négative du public ghanéen à l'égard de l'enseignement technique et professionnel.

Le débat public sur ces problèmes, ainsi que des dispositions constitutionnelles de 1992 débouchèrent sur l'élaboration d'une nouvelle politique de l'éducation de base, qui est actuellement mise en œuvre sous le nom de Free Compulsory Universal Education (FCUBE) (éducation de base, gratuite, obligatoire et universelle). La Constitution de 1992 stipule que, dans un délai de deux ans après une première réunion du Parlement, le gouvernement doit réaliser un programme de mise en œuvre une éducation de base gratuite, obligatoire et universelle.

L'éducation de base gratuite, obligatoire et universelle (FCUBE) et les objectifs stratégiques

Le programme FCUBE est axé sur l'enseignement primaire et s'applique à améliorer la réforme de 1987 en remédiant aux insuffisances du processus de mise en œuvre pour assurer la qualité. Le programme vise aussi à accroître la participation des enfants d'âge scolaire primaire avec pour objectif d'atteindre cent pour cent de la population. En outre, le FCUBE cherche à augmenter le taux de scolarisation des filles, au niveau de l'éducation de base.

Le MDE a identifié trois objectifs clefs pour le programme FCUBE, à savoir :

- Améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.
- Améliorer l'efficacité de la gestion du secteur de l'éducation.
- Améliorer l'accès et la participation à l'éducation fondamentale.

Le champ des objectifs stratégiques, qui a été élargi en 1997, comprend désormais quatre objectifs supplémentaires :

- Décentralisation et durabilité des structures de gestion (qui résultent du deuxième objectif ci-dessus).
- Amélioration du fonctionnement d'un programme autogérable d'alphabétisation fonctionnelle (qui résulte du troisième objectif ci-dessus).
- Amélioration de l'accès à l'enseignement et à la formation scientifiques et technologiques (résultant également du troisième objectif ci-dessus).
- Assurer la pertinence de l'éducation dispensée par rapport aux besoins en main-d'œuvre du pays (résultant du premier objectif ci-dessus).

Dans la présente revue, les quatre derniers objectifs seront compris dans les trois objectifs originaux dont ils résultent.

Le Forum national de l'éducation de 1994 peut être considéré comme un événement important dans l'histoire de l'analyse sectorielle en éducation du Ghana. Cela parce que le forum a offert aux parties prenantes l'occasion de se livrer à un examen critique des forces et des faiblesses des réformes inaugurées en 1987 et d'émettre des recommandations pour remédier à ces faiblesses. Les différents partenaires souhaitaient poursuivre leur participation au processus de réforme dans le cadre de la nouvelle politique et de ses objectifs. Ces organismes désiraient cependant obtenir de meilleures chances de succès en améliorant les résultats du sous-secteur grâce à leurs modules d'assistance. D'où leur recours plus fréquent à l'analyse sectorielle au cours de la période.

La nouvelle tendance à intégrer l'analyse sectorielle dans la mise en œuvre du programme FCUBE a révélé les faiblesses d'une approche subsectorielle, sans plan véritable, de la réforme du système. En conséquence, cette nouvelle tendance est favorable à une approche holistique. On sait que le MDE a bénéficié de fonds étrangers pour élaborer un plan stratégique pour l'ensemble du secteur de l'éducation. Il est donc à prévoir

que l'analyse sectorielle sera bientôt appliquée à cette nouvelle approche afin que les planificateurs définissent les priorités pour une année donnée.

La formulation de la politique de l'éducation au Ghana

Une politique est un plan d'action destiné à guider, diriger ou administrer les affaires en cours afin d'atteindre un objectif fixé. Les politiques, motivées par des objectifs à atteindre, sont ciblées sur ces objectifs. Par exemple, les divers plans, stratégies et autres moyens opérationnels mis au point ou adoptés pour élaborer, faire fonctionner et traiter le système éducatif constituent les politiques éducatives du Ghana.

De nouvelles politiques peuvent chercher à compléter ou à renforcer les politiques existantes, ou à remédier à des faiblesses pour améliorer de façon réaliste certaines situations. L'introduction de nouvelles politiques dans un secteur de l'éducation peut, par conséquent, être répondre au souci de traiter une problématique existante dans le système ou, dans certains cas, à celui de tenir des promesses, notamment celles de politiciens désireux d'obtenir les suffrages des électeurs. Quels que soient les motifs qui président au lancement d'une politique dans le secteur de l'éducation, sa formulation prend toujours la forme d'un processus qui passe par plusieurs étapes.

Ce processus commence lorsque le besoin se fait sentir d'introduire un changement dans le système éducatif. Pareil changement peut apparaître nécessaire pour des raisons diverses, évoquées ci-dessus. Au Ghana, pour répondre aux impératifs de changement, on crée d'abord un comité (ou une commission) national, dont les membres appartiennent à différentes organisations, pour examiner la situation. Par exemple, le Comité d'examen de la réforme de l'enseignement créé en 1993/1994 avait pour mandat de soumettre à un examen critique les politiques du Ghana en matière d'éducation de base. Ce type d'examen s'appuie beaucoup sur l'analyse de l'expérience acquise ici et là dans la mise en œuvre des politiques qui sont l'objet ou la cible de l'analyse critique. Il s'agit alors non seulement de découvrir pourquoi des objectifs ne sont pas atteints et de déterminer si la mise en œuvre s'est déroulée comme prévu, mais encore de repérer les résultats non voulus ou les obstacles imprévus qui sont apparus au cours du processus d'application.

Dans le processus de formulation d'une politique, le stade de l'analyse est suivi du choix des autres options qui restent encore ouvertes pour le secteur. Pour cela, on prend en compte l'expérience du passé et la façon dont le secteur s'est écarté de la voie tracée. En général, l'ensemble des parties prenantes se réunit pour discuter des options proposées par le comité d'examen. Le MDE invite d'ordinaire à ces réunions des personnes des différents corps constituants. Des représentants des partenaires du développement sont aussi appelés à intervenir à ce stade.

Lors d'une nouvelle réunion du comité d'examen, les différentes options adoptées autour de la table de conférence sont rassemblées et soumises au MDE sous la forme de recommandations concernant les politiques. Ces recommandations sont ou ne sont pas approuvées par le ministre de l'éducation, qui assume en dernier lieu la responsabilité de la politique à appliquer dans le secteur de l'éducation.

Il arrive que des politiques nouvelles soient d'abord expérimentées avant que leur application à l'échelle

nationale. Depuis peu, une unité est chargée de piloter le processus d'application et d'effectuer périodiquement des contrôles d'impact. L'analyse sectorielle est utile à pratiquement toutes les étapes de la formulation d'une politique, mais elle est particulièrement importante aux stades de l'analyse de la politique, de son expérimentation et du contrôle de son impact. Une fois la décision prise, la politique est appliquée par un organisme placé sous l'autorité du MDE. Ainsi, le GES met en œuvre les politiques de l'enseignement postsecondaire. Le processus de formulation et de mise en œuvre d'une politique est représenté à la figure 1.

Avant 1983, les agences, en particulier le GES, ont joué un rôle très significatif dans les choix d'une politique à suivre dans le secteur de l'éducation. Il existait donc de nombreuses interactions entre la prise de décisions sur le plan politique et leur mise en œuvre, favorables aux deux parties. Cette mise en œuvre influençait les tendances futures de la politique, laquelle se répercutait à son tour de manière positive sur les modalités de mise en œuvre. Cette relation s'est perpétuée pendant des années, mais c'est en 1974 qu'elle a été précisée avec la création du GES en tant qu'agence unique chargée de mettre en œuvre les politiques éducatives préuniversitaires. Cependant, le ministère était de moins en moins satisfait et jugeait que le GES exerçait une influence excessive sur le processus de décision, compte tenu de sa position subalterne au sein du ministère. Cette situation était vraisemblablement due à l'ampleur même des responsabilités attribuées au GES, dont relevaient la majeure partie des professionnels les plus compétents du système éducatif à ce niveau. On vit parfois des hauts responsables et des responsables hors siège du GES en adopter des positions tranchées à la limite du politique sans en référer préalablement au ministre, au commissaire ou au secrétaire à l'éducation. Ces types de déclarations étaient mal acceptées par le ministère.

Dans ces conditions, le conseil du GES fut aboli en 1983 au titre de la loi 42 du Provisional National Defence Council (PNDC). Ses fonctions furent dévolues au secrétaire à l'éducation du PNDC. À partir de ce moment, le GES et d'autres agences sectorielles, dont le GNAT, ont joué un rôle très restreint ou n'ont pas tenu de rôle institutionnel direct dans les décisions relevant de la politique du secteur de l'éducation, y compris lorsqu'il s'agissait de la mise en œuvre des réformes de l'enseignement en cours au Ghana. Cependant, depuis que le conseil du GES a été rétabli, en 1996, la situation a changé et il y a une participation institutionnelle plus importante du GES dans le processus d'élaboration de la politique du ministère. Dans le cadre de ces nouvelles relations, il semble que le GES et le ministère fonctionnent en tandem ; c'est la raison pour laquelle, dans les chapitres qui suivent, ils sont traités comme s'ils constituaient un seul et même organisme.

Chapitre 3.

Chapitre 3. Le processus de la revue

Définition du cadre chronologique et du champ thématique

Ce sont des considérations sur l'objet des études, leurs cadre chronologique et leur champ thématique qui ont permis d'identifier et de sélectionner des études destinées à la revue . L'objet concerne des activités essentielles au sein du secteur de l'éducation. Le cadre chronologique a trait à la période sur laquelle portent les études examinées. Le champ thématique fixe les limites (sectorielles) du domaine d'application des activités essentielles.

La réforme de l'enseignement en cours constituait non seulement un objet immédiatement à portée de main mais aussi un repère pour le cadre chronologique. Le lancement de la réforme en cours au Ghana est le rapport Dzobo de 1973 accompagné du Livre blanc du gouvernement, publié en 1974. Alors que l'ensemble aurait pu constituer un bon point de départ pour une revue significative des études, la revue a pourtant été limitée à une période plus restreinte pour les raisons suivantes :

- i. Le rapport Dzobo a été suivi par une période d'expérimentation du Junior Secondary School Programme, lequel n'a pas été évalué avant 1990.
- ii. La réforme de 1987 a incorporé bon nombre des recommandations du rapport Dzobo. Il n'était, dès lors, plus nécessaire de remonter dans le temps, à l'époque de la parution du rapport Dzobo.
- iii. Le financement d'origine étrangère du secteur de l'éducation au Ghana a commencé sur des bases sérieuses à partir des réformes de l'enseignement de 1987. Et chacun sait que l'analyse sectorielle dépend étroitement d'un financement issu de donateurs.

Le champ de la revue a, par conséquent, été fixé dans le cadre chronologique de la période 1987-1998. En termes de structure, le champ couvert rassemble tous les aspects du secteur de l'éducation.

La méthodologie de la revue

L'équipe chargée de la revue a décidé de procéder à la fois à l'analyse des documents et à une démarche d'enquête. Cette approche par triangulation était rendue nécessaire par le fait que les études ne réunissaient pas tous les éléments d'information susceptibles de fournir des réponses complètes aux questions analytiques ayant trait à chaque étude. Il fallait recueillir par enquête d'autres éléments pour comprendre l'arrière-plan des études, les approches adoptées, les problèmes rencontrés au cours de l'exécution des études, les stratégies de diffusion appliquées et l'impact des études sur le secteur de l'éducation. L'enquête visait donc à apporter des informations complémentaires à celles que contenaient les rapports d'étude.

Il est alors apparu nécessaire d'élaborer des instruments appropriés pour guider l'analyse des documents et pour obtenir des données pour l'enquête. Ainsi a-t-on élaboré, validé et appliqué pour générer les données de l'enquête trois plans d'interview ciblés sur les chercheurs ayant participé à l'exécution des études sélectionnées, sur les initiateurs de ces études et sur les concepteurs et les agents d'exécution des politiques. Un guide donnant la marche à suivre pour résumer et analyser les rapports d'étude a aussi été élaboré (voir annexe 8).

Les modes de participation au processus de la revue

L'équipe de la revue avait pour objectif de faire participer le plus grand nombre possible de gens afin de donner un caractère national à la revue. La participation s'étendait donc à partir des trois chercheurs principaux de la revue, par l'intermédiaire de l'ensemble de l'équipe chargée de la revue et du comité de référence, à un groupe plus vaste formé par les représentants de tous les principaux intervenants du secteur. Elle s'est traduite par la tenue de réunions et d'ateliers aux six niveaux suivants :

- i. Réunions des chercheurs principaux. Les trois chercheurs principaux se sont réunis régulièrement pour évaluer les progrès et définir la ligne de conduite à adopter pour la suite. Ces réunions étaient tantôt formelles tantôt informelles.
- ii. Réunions de l'équipe de la revue. L'équipe de la revue s'est réunie 17 fois en l'espace des 27 jours qu'a duré le processus de la revue. Leur objectif était soit d'établir un plan stratégique, soit d'exposer et de discuter les tâches assignées à chaque membre de l'équipe. Ces réunions avaient lieu le plus souvent en fin de semaine pour éviter de perturber le plan de travail normal des membres de l'équipe.
- iii. Réunions avec le comité de référence. Le comité de référence représentait dans le cadre du projet un conseil consultatif. Il se composait des sept membres suivants : MM. Yaw Dwomoh et Alex Tettey-Enyo du MDE/GES, le Pr J. S. Djangmah, représentant la communauté des chercheurs, le Dr Joe Vere de l'UNICEF, M. Peter Kresge de l'USAID, M. Howard Tyres du DFID et Mme Esi Sutherland-Addy, siégeant en qualité de représentante locale du GTASE. Au cours du processus de la revue, deux réunions ont eu lieu avec le comité de référence. La première pour discuter de la méthodologie de la revue ; la seconde pour présenter un projet de rapport postérieur à la table ronde et recueillir des éléments d'information et des commentaires.
- iv. Réunions avec l'équipe ressource du GTASE. L'équipe se composait des membres suivants : Dr Lene Buchert, coordonnateur du GTASE, M. Mitch Kirby de l'USAID, membre du comité directeur du GTASE, et Mme Josiane Rabetokotany, Ministre de l'éducation de Madagascar et également membre du comité directeur du GTASE. L'équipe de la revue a tenu trois réunions avec l'équipe ressource.
- v. Réunions avec les intervenants essentiels. Elles comprenaient un séminaire de lancement, au cours duquel le projet de revue fut rendu public, une table ronde (voir annexe 11 pour la liste des participants) et un séminaire de diffusion (voir annexe 12). La réunion de la table ronde rassemblait des représentants de divers groupes d'intervenants, notamment du MDE, du GES, des partenaires du développement, des établissements de recherche et des ONG à l'œuvre dans le secteur de l'éducation. Les objectifs de la réunion étaient les suivants :
 - a. présenter les résultats de la revue aux intervenants ;
 - b. valider les conclusions de la revue ;
 - c. renforcer encore l'esprit de coopération et de collaboration entre les chercheurs, les partenaires du développement et les concepteurs des politiques et leurs agents d'exécution.
- i. Ateliers. En dehors de ces réunions, le processus de la revue comprenait aussi six ateliers. Quatre d'entre eux ne concernaient que les chercheurs principaux (pour la concrétisation des projets, l'analyse et la rédaction d'un projet de rapport de synthèse et la révision du projet de rapport). Les deux autres étaient ouverts à tous les membres de l'équipe de la revue. Les ateliers rassemblant toute l'équipe

étaient considérés comme des moyens de formation et d'acquisition de compétences pour les chercheurs les moins expérimentés.

Les principales activités du processus de la revue

Identification et rassemblement des études sectorielles entrant dans le cadre chronologique

Au total, 149 titres d'étude ont été identifiés. Sur ce nombre, l'équipe de la revue ne put avoir accès qu'à 38 documents, qui ont constitué le terrain sur lequel a été sélectionné l'échantillon final. La liste complète des études identifiées est donnée dans l'annexe 6. Elles sont classées par catégorie d'étude dans l'annexe 7.

Résumé des rapports d'étude et sélection de l'échantillon final

Les 38 rapports d'étude ont été résumés suivant une formule convenue afin de déterminer la taille de l'échantillon final. Ainsi 34 études ont été retenues en fonction des critères suivants :

(i) Le nombre d'études sélectionnées pour la revue doit être suffisamment grand pour permettre, si possible, une bonne couverture de tous les sous-secteurs et des trois grands objectifs stratégiques du MDE.

(ii) Les études sélectionnées doivent comprendre celles qui ont été commanditées, lancées ou parrainées par le MDE, les partenaires du développement, les établissements de recherche et les ONG.

(iii) Les études sélectionnées doivent être pertinentes par rapport au processus de décision dans le contexte des besoins urgents du MDE/GES.

(iv) Les études sélectionnées doivent comprendre celles qui portent sur les problèmes des filles et des femmes dans l'éducation.

(v) La pondération des études en vue de leur sélection, en fonction des objectifs stratégiques, des sous-secteurs et des initiateurs, devra être proportionnelle au nombre de rapports d'étude dont l'équipe pourra disposer dans chaque catégorie.

(vi) Le document doit être un rapport de recherche ou une étude, c'est-à-dire qu'il doit comporter expressément des objectifs, une méthodologie, des conclusions et des recommandations.

1. *Études sélectionnées par initiateur et par sous-secteur/thème*

Sous-secteur/thème									
Initiateur	Éduc. de base	Ens. second.	Éduc. non formelle	Ens. post-secondaire	Ens. supérieur	Gestion	Éduc. des filles	Ensemble du secteur	Total
MDE/GES	1	-	-	1	1	1	-	-	4
MDE avec soutien donateur	6	-	1	-	2	1	1	-	11
Donateur	8	-	-	1	-	3	1	2	15
Établissement de recherche	1	1	-	-	-	-	-	-	2
Établissement de recherche plus donateur	2	-	-	-	-	-	-	-	2
ONG	3	-	-	-	-	-	-	-	3
Total	21	1	1	2	3	5	2	2	37

Répartition des études sélectionnées

Les études sélectionnées, au nombre de 34, ont été groupées en fonction des sous-secteurs/thèmes suivants : éducation de base, enseignement secondaire, éducation non formelle, enseignement post-secondaire, enseignement supérieur, gestion, éducation des filles et études sur l'ensemble du secteur. Les thèmes de la gestion et de l'éducation des filles ont été retenus en raison de leur importance dans le secteur au cours de la période considérée, plus particulièrement à partir de 1994. Le tableau 1 indique la répartition des études sélectionnées entre les sous-secteurs/thèmes et entre les organisations initiatrices. La liste des 34 études est donnée par auteur dans l'annexe 1, par initiateur dans l'annexe 2 et par sous-secteur dans l'annexe 3.

Analyse détaillée des études sélectionnées

Une analyse détaillée a été réalisée pour chacune des études sélectionnées grâce aux données contenues dans les résumés des rapports d'étude et aux données de l'enquête. Le rapport relatif à chaque étude résumée dans l'annexe 4 a été divisé en trois parties. Première partie : résumé du rapport d'étude ; deuxième partie : informations complémentaires sur l'étude, provenant de l'enquête ; troisième partie : évaluation de l'étude sur la base des relations suivantes :

- a. Objectifs et approches de l'étude.
- b. Objectifs et conclusions de l'étude.
- c. Méthodologie et conclusions.

d. Conclusions et recommandations.

L'enquête

Les instruments d'enquête ont été conçus de manière à permettre aux répondants de les administrer eux-mêmes lorsqu'ils n'avaient pas le temps d'accorder un entretien en tête-à-tête au chercheur. Les répondants ciblés étaient les suivants : 43 chercheurs/consultants, 14 organisations initiatrices et 49 concepteurs/agents d'exécution des politiques appliquées. On espérait pouvoir interroger tous les répondants de chaque catégorie. Chaque enquêteur s'est vu attribuer un certain nombre de répondants dans les trois catégories. On comptait que la série complète des interviews serait terminée en deux semaines. Or, elle en a pris quatre, alors même que seuls 19 concepteurs/agents d'exécution, 19 chercheurs et 8 organisations initiatrices avaient soit accordé des interviews soit rempli les questionnaires. Il n'a pas été possible de joindre certaines des personnes à interroger, soit parce qu'elles étaient en voyage à l'étranger soit parce qu'elles ne vivaient plus au Ghana et que l'adresse où les contacter était inconnue. Un des répondants ciblés était décédé (voir annexe 9 pour la liste des répondants).

Alors que 6 chercheurs femmes avaient été ciblées pour des interviews, seules 3 d'entre elles ont pu être interrogées. La faible représentation des femmes dans l'enquête n'est pas une surprise, car les hommes prédominent dans le système éducatif du Ghana en général et dans les études sectorielles en particulier.

14 organisations initiatrices ont été désignées pour fournir des informations complémentaires sur les 34 études lancées par leurs soins. Ces organisations et institutions étaient les suivantes : MDE, CRDD, USAID, UNICEF, Banque mondiale, DFID, GNAT, WAEC, ROCARE, NFED, CRIQPEG, Consortium inter-ONG, UNESCO et ACDI. Sur 14, 8 ont pu être interrogées. 4 sur 8 sont des organisations ghanéennes, 2 des organisations non ghanéennes et 2 des institutions multilatérales.

Chapitre 4.

Chapitre 4. Principales caractéristiques des études sélectionnées

Lancement et financement des études

Les études ont été lancées par quatre catégories d'organismes, à savoir : (i) le MDE ou ses antennes comme le GES, (ii) des partenaires du développement (donateurs), (iii) des instituts de recherche, (iv) des organisations non gouvernementales (ONG). Elles se répartissent comme suit.

Tableau 1. Les études sélectionnées par initiateur

Initiateur	Nombre
MDE	4
MDE avec le soutien d'un donateur	9
Partenaires du développement/donateurs	14
Instituts de recherche	3
ONG	4
Total	34

Sur les 8 organisations interrogées, 5 avaient non seulement lancé mais aussi financé les études élaborées par elles, car leurs conclusions pourraient influencer la politique appliquée dans le secteur et donc améliorer sa situation. Grâce à ces conclusions ils ont pu financer des projets dans le domaine de l'éducation. Les chercheurs ont été plus précis quant aux justifications de ces études, à savoir la baisse du niveau de l'instruction, la crise du financement de l'éducation, l'absence de données statistiques fiables et le manque de systèmes efficaces de gestion de l'information dans l'éducation.

Selon les chercheurs, environ 88 % des études qu'ils avaient conduites dans le secteur de l'éducation avaient été financées par des partenaires du développement. Là encore, comme on l'a déjà vu, l'analyse des documents a révélé que 14 des 34 études sélectionnées avaient été lancées et financées par des partenaires du développement et que 9 des 13 études élaborées par le MDE avaient été financées par les partenaires du développement. Cela confirme ce que l'on savait déjà, à savoir que le lancement et le financement de la recherche dans le secteur de l'éducation sont principalement entre les mains des partenaires du développement. À vrai dire, ils ne font pas que lancer et financer des études ; ils exercent aussi une influence sur elles — identification des problématiques et désignation des chercheurs/consultants à qui elles seront confiées — et parfois définissent leurs objectifs, ce que confirment les 8 organisations qui ont participé à l'enquête. Néanmoins, toutes les organisations ont soutenu que les résultats des études qu'elles avaient lancées ou commanditées n'avaient pas été influencés par elles. Les chercheurs avaient tendance à confirmer les propos des organisations sur ce point.

Les auteurs

Sur les 34 études sélectionnées, 9 ont été exécutées par un seul chercheur et 25 ont pour coauteurs deux ou plusieurs chercheurs. 22 études ont été exécutées par des chercheurs ghanéens travaillant dans leur pays, 6 par des non-

Ghanéens (expatriés) et 6 autres par une équipe associant des chercheurs ghanéens et non ghanéens.

Dix des chercheurs/consultants sont titulaires d'une maîtrise et huit d'un doctorat. Un seul a uniquement une licence. Quatre des répondants sont des spécialistes de l'évaluation, trois des spécialistes de la planification et de l'administration de l'éducation, deux des spécialistes du développement des ressources humaines et de la sociologie de l'éducation, et il y a un spécialiste de chacune des disciplines suivantes : gestion de l'éducation, éducation des adultes, littérature africaine, études sur le développement, enseignement des mathématiques et des sciences. Trois répondants sont des spécialistes des femmes et du développement, et deux sont spécialisés dans l'élaboration et l'inspection des programmes scolaires. Au moment des interviews, six des répondants ont déclaré faire partie du personnel d'une université, deux appartenaient au CRDD, deux au WAEC et deux autres travaillaient comme consultants à titre privé. Deux sont des fonctionnaires en retraite n'exerçant à aucun poste institutionnel. Un répondant appartenait à ROCARE, un à ADD-Ghana et un à ILP-Ghana.

Ainsi les auteurs des études sélectionnées semblent avoir eu les compétences nécessaires et l'expérience requise pour les exécuter. Ils sont les auteurs de 20 des 34 études sélectionnées (voir annexe 1). En outre, seize d'entre eux ont indiqué qu'ils étaient les auteurs ou les coauteurs d'autres études qui n'avaient pas été prises en compte dans cette revue. Le nombre total d'études non répertoriées qui ont été citées était de 31 (voir annexe 7).

Il est évident que dans cette revue il n'existe ni une prépondérance des chercheurs expatriés ni un rôle subalterne des chercheurs locaux, schéma traditionnel de l'analyse sectorielle en Afrique.

Les sous-secteurs traités par les études sélectionnées

Le tableau 1 du chapitre 3 présente la répartition des 34 études par sous-secteur et par thème. Plus de la moitié d'entre elles (21) portent sur le secteur de l'éducation de base. Cela n'est pas surprenant dans la mesure où l'éducation de base était la cible privilégiée de la politique de réforme mise en œuvre et de l'analyse critique menée ensuite dans le cadre du programme FCUBE. Qui plus est, l'aide apportée au secteur par les partenaires du développement au cours de la période a bénéficié à l'éducation de base. 2 études seulement portaient sur l'ensemble du secteur, et 2 autres concernaient l'éducation présupérieure (éducation de base, enseignement secondaire, formation pédagogique, éducation non formelle, tous sous-secteurs combinés). Les autres études portaient sur l'enseignement supérieur ou étaient axées spécifiquement sur les thèmes de la gestion ou de l'éducation des filles.

En dépit de l'importance attribuée aux sciences et à la technologie pendant cette période, l'équipe n'a identifié aucune étude sur ce thème.

Les méthodologies employées dans les études sélectionnées

L'enquête et l'analyse documentaire sont les deux méthodes les plus longement utilisées (tableau 3) ; elles sont parfois combinées. D'après les chercheurs, c'est la nature des études, plutôt que des contraintes financières ou de temps, qui a dicté le choix de la méthodologie ou de l'approche pour les exécuter. Sur 19 répondants, 7 font certes état de contraintes financières et/ou de temps, mais la nature de l'étude est citée 20 fois. Il ressort de l'enquête que la population cible de chaque étude ou sa dispersion géographique n'ont pas influencé le choix de la méthodologie des études.

Dans la mesure où l'on admet que la nature du problème étudié dicte la méthode à employer, il paraît indiqué que les chercheurs utilisent la méthode de triangulation afin d'obtenir des données sur différentes perspectives.

Il est instructif de noter que, si la durée jugée nécessaire à l'origine pour l'exécution des études était en moyenne de neuf mois, il a fallu environ dix mois aux chercheurs pour les mener à bien.

Tableau 2. Les études sélectionnées par méthode d'étude

Méthode	Nombre
Méthode de l'analyse documentaire	20
Méthode de l'enquête par échantillon	27
Méthode participative/discussion avec les intervenants	3
Quasi-expérimentation	1

Dix des chercheurs ont indiqué qu'ils avaient obtenu des données par traitement informatique et manuel combiné. Trois d'entre eux n'ont eu recours qu'à un traitement par ordinateur et cinq ont employé exclusivement un traitement manuel. Le traitement manuel des données paraît encore très répandu. Il y a là un argument en faveur d'un développement des moyens informatiques dans la recherche sur le secteur de l'éducation.

Qualité des études

Dans cette revue, la qualité des études a été examinée aux niveaux du traitement et du produit. L'un et l'autre dépendaient des rapports croisés entre les objectifs, la méthodologie, les conclusions et les recommandations des études. La qualité est considérée comme élevée lorsque ces quatre facteurs sont en harmonie. De ce point de vue, à l'exception de l'étude cotée 29, toutes les études ont été jugées d'excellente qualité : en effet, les recommandations faites dans les études découlaient des conclusions, et les conclusions et les recommandations étaient en rapport avec les objectifs des études respectives. Les méthodologies employées donnaient des informations fiables et valides.

Chapitre 5.

Chapitre 5. Principaux thèmes, conclusions et recommandations des études sectorielles sélectionnées

Thèmes/domaines des études

L'analyse des thèmes ou des domaines des études sélectionnées a été principalement réalisée dans le contexte des trois objectifs stratégiques du Ministère de l'éducation. Les quatre objectifs stratégiques supplémentaires ont été regroupés sous ces trois-là, comme on l'indique dans Chapitre 1. Lorsque les thèmes dépassent le cadre des objectifs stratégiques, ils sont classés à la rubrique " Autres ". La majorité des études effectuées avant 1994 entrent dans cette catégorie. La liste des thèmes est la suivante.

1. *Amélioration de l'efficiencia et de l'efficacité de la gestion*

- (i) Efficience de la gestion
- (ii) Décentralisation et durabilité
- (iii) Financement de l'éducation
- (iv) Partenariat entre le MDE et des partenaires du développement
- (v) Perfectionnement du personnel
- (vi) Mise en œuvre de la réforme

2. *Amélioration de la qualité de l'éducation*

- (i) Qualité de l'enseignement
- (ii) Amélioration des programmes scolaires
- (iii) Formation et efficience des enseignants
- (iv) Évaluation de l'éducation dispensée

3. *Amélioration de l'accès et de l'équité*

- (i) Accès, participation et équité
- (ii) Accès à l'enseignement supérieur et efficience de celui-ci
- (iii) Éducation des filles

(iv) Participation de la communauté

4. *Autres*

(v) Pertinence de l'éducation par rapport aux besoins du pays

(vi) Participation des ONG

(vii) Éducation et santé

(viii) Enseignement supérieur

(ix) Programme d'alphabétisation fonctionnelle

(x) Enseignement à distance

Le tableau 4 indique la répartition des études sélectionnées, en fonction des thèmes/domaines et de la période traités par les études.

Comme le montre le tableau, la majorité des études effectuées entre 1987 et 1993 entrent dans la catégorie " Autres ". C'est durant cette période que le MDE a concentré son attention sur la première phase de la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement.

De 1994 à 1998, on observe au contraire une répartition équitable des études entre les quatre catégories de thèmes/domaines et également une augmentation du nombre d'études conduites sur ces quatre thèmes. Il est probable que le Forum national sur l'éducation, qui s'est tenu en 1994, a favorisé l'examen de ces domaines préoccupants du secteur de l'éducation.

Tableau 4. Les études sélectionnées par période et par thème/domaine

Période	Thèmes/domaines				Total
	Efficienc e de la gestion	Amélioration de la qualité	Accès et équité	Autres	
1987-1993	1	1	1	5	8
1994-1998	8	5	6	7	26
Total	9	6	7	12	34

Principales conclusions des études

Les principales conclusions des études ont été regroupées sous les thèmes énumérés ci-dessus. Les détails de ces conclusions sont exposés dans l'annexe 4. Dans ce chapitre, où nous présentons des résumés des conclusions tirées des études examinées, on observe que la plupart des études ont conduit à plusieurs conclusions touchant différents aspects de ce qui a été désigné ici par l'expression : principales conclusions.

Amélioration de l'efficiencia et de l'efficacité de la gestion

Financement de l'éducation

Les études sur l'enseignement supérieur ont souligné la diminution des moyens financiers accordés au secteur de l'éducation. En outre, le concept d'éducation de base gratuite a été accueilli avec scepticisme et amertume par des parents qui ne jugeaient pas gratuite l'éducation telle que la dispensait le MDE : ils paient des droits d'utilisation des manuels scolaires, des droits d'inscription à l'Association parents-enseignants (PTA) et des droits afférents aux sports et à la culture (cotes des études : 4, 7, 17, 19, 25).

La gestion du secteur de l'éducation

L'incapacité de remplir la mission des trois B (le Bon livre au Bon endroit au Bon moment) a été imputable, entre autres, à l'inefficience de la gestion. Les structures de gestion — des niveaux des stocks de matériel, des entrepôts et des chaînes de distribution — se sont révélées défectueuses. L'absence de clarté quant aux attributions respectives des fonctionnaires du MDE et de ceux du GES, le manque de personnel qualifié à certains postes clefs au sein du MDE, ainsi que le caractère monolithique et les faiblesses du GES sont autant de facteurs qui ont favorisé l'inefficience de la gestion du secteur de l'éducation. Enfin, l'absence de tout système d'information de la gestion a eu un effet contraire à la bonne gestion du secteur (cotes des études : 7, 21, 23, 25, 34).

Le rôle des partenaires du développement dans l'expansion du secteur de l'éducation

Selon les conclusions des études, les partenaires du développement ont joué un rôle de premier plan dans celui du secteur de l'éducation. Ainsi a-t-on découvert que 40 ONG et partenaires du développement fournissaient différentes catégories de services au secteur de l'éducation en 1996. Leurs prestations comprenaient notamment la rénovation et la construction d'écoles, des fournitures de matériel pédagogique, la formation d'enseignants en cours d'emploi et l'acquisition de compétences au sein des PTA (cote de l'étude : 4)

Amélioration de la qualité

Qualité de l'enseignement

Dans l'ensemble, la qualité de l'enseignement a été jugée faible, inférieure dans les écoles rurales à ce qu'elle est en ville et inférieure dans les écoles publiques à ce qu'elle est dans les établissements privés. Différentes raisons expliquent cette mauvaise qualité : manque de manuels scolaires, médiocrité de l'enseignement, mauvaise gestion des périodes d'instruction, surcharge dans certaines filières, approche inadéquate des matières non

traditionnelles, inspection mal faite et manque de motivation des enseignants des écoles publiques. On a remarqué que la qualité de l'enseignement avait commencé à s'améliorer à mesure que progressait le programme de réforme et que les communautés participaient à la construction et à l'entretien des écoles (cotes des études : 1, 2, 4, 5, 6, 10, 18, 28, 33).

Les programmes scolaires

La nature du programme enseigné constituait l'un des facteurs responsables de la baisse de la qualité de l'enseignement. Ainsi, le programme scolaire était surchargé de matières pour lesquelles il y avait des examens à passer aux niveaux de l'éducation de base et du second cycle de l'enseignement secondaire. Le système de distribution des manuels était également incapable de remplir les trois volets de sa mission de fournir le Bon livre au Bon endroit au Bon moment (cotes des études : 3, 11, 18, 22, 27, 30).

Formation des enseignants et formation professionnelle

Alors que l'enseignement et la compétence professionnelle constituaient l'un des facteurs responsable de la baisse de la qualité de l'éducation, les études ont permis de constater que le *Junior Secondary School Teacher Education Project* (projet de formation des enseignants du premier cycle de l'enseignement secondaire) avait amélioré les compétences du corps enseignant et augmenté sa satisfaction au travail. Qui plus est, la création du Collège universitaire de formation pédagogique de Winneba et l'introduction par l'ODA (aujourd'hui DFID) du Projet de soutien à la formation des enseignants ont permis de former davantage d'enseignants qualifiés pour le système d'éducation de base (cotes des études : 23, 29, 32).

Amélioration de l'accès et de l'équité

Accès, rétention et abandon de scolarité

L'accès et la rétention au niveau de l'éducation fondamentale ont augmenté depuis l'introduction du programme de réforme de 1987. L'augmentation des effectifs scolarisés est, cependant, plus lente que la croissance de la population. Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 78 % en 1991-1992. Les taux étaient sensiblement plus bas dans les trois régions septentrionales du pays (cotes des études : 12, 23, 26).

L'éducation des filles

En dépit de l'augmentation du taux de scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école, l'éducation des filles demeure un problème préoccupant. Les garçons continuent d'être plus nombreux que les filles dans le système éducatif, surtout dans les deuxième et troisième cycles. Les facteurs ayant une incidence sur l'inscription des filles dans les écoles sont notamment la pauvreté, l'attitude défavorable des parents et de la communauté à l'égard de l'éducation des filles, le fort coût de substitution associé à la scolarisation des filles de la famille, le manque d'accès à l'école et l'inertie de communautés qui ne font rien pour favoriser la scolarisation des filles. Les facteurs qui ont une incidence sur la rétention des filles sont les mariages précoces, les grossesses, la pauvreté, le manque de soutien, des programmes inadaptés et s'adressant plus aux garçons que aux filles, et

enfin le désir de gagner rapidement de l'argent (cotes des études : 9, 31).

Accès à l'enseignement supérieur

On a découvert que l'accès à l'enseignement supérieur a diminué au cours de la période examinée en raison d'une baisse relative de son financement. Au cours de la période étudiée, les universités n'ont pas pu admettre plus de 40 % des candidats qualifiés en raison de la capacité insuffisante de leurs équipements d'accueil et de leurs amphithéâtres (cotes des études : 8, 24).

Participation de la communauté

Bien que la participation de la communauté fait un effet positif sur la construction et l'entretien des locaux scolaires et donc sur l'accès et la rétention, une étude a montré que les communautés n'acceptaient pas les formes d'un rôle participatif qui leur était imposé d'en haut (cote de l'étude : 5).

Autres

L'alphabetisation fonctionnelle

Une étude a souligné que les programmes d'alphabetisation fonctionnelle étaient florissants dans les régions où les communautés leur apportaient leur soutien. Le programme d'alphabetisation fonctionnelle devenait alors un puissant instrument pour la réduction de la pauvreté dans les communautés. Les femmes plus que les hommes manifestaient leur désir de suivre les cours (cote de l'étude : 20).

Aperçu des recommandations contenues dans les études

Tout comme les conclusions, les recommandations des études ont été classées dans les quatre rubriques principales correspondant aux thèmes définis plus haut. On trouvera le détail des recommandations dans l'annexe 4.

Amélioration de l'efficience et de l'efficacité de la gestion

Financement de l'éducation

Une bonne gestion des ressources à l'intérieur du secteur de l'éducation est la stratégie essentielle généralement recommandée pour réduire les coûts de l'éducation.

Gestion du secteur de l'éducation

Comme on l'a vu précédemment, un système efficient de contrôle et de gestion est préalablement indispensable pour assurer la qualité de l'enseignement. Les études ont, par conséquent, insisté sur la nécessité de renouveler la structure organisationnelle de la division de l'éducation de base pour parvenir à une plus

grande efficacité. Il convient également de clarifier les rôles des acteurs clés dans les divers services du MDE et du GES, et d'insister sur leur responsabilisation. Enfin, il faudrait mettre en place au MDE et au GES un système d'information de la gestion pour assurer l'existence de l'information et son accessibilité.

Les partenaires du développement et l'expansion du secteur de l'éducation

Tout en recommandant la poursuite du partenariat entre les partenaires du développement et le ministère, on invitera celui-ci à faire preuve de prudence afin d'empêcher les donateurs de lui dicter leurs conditions. À cet égard, l'énoncé des conditions doit être établi à la fois par les institutions de financement et par le ministère pour faire prévaloir la clarté et supprimer toute ambiguïté dans les conditions énoncées. En outre, les conditions posées doivent être suffisamment souples pour permettre, au besoin, une révision. Les attentes contenues dans les conditions doivent être formulées explicitement pour que tous les membres du personnel intervenant dans les activités des programmes connaissent leurs rôles et les résultats escomptés. Enfin, et surtout, les équipes chargées d'élaborer les conditions devront toujours comprendre des spécialistes pour éviter que ne soient fixés des objectifs sans rapport avec les réalités.

Amélioration de la qualité

Qualité de l'éducation

Deux mesures pour améliorer la qualité de l'éducation sont recommandées : multiplier les équipements en bibliothèques et encourager une culture de la lecture dans tout le pays. Il faut aussi avoir des classes de moins de 40 élèves pour favoriser les relations entre le maître et ses élèves. Pour améliorer le processus d'enseignement-apprentissage, il faut assurer une gestion et une inspection efficaces des écoles. En outre, pour que les élèves puissent disposer du temps nécessaire pour étudier, le nombre de matières enseignées au niveau de l'éducation de base devra être réduit de manière judicieuse. De même, le nombre de matières principales au niveau du second cycle de l'enseignement secondaire devrait être ramené de six à quatre.

Formation des enseignants et formation professionnelle

Afin de maintenir chez les enseignants un haut niveau de qualification professionnelle, il a été recommandé d'organiser un enseignement professionnel continu à l'usage des enseignants en activité, indépendamment de leur bagage académique et professionnel. En outre, il faudrait renforcer le contrôle exercé sur les enseignants pour garantir leur présence en classe et veiller à l'efficacité de l'enseignement qu'ils dispensent. Pour atteindre cet objectif, il conviendrait de créer des mesures capables d'inciter des étudiants brillants à embrasser le métier d'enseignant.

Les programmes scolaires

La réforme des programmes scolaires peut grandement favoriser la vie des enfants. De même, de bons matériels d'instruction peuvent considérablement améliorer l'existence et les chances de succès des écoliers. Dans ce domaine, les études ont recommandé la mise en place, sous l'égide du GES, d'un comité de la politique des programmes responsable des réformes à apporter aux programmes supervisant la rédaction des

manuels destinés aux écoles. En outre, les parents pourraient fournir des manuels à leur école. Par ailleurs, il conviendrait de rénover les bibliothèques scolaires et de les doter d'un matériel de lecture adéquat.

Amélioration de l'accès et de l'équité

Accès, rétention et abandon

Afin de faciliter l'accès à l'école et de réduire au minimum ou même de supprimer les abandons au niveau de l'éducation de base, les études ont recommandé d'ouvrir davantage d'écoles, surtout dans les zones défavorisées, et de prendre localement des arrêtés pour poursuivre les parents qui emploient leurs enfants comme main-d'œuvre au lieu de les laisser aller à l'école. De plus, il conviendrait de mettre en place des programmes de bourses pour financer la scolarisation des enfants issus de familles pauvres. En outre, il faudrait réduire le nombre d'élèves par enseignant de manière à favoriser les relations entre les enseignants et leurs élèves.

L'éducation des filles

Pour promouvoir l'éducation des filles, il faudrait prendre des arrêtés obligeant les parents à envoyer leurs filles à l'école et poursuivant les hommes responsables de grossesses chez les écolières. En outre, il conviendrait d'interdire les coutumes et les pratiques d'un autre âge qui font obstacle à l'éducation des filles. Pour que les filles considèrent l'éducation comme la voie à suivre pour leur développement personnel, il faudrait que des femmes actives, dans les domaines des techniques, du commerce, des sciences et la technologie, leur servent de modèles de rôle.

Accès à l'enseignement supérieur

L'abolition du système de l'enseignement en résidence au niveau du troisième cycle et la mise en place de modalités d'enseignement à distance pour compléter le mode d'enseignement existant ont été recommandées pour augmenter les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur et pour réduire le coût, tant pour les pouvoirs publics que pour les étudiants.

Participation de la communauté

Les communautés devraient continuer de participer à la construction, à l'entretien et à la gestion des écoles. Cette participation de la communauté doit s'opérer, au vrai sens du terme, de bas en haut plutôt que de haut en bas. Ainsi, les communautés considèrent l'école comme quelque chose qui leur appartient et qui les engage. Les écoles situées dans des zones défavorisées doivent toutefois bénéficier d'une attention spéciale de la part du ministère.

Autres

L'alphabétisation fonctionnelle

Depuis que l'alphabétisation fonctionnelle constitue un puissant instrument pour réduire la pauvreté dans les communautés rurales, il a été recommandé d'en intensifier le programme. Pour cela, des fonctionnaires de la division de l'éducation non formelle du MDE devraient bénéficier d'une formation régulière aux techniques de sensibilisation afin de donner un caractère suffisamment participatif aux cours d'alphabétisation. Enfin, il y a lieu d'inciter les hommes à participer davantage aux classes d'alphabétisation fonctionnelle.

Conclusion

Dans l'ensemble, les conclusions des études répondaient bien aux problèmes posés à la recherche et correspondaient aux objectifs fixés soit par les initiateurs soit pas les chercheurs. De même, les recommandations découlaient en général des conclusions des études. C'est là un signe de cohérence dans la méthodologie et l'analyse des données.

Cependant, dans certains cas, des études apparentées par leur objet aboutissaient aux mêmes conclusions et parfois faisaient les mêmes recommandations, sans que les plus récentes indiquent que les mêmes conclusions et les mêmes recommandations avaient été émises dans une autre étude un an ou deux auparavant. Par exemple, deux études sur le thème de l'enseignement à distance réalisées en 1992 (cote 24) et 1994 (cote 8) aboutissaient à certaines conclusions et certaines recommandations identiques. Rien dans l'étude la plus récente n'indiquait que les auteurs aient eu connaissance du rapport antérieur. De même, deux études effectuées l'une en 1994 (cote 15), l'autre en 1996 (cote 1) ont émis des recommandations identiques sur l'inspection et la gestion. Deux autres, datant aussi de 1994 (cote 15) et de 1996 (cote 2), avaient défini des recommandations identiques quant au rétrécissement de l'écart entre les écoles rurales et les écoles urbaines. En 1994 (cote 30), 1996 (cote 1) et 1997 (cote 21), trois études distinctes ont émis les mêmes recommandations sur l'acquisition de matériel de cours approprié à l'usage des écoles. Il y a, dans les 34 études, beaucoup d'autres cas de duplication des conclusions et des recommandations.

Ces cas de duplication non reconnues sont intéressants pour deux raisons. Premièrement, ils peuvent signifier que les auteurs des études les plus récentes n'étaient pas au courant de l'existence des études antérieures. Pareille ignorance résulterait d'une diffusion mal faite ou restreinte des rapports précédents, ou signifierait que les auteurs des études ultérieures n'auraient pas procédé à un examen détaillé des documents disponibles. Dans les deux cas, il s'agirait d'un signe patent d'une recherche déficiente. Le second cas est d'ailleurs le plus grave car une recherche qui ne procède pas à l'examen de la littérature appropriée est comparable à un édifice sans fondations.

Deuxièmement, la répétition des mêmes conclusions ou recommandations dans des études successives pourrait signifier que les faiblesses décelées par les études antérieures auraient persisté et que peut-être rien n'aurait été fait pour y remédier.

Malgré ces critiques, l'analyse des conclusions et des recommandations montre que les études ont rempli une fonction très utile en mettant en lumière la plupart des forces et des faiblesses repérables dans la mise en œuvre des activités et des programmes divers du secteur de l'éducation au cours de la période considérée. Tel est particulièrement le cas des études portant sur l'exécution du programme de réformes de 1987-1993 et des activités entreprises au titre du programme FCUBE à partir de 1995.

Chapitre 6.

Chapitre 6. Les études sectorielles et la formulation des politiques dans le domaine de l'éducation au Ghana

Études sectorielles et formulation des politiques : la concordance

Dans la présentation, dans le chapitre 2, du contexte de la revue nationale, on a brièvement indiqué les modalités de la formulation des politiques dans le secteur de l'éducation. Lors du lancement officiel des travaux de la revue, le Ministre de l'éducation a remarqué dans son allocution liminaire que " la recherche comme base de la prise des décisions fait partie de la culture ordinaire de l'administration du secteur de l'éducation au Ghana ". L'un des aspects intéressants de cet exercice de revue a été de vérifier la véracité de cette assertion au cours de la période examinée et de voir si la formulation des politiques lors de la réforme de l'enseignement avait tiré parti de l'analyse sectorielle.

Pour mesurer l'impact que les études sélectionnées avaient pu avoir sur les décisions politiques et leur mise en œuvre, il aurait fallu utiliser au cours de la revue un instrument ou une technique d'évaluation d'impact. Comme les contraintes financières l'interdisaient, on a cherché plutôt à connaître le sentiment des répondants sur la question. Il leur a été demandé de donner leurs impressions sur l'impact qu'avaient eu les études sélectionnées.

Environ 60 % des chercheurs pensaient que leurs études avaient influencé la formulation et l'exécution des politiques, et suscité une coopération entre les décideurs, les partenaires du développement et les chercheurs dans le secteur de l'éducation. Les commanditaires des études furent d'avis que celles-ci avaient amélioré les programmes scolaires, favorisé l'accès et la rétention des élèves en général et des filles en particulier, amélioré la qualité de l'éducation et le fonctionnement des programmes autogérables d'alphabétisation fonctionnelle.

Si bien intentionnés qu'aient été les commanditaires, ces opinions ne pouvaient être considérées comme des indicateurs suffisants d'une influence certaine des études sur les politiques appliquées dans le cadre de la réforme de l'enseignement, mais il existe des points de convergence entre ce que les études étaient supposées avoir accompli et les questions de politique traitées dans le cadre des réformes de l'enseignement. Par exemple, l'étude sur la rationalisation de l'université (cote 19), exécutée en 1988, fit, entre autres, les recommandations suivantes, qui ont pour la plupart été systématiquement appliquées : tous les établissements d'éducation supérieure devraient adopter un système semestriel d'année universitaire ainsi qu'un système d'unités de valeur associées aux cours ; les établissements devraient être des externats et abolir le système du réfectoire ; il conviendrait de mettre en place un Conseil national de l'enseignement supérieur, un Conseil d'agrément et un Conseil conjoint des admissions et des immatriculations pour l'enseignement supérieur. L'étude sur le Projet de développement de l'enseignement à distance au Ghana (cote 8), réalisée en 1994, a formulé deux recommandations essentielles en préconisant la mise en place d'un Conseil national de l'enseignement à distance et d'un Secrétariat de l'enseignement à distance. Ces recommandations ont, elles aussi, été mises en œuvre : le Conseil national de l'enseignement à distance a été créé en août 1996 et le Secrétariat en 1995.

Il s'agit là de deux des trois études que les concepteurs et les agents d'exécution des politiques ont citées comme étant pertinentes et utiles au processus en cours de la réforme de l'enseignement. Ces études ont été commanditées par le ministère, pressé de répondre à une demande urgente de réformes au niveau de

l'enseignement supérieur/universitaire. Leurs recommandations ont donc fait office de plan directeur pour la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur et la mise en place d'un programme d'enseignement à distance au Ghana. Certains des points de convergence entre les recommandations des études et les politiques du MDE apparaissent dans le tableau 5.

Tableau 5. Points de convergence entre les recommandations des études et les politiques du MDE

Cote de l'étude	Étude	Politiques du MDE
19	University Rationalization Study (1988)	Réformes dans l'enseignement supérieur : adoption d'un système semestriel a. abolition du système du réfectoire b. encouragement de l'admission d'externes c. Mise en place du : i. Conseil de l'enseignement supérieur ii. Conseil d'agrément iii. Conseil des admissions et immatriculations
8	Ghana Distance Education Development Project (1994)	Mise en place du : i. Conseil national de l'enseignement à distance ii. Secrétariat de l'éducation à distance
30	Primary School Curriculum Research Project (1994)	Allègement du programme scolaire au niveau de l'éducation de base
15	Report of the Review Committee on Pre-tertiary Education (1994)	Programme FCUBE
35	Report on the Administration of P6 Criterion - Reference Test (1999)	Poursuite du CRT associé au test de contrôle des performances

Ces conclusions confirment l'observation du Ministre de l'éducation, selon lequel la recherche est régulièrement utilisée pour fonder l'action de l'administration dans le secteur de l'éducation. Le fait est que 10 des 19 concepteurs et agents d'exécution des politiques interviewés ont déclaré qu'au cours des dernières années la formulation de la politique a été influencée par la recherche, tandis que 18 d'entre eux étaient d'avis que la formulation d'une politique doit s'appuyer sur la recherche.

À la lumière des points de vue exprimés par toutes les catégories de répondants au cours de cette revue, il conviendrait d'effectuer d'autres études pour évaluer l'impact des études sectorielles sur la formulation de la politique de l'éducation au Ghana.

Interrelations entre les chercheurs, les décideurs et les partenaires du développement

L'une des conclusions auxquelles aboutit l'enquête sur échantillon est que 13 des chercheurs interviewés ont indiqué que les objectifs de leur étude ont été fixés par les organismes qui les patronnaient. Trois chercheurs/consultants ont indiqué qu'ils avaient fixé eux-mêmes les objectifs de leur étude, et trois autres que les objectifs de leur étude étaient fixés par leurs équipes de recherche, en collaboration avec leurs commanditaires. Ces chiffres donnent l'impression que la plupart des chercheurs se sont simplement employés à atteindre des objectifs fixés par des organismes commanditaires. On est loin de la vérité. Bien au contraire, tous les organismes interrogés au cours de l'enquête ont affirmé qu'ils n'avaient pas influencé les résultats de l'étude. Sept des chercheurs ont confirmé que les organismes commanditaires n'étaient pas intervenus dans leur travail. L'image qui se dégage est donc celle d'une saine relation entre les organismes commanditaires des études passées en revue et les chercheurs consultants qui les ont exécutées.

En ce qui concerne la coopération entre les décideurs politiques/agents d'exécution et les chercheurs, dix décideurs politiques/agents d'exécution ont déclaré qu'elle était forte et quatre seulement l'ont jugée moyenne. La coopération consiste à mettre des documents à la disposition des chercheurs s'ils le demandent et à leur accorder des entretiens. Treize chercheurs/consultants ont indiqué qu'ils avaient diffusé les conclusions de leurs études à l'occasion de conférences/séminaires et en distribuant des rapports de recherche aux politiques. On pourrait donc en conclure que la coopération entre ces deux parties prenantes a eu lieu dans un esprit positif.

Entre les décideurs des politiques et les partenaires du développement, les indices de coopération ne manquent pas en ce qui concerne les études sectorielles en éducation. Par exemple, sur les 13 études qui ont été entreprises à l'initiative du MDE, 9 ont été exécutées avec le soutien des partenaires du développement.

De même, il semble y avoir de bonnes relations de travail entre les chercheurs et les commanditaires des études. Ce sentiment est corroboré par les déclarations des chercheurs qui disent que les commanditaires se sont pas intervenus dans leur travail. Ces conclusions sont, cependant, contredites par le vécu sur le terrain des membres de l'équipe de la revue qui ont eu des difficultés à obtenir des documents et à se voir accorder des entretiens par des décideurs/agents d'exécution. Ceux de ces décideurs politiques ou agents d'exécution qui jouaient des rôles clefs étaient trop occupés pour accorder des interviews ou remplir des questionnaires. Lors

de la cérémonie officielle du lancement de la revue, il a été dit que certains documents de recherche détenus par le ministère pouvaient contenir des informations secrètes en raison desquelles ces documents ne pourraient être employés par des chercheurs pour leurs travaux avant que le secret de ces informations ait été levé. Les documents d'étude en possession de certains partenaires du développement étaient facilement accessibles. D'autres partenaires du développement se sont montrés plus sélectifs dans la mise à disposition des documents.

L'impression générale qui se dégage de cette revue est que la coopération entre, d'une part, les décideurs et agents d'exécution et les partenaires du développement et, d'autre part, les chercheurs/consultants est satisfaisante. Il subsiste cependant une marge d'amélioration.

Avec ces relations apparemment cordiales entre les trois catégories de répondants, on voit mal pourquoi certains organismes patronnant des études en ont fixé les objectifs à 13 des chercheurs interviewés. Était-ce par manque de confiance en la capacité des chercheurs à fixer aux études leurs justes objectifs ? Ou encore les commanditaires avaient-ils leur propre programme en fonction duquel ils devaient fixer aux études leurs propres objectifs ? Un complément d'enquête devrait permettre de répondre à ces questions.

Chapitre 7.

Chapitre 7. Diffusion, stockage et dépistage des études sectorielles dans le domaine de l'éducation

Diffusion des études sectorielles

L'un des objectifs de la revue était d'examiner si les conclusions des études sectorielles sur l'éducation étaient portées à la connaissance des parties prenantes et quels moyens étaient mis en œuvre pour ce faire. C'est un point important parce que, selon une critique couramment adressée à la recherche sectorielle sur l'éducation, les rapports sont souvent inaccessibles aux partenaires qui en ont besoin soit pour formuler leurs politiques soit pour planifier et mettre en œuvre leurs projets. L'argument fréquemment entendu est qu'on ne s'occupe guère, ou pas du tout, de la diffusion des études sectorielles dans le domaine de l'éducation. Il s'ensuit que, parmi les concepteurs des politiques et ceux qui les mettent en œuvre, et même parmi les chercheurs, elles sont très mal connues dans beaucoup de pays d'Afrique.

Selon les informations issues de l'enquête, les chercheurs font de réels efforts pour diffuser les conclusions de leurs études. Sur les 19 chercheurs de l'échantillon, 13 ont indiqué qu'ils diffusaient leurs études à l'occasion de conférences ou de séminaires, en distribuaient des rapports aux décideurs et aux agents d'exécution, et lors de réunions en tête à tête.

Les réponses des 19 décideurs et agents d'exécution sur la connaissance qu'ils avaient des études ont montré qu'ils connaissaient bien au moins une des 34 études sélectionnées pour la revue (tableau 5).

Tableau 6. Connaissance qu'ont les décideurs/agents d'exécution de l'existence des études sélectionnées

Cote de l'étude	Titre	Fréquence de la connaissance
8	Ghana distance education development project	9
19	University rationalization study, volume II	8
24	Survey on distance education	6
9	Synthesis of research on girls' education	5
11	Evaluation of junior secondary schools established in Ghana between 1976 and 1981	4
15	Report of education review committee on pre-tertiary education	3
1	Study on FCUBE policy document : basic education sector improvement programme	3
2	Report on 1996 performance assessment of primary six pupils	2

20	Ghana literacy and functional skills project	2
Tous les autres(un chacun)		25
Total		67

Dans certains cas, les décideurs/agents d'exécution ont entendu parler des études au moment même où a été prise l'initiative de les entreprendre. Cinq autres ont eu connaissance de l'existence des études après qu'elles furent achevées. Le reste des décideurs et agents d'exécution formant notre échantillon ont eu connaissance des études qui leur étaient familières pendant qu'elles étaient en cours ou après leur achèvement.

Certains d'entre eux non seulement avaient connaissance de l'existence de certaines études, mais, pour onze d'entre eux, ils avaient lu attentivement les études dont ils connaissaient l'existence. Quatre autres les avaient parcourues. Deux seulement ont déclaré n'avoir pas lu les études dont ils connaissaient l'existence.

Ces réponses pourraient donner au lecteur distrait une mauvaise impression sur la diffusion des études sélectionnées et la connaissance qu'en ont certains. Il faut noter que les trois études les mieux connues étaient toutes commanditées par le ministère pour répondre à un besoin urgent d'informations pertinentes. Même dans ce cas, 9 seulement des 19 décideurs étaient au courant de leur existence. La liste des décideurs/agents d'exécution qui ont été interrogés et des études dont ils avaient connaissance figure dans l'annexe 13.

À vrai dire, une analyse critique de leurs réponses révèle que la situation n'est pas très différente au Ghana de ce qu'elle est réputée être dans l'ensemble de l'Afrique. Cette affirmation peut être démontrée statistiquement. Dans une situation idéale, chaque décideur/agent d'exécution devrait être au courant, ne serait-ce que par ouï-dire, de l'existence de chacune des 34 études sélectionnées. Statistiquement, cela signifie que les 19 répondants et les 34 études examinées produisent au total 646 unités de connaissance. Ce nombre peut être considéré comme la condition d'une connaissance absolue ou maximale parmi décideurs/agents d'exécution. Si l'on prend cette situation maximale comme critère, on peut cumuler les fréquences de la connaissance des diverses études parmi les répondants et relier ou comparer le total à ce critère. On obtiendra ainsi le niveau relatif de connaissance des études sélectionnées (voir tableau 5).

À cet égard, la fréquence cumulée de familiarité avec les études s'élève à 67. Cette donnée peut être interprétée comme signifiant qu'il n'y a pas plus de 67 unités de connaissance chez les décideurs/agents d'exécution sur un maximum de 646 unités possibles (soit une connaissance de 10,4 %). On obtient ainsi l'indice d'un faible niveau de connaissance des études sectorielles en éducation chez les décideurs/agents d'exécution.

L'analyse semblerait indiquer que la diffusion et le tirage des rapports d'étude pourraient avoir été restreints aux divisions, départements ou unités qui ont commandité ces études au sein du secteur de l'éducation. À cet égard, les chercheurs pourraient à juste titre affirmer qu'ils ont diffusé leurs conclusions et leurs recommandations, mais que le champ de diffusion est resté très restreint. En outre, comme cela fut souligné

lors du séminaire de lancement, si les rapports d'étude contenaient ce qui pourrait être considéré comme des informations secrètes, ils auraient été stockés dans les unités qui en seraient les commanditaires et ne seraient, dès lors, pas accessibles *a priori* à d'autres sous-secteurs du MDE ou à des chercheurs. Ce procédé est devenue une pratique courante qui a cours au sein du secteur de l'éducation, où des individus stockent dans leurs bureaux des documents d'importance capitale pour raisons de confidentialité ou de facilité d'accès (Davies, 1998).

Le danger de cette tactique est que lorsque des fonctionnaires sont affectés à d'autres postes ou nommés en dehors du secteur de l'éducation, surtout si la mutation a lieu dans un bref délai, on peut ne plus savoir quels sont les documents stockés dans tel ou tel bureau du secteur de l'éducation, et il peut ainsi devenir très compliqué, voire impossible, d'y accéder. Ainsi s'expliquent en partie les difficultés qu'ont rencontrées les membres de l'équipe de la revue pour obtenir des documents du ministère dont ils avaient besoin. Beaucoup de fonctionnaires du ministère n'avaient aucune idée de l'existence de nombre des documents que l'équipe de la revue s'efforçait de se procurer.

Ce problème concernent également d'autres documents que ceux commanditées par le ministère et ses agences. Onze des 19 décideurs/agents d'exécution se sont plaints de ce que des études parrainées, commanditées ou effectuées par des partenaires du développement n'étaient pas faciles à obtenir. Cela n'a rien de surprenant quand on constate, comme l'équipe au cours de cette revue, que certains partenaires du développement sont sélectifs dans leur communication de certains documents. Cela explique en partie pourquoi l'équipe de la revue n'a eu accès qu'à 38 rapports alors même que 149 titres avaient été identifiés.

Pendant la revue, tous les décideurs n'avaient pas accès généralement aux études, commanditées ou effectuées par des partenaires du développement. Et encore, certains décideurs dans certains sous-secteurs du ministère ne semblent même pas avoir eu accès à des études commanditées ou effectuées par d'autres sous-secteurs du ministère.

Si la raison d'être ou la justification du lancement ou du financement d'études sectorielles dans le domaine de l'éducation est d'influencer la formulation des politiques et la mise en œuvre de stratégies destinées à améliorer la qualité et la gestion de l'éducation, il faut que tous les décideurs et les agents d'exécution puissent accéder facilement aux rapports d'étude. Cette nécessité nous conduit tout droit à la nécessité de mettre en place un système formel de stockage et de dépistage des études sectorielles de l'éducation.

Documentation des études sectorielles dans le domaine de l'éducation

La question du stockage et du dépistage des études sectorielles dans le domaine de l'éducation se ramène à celle de la création d'un centre de documentation. Il a déjà été recommandé de mettre en place un tel centre pour les études sectorielles (Davies, 1988). Cette recommandation s'appuyait sur les motifs suivants :

1. Graves faiblesses dans le flux d'information dont se nourrissent les programmes et projets gérés par le MDE/GES dans le domaine de l'éducation.
2. Devant le nombre considérable de documents qui comprennent, notamment, des documents de projet officiels, des documents de planification et de politique du MDE/GES, des rapports des consultants,

des rapports de recherche, des comptes rendus de conférences, de séminaires, d'ateliers, des transcriptions de débats de réunions et d'autres documents, il existe des difficultés d'accès (Davies, 1988). Cette situation a entraîné :

- un accès difficile à l'information dont on a besoin d'une manière fiable et en temps utile ;
- une inefficacité du travail et une perte de temps ;
- une tendance à commanditer des études qui font double emploi avec des travaux déjà faits ;
- un développement d'une pratique selon laquelle des fonctionnaires conservent des documents à titre personnel dans leurs bureaux pour être certains de pouvoir y accéder eux-mêmes facilement. Cette pratique aggrave encore le problème que posent l'organisation, le dépistage et la diffusion des documents.

Il est ici intéressant d'observer que tous les décideurs et les agents d'exécution interviewés pour les besoins de cette revue ont insisté sur la nécessité de créer un centre de documentation au Ghana. Le même sentiment a été exprimé par les participants à la cérémonie officielle de lancement de la revue. Il semble, cependant, que les avis soient partagés sur la question de savoir s'il faut un seul centre de documentation ou plusieurs. Un autre point de désaccord porte sur l'emplacement du centre ou des centres. Douze des 19 décideurs/agents d'exécution appliqués interrogés dans l'enquête optaient pour plusieurs centres de documentation dans des lieux différents. Cinq répondants ont proposé d'installer un centre unique dans les locaux du Ministère de l'éducation/GES, et deux autres ont indiqué que les universités leur paraissaient des sites appropriés pour y créer des centres de documentation.

Si les avis restent donc partagés sur les problèmes du nombre et des emplacements, le rapport cité ci-dessus recommande l'aménagement d'un centre de documentation au MDE/GES. Toutefois, le rapport avertit qu'il faudra environ cinq ans pour mettre en place un centre de documentation digne de ce nom et qu'il en coûtera un montant total de 125 350 dollars. Somme qui, aux taux de change actuels, représenterait environ 300 millions de cedis. Il n'est pas certain que le gouvernement puisse se permettre de créer de multiples centres de documentation pour les études sectorielles dans le domaine de l'éducation. Nous préconisons donc la constitution d'un comité composé de représentants de toutes les principales parties prenantes au secteur de l'éducation qui serait chargé d'étudier d'un œil critique et objectivement la situation et de soumettre des recommandations au ministère.

Pour l'heure, un directeur du GES qui est aussi membre de l'équipe de la revue a été désigné pour créer une équipe spéciale, comme cela avait été décidé lors du lancement officiel du processus de la revue. Et, par ailleurs, le chef du bureau de l'UNESCO au Ghana, en collaboration avec le Ministère de l'éducation et l'équipe de la revue, s'emploie d'ores et déjà à rassembler des rapports d'étude et d'autres documents pertinents en vue de la création d'un centre de documentation. Cette initiative est une mesure à court terme. À long terme, le centre pourrait être relié électroniquement en réseau à d'autres sites choisis.

Chapitre 8.

Chapitre 8. Conclusions, recommandations et actions de suivi

Conclusions et recommandations

Cette revue a soulevé un certain nombre de questions sur lesquelles il s'agit de se pencher pour conclure le rapport. Il a été dit, entre autres chose, que le MDE considère la recherche comme un facteur essentiel de la formulation de la politique de l'éducation. Or, la revue révèle que la plupart des études sectorielles ont été commanditées à l'initiative ou avec le parrainage des partenaires au développement. Quatre seulement des 34 études ont été entièrement réalisées à l'initiative du MDE ou parrainées par lui. Les partenaires au développement ont mis en chantier ou parrainé des études, soit dans le cadre général de leur action visant à apporter leur concours aux efforts de développement orchestrés par le gouvernement par l'intermédiaire du ministère, soit comme moyen de définir et de rationaliser les moyens d'assistance spécifiques qu'ils veulent mettre au service du secteur de l'éducation. Il est peu probable que les partenaires au développement soient disposés à reprendre indéfiniment le même refrain. En outre, il est de l'intérêt du ministère de commanditer, de parrainer ou de financer lui-même davantage d'études pour se doter des moyens de donner le la en dictant courageusement la musique qu'il entend voir jouer dans la formulation de sa politique d'éducation. Il faut, par conséquent, que le ministère investisse davantage dans la recherche et manifeste une plus grande volonté et un plus grand besoin d'utiliser les résultats de la recherche dans la formulation de sa politique.

La qualité des études exécutées par des chercheurs/consultants locaux a fait l'objet d'un examen critique. Cet examen révèle que le Ghana possède un bon contingent de chercheurs dans le secteur de l'éducation, sur lesquels le ministère peut s'appuyer pour effectuer les études qui serviront à fonder ses politiques. En témoigne l'excellente qualité d'ensemble des études passées en revue, quels que soient les organismes qui les ont financées et les chercheurs qui les ont exécutées. On trouvera une confirmation supplémentaire de cette avis dans l'appréciation portée par les décideurs et les agents d'exécution sur les conclusions et les recommandations des études : ils les ont jugées fiables et pertinentes par rapport aux besoins du secteur. La présente revue s'inscrit donc en faux contre l'assertion selon laquelle les études commanditées et exécutées avec les moyens locaux sont inférieure à la norme des études financées et réalisées par l'extérieur. Il a, cependant, été observé que les méthodes principalement utilisées dans les études étaient l'enquête et l'analyse documentaire. Ces approches auraient pu être enrichies par l'emploi de la méthode de triangulation. Il a également été observé que les chercheurs locaux ont en général un faible niveau de compétence pour l'utilisation de l'informatique. Ce sont là des problèmes auxquels il faut remédier, ce qui nécessite la création d'une capacité d'emploi en informatique dans la recherche sectorielle en éducation.

Le monde de la recherche est traversé en permanence de courants de transformation rapides qui se traduisent par l'apparition de tendances, de techniques, de méthodes et de technologies nouvelles. Ces évolutions imposent à tous les chercheurs la nécessité d'un perfectionnement constant de leurs savoir-faire leur permettant de maintenir et d'améliorer la qualité des produits de leurs recherches. Les partenaires au développement peuvent leur fournir un concours précieux dans cette perspective. Ils disposent des ressources nécessaires pour mettre à jour les capacités humaines et pour équiper des centres et des institutions de recherche. Ce type d'assistance laisse moins de place à la tentation d'intervenir indûment dans la formulation des politiques. Il éloignerait aussi la tentation de fixer les objectifs des études, laissant ainsi au

gouvernement l'entière responsabilité de la détermination des objectifs qu'il entend assigner à l'étude du secteur de l'éducation pour répondre aux besoins prioritaires du pays.

Une autre idée reçue est que les résultats des études du secteur de l'éducation ne font que refléter les points de vue des organismes qui les financent. Telle n'est pas la conclusion à laquelle aboutit cette revue. Les conclusions et les recommandations des études ont été jugés utiles et adaptées aux besoins du secteur par les décideurs et les agents d'exécution.

On a observé que le cadre adopté pour la conception de cette revue ne permettait pas de procéder à une évaluation d'impact qui permettrait de déterminer plus précisément l'influence que les études ont pu avoir sur la formulation des politiques. L'équipe de la revue estime qu'il s'agit là d'un important maillon manquant. Elle recommande par conséquent que cette question soit traitée dans l'avenir.

Bien que la revue n'ait pas évalué l'impact des études existantes sur la formulation des politiques, tous les intervenants interrogés ont été d'accord pour dire qu'il est impératif de disposer de bonnes études sectorielles pour formuler de bonnes politiques dans le domaine de l'éducation. Pour que les études aient l'impact souhaité sur le secteur de l'éducation, il faut que toutes les parties prenantes puissent y avoir accès facilement et qu'elles entretiennent aussi un dialogue régulier entre elles pour les évaluer et apprécier l'utilité qu'elles peuvent avoir pour la formulation des politiques.

Faire en sorte que les études sectorielles soient facilement accessibles et promouvoir un dialogue régulier entre les parties prenantes permettrait aussi d'en finir avec la culture de la répétition ou de la réinvention de la roue qui caractérise les études sectorielles en éducation en Afrique. A cet égard, il convient de mener à sa conclusion logique la revendication en faveur de la création d'un centre de documentation, singulier ou multiple. Et il convient donc de prendre bonne note des mesures prises actuellement dans ce sens.

La coopération entre les intervenants crée un environnement porteur, favorable à la bonne exécution des études. Comme on l'a vu, les décideurs se montrent coopératifs en mettant à la disposition des chercheurs les documents dont ils ont besoin et en leur accordant des entretiens. La coopération pourrait cependant être poussée un peu plus loin si les décideurs allaient jusqu'à manifester un intérêt authentique à l'égard de la conduite et des résultats des études. Les chercheurs, pour leur part, se doivent de tenir les décideurs constamment informés de l'avancement de leurs travaux et de leur transmettre des exemplaires de leurs rapports finaux.

Peu de femmes, on l'a vu, sont du nombre des auteurs des études passées en revue. Six femmes ont été ciblées dans l'échantillon visé par l'enquête ; 3 seulement ont répondu. Il y a manifestement lieu ici de mettre en place un programme spécial destiné à rendre la recherche intéressante, attrayante et profitable pour les femmes.

Actions de suivi

L'équipe du projet de la revue nationale de l'analyse sectorielle en éducation au Ghana est consciente de la

nécessité de faire en sorte que les conclusions et les recommandations de cette revue soient suivies et que le parti qui peut en être tiré s'inscrive dans la durée. En conséquence, l'équipe compte entreprendre des actions de suivi ayant trait plus particulièrement aux questions suivantes.

1. *Pérennisation de la collaboration entre les parties prenantes.* Afin d'assurer la pertinence des analyses sectorielles et leur utilité pour la formulation des politiques, l'équipe de la revue juge indispensable de mettre en place un dispositif ou une plate-forme qui rassemble régulièrement tous les intervenants majeurs afin de délibérer des problèmes liés aux politiques et des stratégies permettant de les améliorer. A cet effet, l'équipe de la revue propose d'organiser, sous l'égide de ROCARE, une conférence nationale sur les études sectorielles qui se tiendrait après le forum national sur l'éducation proposé par le MDE. Tandis que le forum national abordera tous les problèmes critiques du secteur, la conférence nationale sur les études sectorielles que nous proposons s'appliquera à mettre au point une stratégie scientifique permettant de traiter les questions et les problèmes qui auront été cernés par le forum national.
2. *Mise en place d'un centre de documentation.* Comme on l'a vu précédemment, toutes les parties prenantes au secteur de l'éducation s'accordent à reconnaître la nécessité de disposer d'une documentation adéquate. En conséquence, les mesures suivantes ont été prises.
 - i. Lors d'une conversation préliminaire avec le directeur général du GES, l'équipe de la revue a proposée qu'une équipe spéciale soit constituée pour étudier la question de la création d'un centre.
 - ii. Le directeur général a d'ores et déjà identifié la personne chargée de constituer l'équipe spéciale.
 - iii. L'équipe de la revue a mis à la disposition du bureau de l'UNESCO à Accra tous les rapports d'étude rassemblés pour les besoins de la revue.
 - iv. L'équipe de la revue continuera à collaborer avec le bureau de l'UNESCO pour rassembler des exemplaires de tous les titres identifiés.
1. *Constitution d'une capacité de recherche au Ghana.* Nul doute qu'il y ait au Ghana une capacité de recherche appréciable. Cependant, presque tous les membres de l'équipe de la revue ont admis que, pour eux, l'exercice de la revue a constitué en quelque manière un processus d'apprentissage. Il y a, du reste, une foule d'autres membres du personnel du secteur de l'éducation qui auraient tiré un profit égal de l'exercice du point de vue de la constitution d'une capacité de recherche. L'équipe du projet, sous l'égide de ROCARE, voudrait trouver les moyens de financement nécessaires pour organiser des ateliers et des séminaires de formation à la recherche et à l'analyse sectorielles. Des contacts seront pris pour obtenir le concours d'organisations telles que le MDE/GES, le GNAT, les partenaires au développement et des ONG. Par ailleurs, l'équipe du projet continuera à se charger d'autres projets de recherche propres à fournir au plus grand nombre possible de chercheurs l'occasion de mettre en œuvre la pratique des capacités acquises. Les nouveaux projets devraient aussi fournir des occasions de poursuivre l'interaction entre le MDE/GES et d'autres groupes d'intervenants pour renforcer l'esprit de coopération et de collaboration qu'a fait naître le processus de la revue nationale. Enfin, l'équipe du projet s'emploiera à coopérer et à collaborer avec les partenaires du développement et avec le MDE pour faire en sorte que la revue des études sectorielles en éducation soit rééditée tous

les 5 ans.

2. *Evaluation de l'impact de l'analyse sectorielle sur la formulation des politiques.* On l'a dit, le fait de n'avoir pu effectuer une évaluation de l'impact est une lacune importante de cette revue. L'équipe propose, par conséquent, d'effectuer cette évaluation comme activité de suivi.

Groupe de contact du GTASE dans le pays. Les chercheurs principaux constitueront le noyau dur du groupe du GTASE au Ghana. Leur objectif premier sera de consolider les acquis de la revue, dans la continuité de leur collaboration avec le GTASE Paris.

Références

Références

Association pour le développement de l'éducation en Afrique. 1995. *Formulating education policy, lessons and experience from Sub-Saharan Africa. Six case studies and reflections from the DAE 1995 biennial meetings*. Tours, France.

Buchert, Lene. 1998. " Analyse du secteur de l'éducation en Afrique : exemple évolutif d'un enseignement réciproque nord-sud ". *Perspectives*, vol. XXVIII, n° 3, p. 385-97.

Chikombah, Cowden E. M. ; Chivore, Boniface R. S. ; Maravanyika, Obert E. ; Nyagyra, Levi M. ; Sibanda, Isiah M. 1999. *Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Zimbabwe 1990-1996*. Paris, GTASE/UNESCO.

Davies, Robert. 1998. " Needs analysis for a documentation centre conducted for the Ghana Ministry of Education ".

Government of Ghana. 1982. " Guidelines towards a National Education Policy ". Accra.

King, K. ; Buchert L. 1999. *Changing international aid to education : global patterns and national contexts*. Paris, UNESCO en collaboration avec le NORRAG.

Ministère de l'éducation. 1974. " The new structure and content of education ". Accra.

Ministère de l'éducation. 1994. *Report of the Education Reform Committee on Pre-Tertiary Education*. Accra.

Ministère de l'éducation. Non daté. " Strategic plans 1999–2001 ". Accra.

Namuddu, K. ; Tapsoba, S. 1993. *The status of educational research and policy analysis in Sub-Saharan Africa*. IDRC.

Samoff, J. with N'Dri, Thérèse Assié-Lumumba et al. 1996. *Analyses, programmes et priorités pour l'éducation en Afrique*. Paris, UNESCO/GTASE.

Workinah, T. ; Tirussew, T. ; Shibeshi, A. ; Mercer, M. 1999. *Études sur l'éducation en Éthiopie 1994-1997*. Paris, GTASE/UNESCO.

Annexe 1.

Annexe 1. Études sur l'éducation au Ghana, par auteur

Cote	Auteur	Année	Titre	Sous-secteur	Initiateur
11	Adu, J. K., J. K. Baku	1990	Evaluation of junior secondary schools established in Ghana between 1976 and 1981	Éducation de base	CRDD, MDE avec le concours de l'IDRC
24	Aggor, R. A.	1992	Survey on distance education	Enseignement supérieur	GOG (MDE) financé par le Commonwealth of Learning
31	Amoyaw, Doris	1990	Increasing the participation of women in technical trades training and occupation in Ghana	Enseignement technique, enseignement secondaire	ACDI/Haute Commission canadienne, Accra
34	Asare-Bediako, N. <i>et al.</i>	1995	Quality assurance and school level management : a review of the management system for basic education in Ghana	Éducation de base	MDE avec le concours de l'USAID et de la Banque mondiale
17	Baku, Joshua, J. K. <i>et al.</i>	1997	Study on conditionalities in the education sector	Ensemble du secteur	USAID, Washington
5	Baku, Joshua, J. K. <i>et al.</i>	1997	The effects of community participation on access and quality of education in four African countries. The Ghanaian experience	Éducation de base	ROCARE parrainé par l'USAID
12	Bajuu, J. J. K. <i>et al.</i>	1994	Evaluation of the equity improving programme in Ghana	Éducation de base	USAID/Ghana
9	Boakye, J. K. A.	1997	Synthesis of researches on girls' education in Ghana	Éducation de base	GES avec le concours du DFID
30	CRDD	1994	Primary school curriculum research project	Éducation de base	CRDD
1	CRIQPEG	1994	Study on FCUBE policy document : basic education sector improvement programme	Éducation de base	GNATT
15	De Heer-Amisah, Anet <i>et al.</i>	1994	Report of the education review committee on pre-tertiary education	Éducation pré-supérieure	MDE/GOG
2	Dzinyela, Joseph Mensah Kugbe <i>et al.</i>	1996	Report on 1996 performance assessment of primary six pupils	Éducation de base	Projet conjoint CRIQPEG, IIR, USAID

13	Fentima, Alicia	1996	Factors influencing school enrolment and the health of school-age children – Afram Plains, Eastern Region	Éducation de base	Commandité par l'UNICEF avec la collaboration et l'assistance technique de Child Development, Oxford
16	Fredrikson, Ulf <i>et al.</i>	1998	The effects of structural adjustment on the education sector in Africa. The case of Ghana	Tous sous-secteurs, de l'éducation de base à l'enseignement supérieur	Internationale de l'éducation
29	Impact Monitoring Team of Teacher Educ. Division	1993	Junior secondary school (JSS) teacher education project (JUSSTEP)	Éducation de base	ODA

Cote	Auteur	Année	Titre	Sous-secteur	Initiateur
10	Ju, Simon	1994	Strengthening information management capacity – the Ministry of Education, Ghana	Ensemble du secteur	Commandité par l'USAID
20	Korboe, David	1993	Ghana literacy and functional skills project	Éducation non formelle	NFED avec l'assistance de l'IDA
6	Kraft, Richard	1994	Teaching and learning in Ghana : a curriculum textbook, syllabus and handbook analysis	Éducation de base	USAID
23	Kraft, Richard	1995	A tale of two Ghanas : the view from the classroom	Éducation de base	MDE/USAID
8	Kwapong, Alexander A. <i>et al.</i>	1994	Ghana distance education development project	Éducation de base	MDE parrainé par l'UNESCO
18	Laflin, Michael <i>et al.</i>	1994	Interactive radio instruction in Ghana	Éducation de base	Learn Tech Project, États-Unis

28	MDE	1997	Free compulsory universal basic education programme. Report on the mid-term evaluation of school improvement fund (pilot)	Éducation de base	MDE financé par le DFID
7	Nti, James	1994	Report on the institutional analysis of the basic education division	Éducation de base	DFID
21	Nti, James	1997	Report on consultancy of an organization and institutional analysis	Ensemble du secteur	MDE
14	Nyoagbe, John	1993	The impact of the educational reforms on teacher job performance at the basic education level	Éducation de base	GNAT
4	Odonkor, Matina	1996	Survey on non-governmental organizations (NGOs) providing services for basic education	Éducation de base	USAID/Ghana
33	Quansah, Kofi	1997	Report on the administration of P6 criterion reference test	Éducation de base	MDE avec le concours de l'USAID
25	RAINS Consultancy	1997	The status of basic education in the area affected by the conflict of 1994 in the Northern Region of Ghana	Éducation de base	Consortium inter-ONG
26	Shiyan, Chao	1998	Assessing basic education in Ghana	Éducation de base	Banque mondiale (Région Afrique)
19	Sutherland-Addy, Esi	1988	University rationalization study. Volume II	Enseignement supérieur	MDE
32	Tetty-Enyo, A <i>et al.</i>	1996	Output to purpose REVIVAL SUPPORT for teacher education project (STEP)	Éducation de base	ODA
27	WAEC, Accra Research Department	1993	Ghana basic education certificate exams. Relationship between internal and external assessment	Éducation de base	WAEC, Accra Research Department
22	WAEC, Accra Research Department	1997	Correlation between performance in the production and listening comprehension components of oral English at SSSCE	Enseignement secondaire	WAEC
3	Watson, Julian <i>et al.</i>	1997	Primary textbook development in Ghana : report on logistics and distribution	Éducation de base	USAID

Annexe 2.

Annexe 2. Études sur l'éducation au Ghana, par initiateur

Cote	Initiateur	Année	Titre
15	MDE	1994	Report of the education review committee on pre-tertiary education
19	MDE	1998	University rationalization study. Volume II
21	MDE	1997	Report on consultancy on organization and institutional analysis
30	MDE (CRDD)	1994	Primary school curriculum research project
11	MDE (avec soutien financier de l'IRDC)	1990	Evaluation of junior secondary schools established in Ghana between 1976 and 1981
20	NFED (avec assistance de l'IDA)	1993	Ghana literacy and functional skills project
23	MDE (avec soutien de l'USAID)	1995	A tale of two Ghanas : the view from the classroom
24	MDE (financement du Commonwealth of Learning)	1992	Survey on distance education
8	MDE (parrainé par l'UNESCO)	1994	Ghana distance education development project
9	GES	1997	Synthesis of researches on girls' education in Ghana
28	MDE (financé par le DFID)	1997	Free compulsory universal basic education programme. Report on the mid-term evaluation of the school improvement fund (pilot)
33	MDE (financé par l'USAID)	1997	Report on the administration of P6 criterion reference test
34	MDE (financé par l'USAID et la Banque mondiale)	1995	Quality assurance and school level management : a review of the management system for basic education in Ghana
3	USAID/Ghana	1997	Primary textbook development in Ghana : a report on logistics and distribution
4	USAID/Ghana	1996	Survey on non-governmental organizations (NGOs) providing services for basic education

6	USAID/Ghana	1994	Teaching and learning in Ghana : a curriculum, textbook, syllabus and handbook analysis
10	USAID/Ghana	1994	Strengthening information management capacity – the Ministry of education, Ghana
12	USAID/Ghana	1994	Evaluation of the equity improvement programme in Ghana
7	DFID	1994	Report on the institutional analysis of basic education division
29	ODA	1993	Junior secondary school teacher education project (JUSSTEP)
32	ODA	1996	Output to purpose REVIVAL SUPPORT for teacher education project
13	UNICEF	1996	Factors influencing school enrolment and the health of school-age children in Afram Plains, Eastern Region
16	Internationale de l'éducation	1998	The effects of structural adjustment on the education sector in Africa : the case of Ghana
Cote	Initiateur	Année	Titre
18	Learn Tech Project, États-Unis	1994	Interactive radio instruction in Ghana
26	Banque mondiale	1998	Accessing basic education in Ghana
31	ACDI/Ghana	1990	Increasing the participation of women in technical trades training and occupation in Ghana
2	Dzuinyela, Joseph Mensah Kugbe <i>et al.</i>	1996	Report on 1996 performance assessment of primary six pupils
5	ROCARE (avec le soutien de l'USAID/ Washington)	1997	The effects of community participation on access and quality of education in four African countries : the Ghanaian experience
25	Consortium inter-ONG	1997	The status of basic education in the area affected by the conflict of 1994 in the Northern Region of Ghana
14	GNAT	1993	The impact of the education reforms on teacher job performance at basic level
1	CRIQPEG	1996	Study on FCUBE policy document : basic education sector improvement programme

22	WAEC	1997	Correlation between performance in the production and listening comprehensive components of oral English at SSSCE
27	WAEC	1993	Ghana basic education certificate and external assessment

[Annexe 3.](#)

Annexe 3. Études sur l'éducation au Ghana, par sous-secteur

Cote	Sous-secteur	Titre
1	Éducation de base	Study on FCUBE policy document : basic education sector improvement programme
2	Éducation de base	Report on 1996 performance assessment of primary six pupils
3	Éducation de base	Primary textbook development in Ghana : report on logistics and distribution
4	Éducation de base	Survey on non-governmental organizations providing service for basic education
5	Éducation de base	The effects of community participation on access and quality of education in four African countries : the Ghanaian experience
6	Éducation de base	Teaching and learning in Ghana : a curriculum, textbook, syllabus and handbook analysis
7	Éducation de base	Report on the institutional analysis of basic education division
8	Éducation de base	Ghana distance education development project
9	Éducation de base	Synthesis of researches on girls' education in Ghana
11	Éducation de base	Evaluation of junior secondary schools established in Ghana between 1976 and 1981
12	Éducation de base	Evaluation of equity improvement progress in Ghana
13	Éducation de base	Factors influencing school enrolment and the health of school-age children – Afram Plains
14	Éducation de base	The impact of the education reforms on teacher job performance at basic education level
18	Éducation de base	Interactive radio instruction in Ghana
23	Éducation de base	A tale of two Ghanas : the view from the classroom
25	Éducation de base	The status of basic education in the area affected by the conflict of 1994 in Northern Region
26	Éducation de base	Accessing basic education in Ghana

27	Éducation de base	Ghana basic education certificate examination : relationship between internal and external assessments
28	Éducation de base	Free compulsory universal basic education programme. Report on the mid-term evaluation of the school improvement fund (pilot)
29	Éducation de base	Junior secondary school teacher education project (JUSSTEP)
30	Éducation de base	Primary school curriculum research project
32	Éducation de base	Output to purpose REVIVAL SUPPORT to teacher education project (STEP)
33	Éducation de base	Report on the administration of P6 criterion reference test
34	Éducation de base	Quality assurance and school level management : a review of management system for basic education in Ghana
22	Enseignement secondaire	Correlation between performance in the production and listening comprehension components of oral English at SSSCE
31	Enseignement technique et secondaire	Increasing participation of women in technical trades training and occupations in Ghana
15	Enseignement pré-supérieur	Reports of education review committee on pre-tertiary education
19	Enseignement supérieur	University rationalization study. Volume II
Cote	Sous-secteur	Titre
24	Enseignement supérieur	Survey of distance education
20	Éducation non formelle	Ghana literacy and functional skills project
10	Ensemble du secteur	Strengthening information management capacity • the Ministry of education, Ghana
16	Ensemble du secteur	The effects of structural adjustment on the education sector in Africa : the case of Ghana

17	Ensemble du secteur	Study on conditionalities in the education sector
21	Ensemble du secteur	Report on consultancy on organization and institutional analysis

[Annexe 4.](#)

Annexe 4. Résumés et analyses des études

Study on FCUBE policy document : basic education sector improvement programme

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : CRIQPEG

ANNÉE : 1996

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Les mauvaises performances scolaires des élèves au niveau de l'éducation de base

CHAMP DE L'ÉTUDE : L'ensemble du pays

COMMANDITAIRES : L'étude a été lancée par Ghana National Association of Teachers (GNAT)

ORGANES D'EXÉCUTION : GNAT

1. OBJECTIFS : Examiner dans son ensemble le document de politique générale sur le FCUBE ; déceler les points faibles que comporte la politique de réforme de l'enseignement de 1987 et leurs répercussions sur le FCUBE ; recommander des stratégies pour rentabiliser au maximum les dépenses massives qui ont été consacrées jusqu'ici à l'éducation de base.

2. MÉTHODOLOGIE : Les éléments d'information ont été obtenus par analyse des documents relatifs à la politique et au plan du Basic Education Sector Improvement Programme. Cette analyse, critique et détaillée a examiné les dispositions contenues dans les documents, leurs répercussions avec, si nécessaire, des solutions de rechange. Une analyse comparative de la situation dans d'autres pays a aussi été effectuée.

3. CONCLUSIONS : Selon les conclusions de l'étude : l'éducation de base n'était pas accessible à tous les citoyens ; la qualité de l'enseignement dans de nombreux établissements n'était pas suffisante pour obtenir le niveau d'alphabétisme et les autres compétences qu'exige la participation à la vie sociale et économique de la société ; les ressources financières et humaines allouées à l'éducation étaient faibles. Des réformes s'imposaient pour assurer une répartition et une gestion efficaces des ressources. Le problème de la médiocrité des performances scolaires au niveau de l'éducation de base s'expliquait en partie par le manque de manuels et d'autres matériels d'enseignement/apprentissage. Il était également imputable à la médiocre qualité et à la faible motivation du corps enseignant. Les élèves ne parvenaient pas à assimiler les nombreuses matières pour lesquelles ils avaient des examens à passer.

4. RECOMMANDATIONS : Au nombre des recommandations, on trouve les suivantes : (i) améliorer la fourniture de matériels d'enseignement/ apprentissage ; (ii) proposer aux enseignants une série de mesures incitatives pour attirer de brillants sujets dans l'enseignement ; (iii) mettre en place un système régulier et

efficace d'inspection et de gestion ; (iv) élaborer et rédiger un nouveau programme d'études et de nouveaux livres scolaires ; (v) sactionner la formation des enseignants par des diplômés et leur apprendre la pédagogie, même au niveau primaire.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer l'efficacité de la gestion ; (ii) favoriser l'accès, la participation et l'équité dans l'enseignement ; (iii) améliorer et maintenir la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; (iv) assurer la pertinence de l'éducation par rapport aux besoins en main-d'œuvre du pays.

6. FINALITÉS : Identifier les points faibles du programme de réforme de l'enseignement. Améliorer la qualité de l'éducation dispensée.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Aucune.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient éminemment applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Aucune.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Les artisans et les exécutants des politiques ont jugé l'étude pertinente par rapport aux besoins de l'époque.

12. IMPACT : Pas de réponse.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Une partie des recommandations découle directement des conclusions de l'étude.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les conclusions et les recommandations reflètent les objectifs de l'étude.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Elles sont jugées élevées.

Report on 1996 performance assessment of primary six pupils

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Joseph Mensah Kugbe Dzinyela, G. K. Harrison et Joseph Ghartey-Ampiah

ANNÉE : 1996

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Performances en anglais et en mathématiques des élèves de sixième année des écoles primaires

CHAMP DE L'ÉTUDE : Limitée à deux régions du Ghana, le Centre et l'Ouest

COMMANDITAIRES : Projet conjoint du Centre for Research on Improving Quality of Primary Education in Ghana (CRIQPEG) et de l'Institute for International Research (IIR) (États-Unis), bénéficiant du soutien de l'USAID

ORGANES D'EXÉCUTION : CRIQPEG

1. OBJECTIFS : Déterminer si les changements observés dans des études antérieures s'étaient maintenus. Comparer les performances des élèves des écoles urbaines, semi-urbaines et rurales. Comparer les performances des élèves des écoles intensives et des écoles non intensives (les écoles intensives étaient des écoles où avaient lieu des interventions pédagogiques de l'équipe de recherche du CRIQPEG).
2. MÉTHODOLOGIE : Enquête sur échantillon (l'étude portait sur 14 écoles primaires : 8 de la région du Centre et 6 de la région de l'Ouest. 3 des écoles étaient en milieu urbain, 3 en milieu semi-urbain et 8 en milieu rural). Un instrument d'évaluation basé sur le programme scolaire a été utilisé pour collecter les données grâce à des tests d'expression orale, de lecture et de compréhension et d'écriture. Y ont participé 223 élèves de sixième année ainsi répartis : 135 élèves d'écoles intensives et 88 d'écoles non intensives. La phase 1 du projet a été consacrée à l'examen des ressources disponibles et de l'emploi du matériel didactique en langue anglaise et en sciences. La phase 2 portait sur l'évaluation des aptitudes à la lecture, à l'écriture et à l'expression orale de plus de 1 000 enfants de 14 écoles (de la 2^e à la 5^e année) dans les régions du Centre et de l'Ouest. Les données ont fait l'objet d'analyses qualitatives et quantitatives.
3. CONCLUSIONS : Les performances s'étaient améliorées par rapport à l'année précédente. Les écoles urbaines obtenaient de meilleurs résultats que les écoles semi-urbaines et rurales. Les élèves des écoles intensives avaient acquis des aptitudes à l'expression orale, à la lecture et à l'écriture en langue anglaise supérieures à celles de leurs homologues des écoles non intensives.
4. RECOMMANDATIONS : Faire des interventions plus suivies dans le domaine de la compréhension de la lecture. Fournir des efforts supplémentaires pour combler l'écart entre les écoles urbaines et les écoles rurales. Dans les études d'évaluation à venir, s'assurer du degré de durabilité des progrès apparents réalisés à l'occasion du projet et élargir leur champ en y incluant l'évaluation des performances des élèves selon leur sexe.
5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer l'accès, la participation et l'équité dans l'enseignement ; (ii) améliorer et maintenir la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.
6. FINALITÉS : Traiter les problèmes que soulève la baisse du niveau de l'instruction dans les écoles primaires.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : Sièges du MDE/GES pour soutenir la formulation des politiques relatives à l'enseignement primaire. Action de suivi pour s'assurer que les recommandations parviennent à leurs destinataires. Des séminaires de diffusion ont été organisés et les résultats ont été publiés dans le *Journal for science and mathematics education*.
8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Non communiqué.
9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient applicables.
10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Introduction du projet Improving Learning through Partnership (ILP) (améliorer l'apprentissage par le partenariat).
11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Les décideurs ont jugé l'étude pertinente.
12. IMPACT : L'étude a conduit à une étude de suivi, et ses conclusions et recommandations ont abouti au lancement du projet ILP.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations s'inspirent directement des conclusions.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les conclusions ont révélé des insuffisances dans les écoles urbaines, semi-urbaines et rurales. Les objectifs et les recommandations ont débouché sur des mesures qu'il fallait prendre pour y remédier.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : L'étude est qualifiée d'importante et d'excellente qualité.

Primary textbook development in Ghana : report on logistics and distribution

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Julian Watson, Joshua Agbotui et Ruben Atekpe

ANNÉE : 1997

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Production des manuels scolaires primaires : logistique et distribution

CHAMP DE L'ÉTUDE : Quatre districts : Tema, Accra, West Gonja et Kumasi

COMMANDITAIRES : USAID/Ghana

ORGANES D'EXÉCUTION : AMEX International Inc.

1. OBJECTIFS : Analyser les systèmes actuels et à venir de distribution et de logistique du MDE. Faire des recommandations pour améliorer l'efficacité et l'efficacités des systèmes de distribution et de logistique, avec notamment le recours à des distributeurs non gouvernementaux ou privés. Établir des analyses de coûts préliminaires des systèmes et des modalités de distribution et de logistique actuels et à venir.

2. MÉTHODOLOGIE : Des sources primaires et secondaires de données ont été utilisées dans l'étude. Les données secondaires ont été fournies par des documents officiels de l'USAID, du MDE et du GES. Les données primaires ont été recueillies au moyen d'interviews et de discussions dans le district de West Gonja et le district de Kumasi de la région Ashanti. Les consultants ont visité des écoles dans les districts choisis.

3. CONCLUSIONS : Dans certaines régions, la distribution des manuels a été bien menée, même si, avec le système actuel de distribution des livres scolaires, le Ghana ne remplit pas les trois conditions auxquelles celle-ci doit satisfaire, à savoir distribuer le Bon livre au Bon endroit au Bon moment. Les structures de gestion actuelles, les niveaux des stocks, les entrepôts et la chaîne de distribution laissent à désirer.

4. RECOMMANDATIONS : Faire fonctionner les activités d'approvisionnement et de logistique dans le cadre d'une unité professionnelle indépendante. Fusionner la Division de la logistique et de l'approvisionnement et l'Unité des transports. Créer un atelier de transport. Améliorer les entrepôts. Dispenser une formation à la gestion. Régler les arriérés des frais de voyage et de transport des enseignants. Établir un plan à long terme pour faciliter la fusion des activités du GES et du PMU dans le domaine de l'approvisionnement et de la logistique en une seule unité pour garantir l'intégration au niveau de l'organisation, la cohésion et, surtout, l'efficacité. Confier la responsabilité des achats à un acheteur compétent en matière d'impression. Construire un nouveau complexe d'entrepôts modernes à Tema pour le stockage de livres et de matériels. L'entrepôt expédierait tous les documents nécessaires préemballés sous plastique. Les paquets peseraient au maximum 40 kilos, de façon à pouvoir être acheminés facilement vers les écoles. Cela permettrait de mieux protéger le contenu pendant la manutention d'empêcher les vols, d'économiser sur les frais d'emballage par rapport aux cartons, et faciliterait le contrôle et la manutention, confiée à des convoyeurs privés sans passer par les bureaux des districts.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES

OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer l'efficacité de la gestion ; (ii) améliorer et garantir la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; (iii) décentraliser et renforcer les structures de gestion.

6. FINALITÉS : Chute des niveaux d'instruction. Problèmes d'application des programmes scolaires. Influence sur la politique.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Pas de réponse. Aucun des chercheurs n'a pu être joint.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : L'initiateur avait indiqué que la plupart des recommandations étaient applicables.
10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Pas de réponse.
11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Pas de réponse des responsables des politiques.
12. IMPACT : Les artisans et les exécutants des politiques ont indiqué que l'étude avait influencé favorablement le système de distribution des manuels.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations portaient sur les faiblesses révélées par les conclusions.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les objectifs de l'étude se retrouvent dans les recommandations.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : L'étude a été bien conduite et bien décrite. Son importance pour le secteur de l'éducation apparaît dans les conclusions de beaucoup d'autres études qui indiquent que le manque de manuels dans les classes est l'une des grandes faiblesses de l'enseignement tel qu'il est dispensé dans le système ghanéen.

Survey of non-governmental organizations (NGOs) providing services for basic education

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : M. Odonkor

ANNÉE : 1996

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Participation d'organisations non gouvernementales à la mise en œuvre de l'éducation de base

CHAMP DE L'ÉTUDE : Ensemble du pays

COMMANDITAIRES : USAID/Ghana

ORGANES D'EXÉCUTION : Office of Education and Human Resource Development, USAID/Ghana

1. OBJECTIFS : Fournir une mesure de référence propre à informer le gouvernement, les organisations non gouvernementales et les organismes bailleurs de fonds sur les services que les ONG peuvent apporter au secteur de l'éducation de base au Ghana. Soutenir le programme FCUBE du MDE. Identifier les principales

ONG qui soutiennent l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire, ou qui ont fait leurs preuves en matière de mobilisation des communautés au Ghana. Définir les contraintes qui pèsent sur ces ONG. Déterminer ce qui fait le succès de leurs approches. Exposer le cadre législatif dans lequel travaillent les ONG. Fournir une matrice résumant les principales activités de chaque ONG.

2. MÉTHODOLOGIE : Enquêtes sur le terrain et utilisation de documents émanant du Ministère de l'emploi et de la protection sociale (MESW), du MDE, de la Ghana Association of Private Voluntary Organisations in Development (GAPVOD) et d'autres organismes bailleurs de fonds. Les enquêtes ont été menées dans huit régions. Des instruments d'enquête qualitative semi-structurés et des interviews ont été utilisés avec l'aide du personnel des ONG pertinentes dans chaque région, de ceux du MESW et du GAPVOD.

3. CONCLUSIONS : L'étude a identifié 55 ONG, dont 40 fournissaient des services au secteur de l'éducation. Les profils de chaque ONG ont été établis. Les ONG ont été classées en six catégories : antennes ghanéennes d'ONG internationales ; ONG ghanéennes travaillant en partenariat avec des organisations internationales ; ONG locales ; organismes de développement relevant de missions religieuses confessionnelles ; unités d'instruction religieuse ; ONG fournissant d'autres services communautaires. Les principales activités de ces ONG étaient : rénovation et construction d'écoles, y compris des logements pour les enseignants ; fourniture de matériel pédagogique ; perfectionnement en cours d'emploi des compétences des enseignants ; création de capacités au sein des PTA ; cours d'alphabétisation fonctionnelle avec la Non-Formal Education Division (NFED) ; création d'infrastructures scolaires aux niveaux préscolaire, de l'éducation de base, de l'enseignement secondaire et de la formation professionnelle ; fourniture d'uniformes scolaires ; enseignement des sciences, des mathématiques et de l'anglais dans les établissements secondaires. En raison de la pauvreté et du faible degré d'alphabétisation des communautés cibles, les ONG rencontrent des difficultés de participation et affirment qu'elles ne bénéficient pas de la moindre coopération de la part des ministères compétents.

4. RECOMMANDATIONS : Préconiser une approche participative des projets communautaires. Établir de bonnes relations avec les organismes gouvernementaux. Les maîtres mots étaient : souplesse, adaptabilité et bureaucratie minimale.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Amélioration de l'accès, de la participation et de l'équité dans l'enseignement ; (ii) efficacité par rapport au coût.

6. FINALITÉS : Améliorer la qualité du processus éducatif. Influencer la politique.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE/GES. Chefs des établissements d'éducation supérieure. ONG.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Diffusion des conclusions.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient en prise sur les réalités et applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Toutes les décisions ont été enrichies par cette étude. L'appui de l'USAID a été un résultat de l'étude. La contribution de l'UNICEF fondée sur le rapport a permis l'élaboration de plans.
11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Le MDE/GES et les ONG ont qualifié l'étude de pertinente car elle a défini les rôles des différentes ONG dans le secteur de l'éducation.
12. IMPACT : Coopération induite entre le gouvernement, les ONG et la communauté des chercheurs.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations sont en rapport direct avec les conclusions.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les conclusions et les recommandations reflètent les objectifs de l'étude.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : L'étude est importante et définit les rôles des partenaires de l'éducation auprès des pouvoirs publics.

The effects of community participation on access and quality of education in four African countries : the Ghanaian experience

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : J. J. K. Baku et Dominic K. Agyeman

ANNÉE : 1997

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Participation des communautés à l'aménagement des conditions d'accès à l'éducation de base et de sa qualité

CHAMP DE L'ÉTUDE : Ensemble du pays

COMMANDITAIRES : Réseau ouest et centre africain de recherche en éducation (ROCARE)

ORGANES D'EXÉCUTION : ROCARE/Ghana chercheurs et fonctionnaires

1. OBJECTIFS : Déterminer si, au Ghana, le niveau de participation de la communauté influe sur l'accès à l'éducation et sur sa qualité, au niveau de l'éducation de base. Établir des éléments d'information particulièrement utiles quant aux types et aux formes de participation de la communauté dans les écoles publiques ; apprécier l'étendue de la participation de la communauté par rapport à l'accès à l'éducation de base, à la qualité de l'éducation de base, et les rapports entre l'étendue et les niveaux de la participation de la

communauté et l'accès à l'éducation de base et sa qualité.

2. MÉTHODOLOGIE : L'approche par triangulation, fondée sur des discussions de groupe, l'observation et des tests de niveau, a été employée pour obtenir des données primaires. Des données secondaires provenant de l'Equity Improvement Programme ont aussi été utilisées. La procédure d'échantillonnage par étapes a été adoptée.

3. CONCLUSIONS : La participation de la communauté existe dans toutes les communautés sous une forme ou une autre, mais son niveau est généralement bas. Les communautés aimeraient être entendues quant à la forme et au type de participation qui sont attendus d'elles. Les facteurs favorables à la participation sont les attitudes, la motivation, la qualité des responsables locaux, de bons moyens de communication, la présence dans la communauté de personnes compétentes, l'encouragement des initiatives de participation de la part de la communauté et l'existence d'un minimum de structures organisées. L'accès et la rétention ont augmenté grâce à la participation de la communauté. Il y avait un rapport très positif entre la participation de la communauté et la qualité de l'éducation. Le niveau des ressources dont dispose l'école ne reflète pas nécessairement le niveau de participation de la communauté.

4. RECOMMANDATIONS : Encourager dans toutes les communautés une approche de la participation orientée de bas en haut. Faire tout son possible pour que le système d'éducation de base et son organisation appartiennent en propre à la communauté. Les parents qui ont des enfants à l'école doivent servir de modèles de rôle pour les autres parents. Encourager les écoles à participer à certaines des activités de leurs communautés respectives. Faire en sorte que les communautés participent à la vie des écoles au niveau de leur gestion et de leur administration. Pour attirer vers l'école tous les enfants d'âge scolaire, traiter le problème de la pauvreté dans la société. Les directeurs d'école et les enseignants doivent apprendre à respecter et à prendre en considération les points de vue des parents sur les questions scolaires. Rendre obligatoire la participation à des travaux communautaires dans les écoles par des dispositions législatives.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Amélioration de l'accès, de la participation et de l'équité dans l'enseignement ; (ii) amélioration du fonctionnement des programmes autogérables d'alphabétisation fonctionnelle ; (iii) amélioration de l'efficacité de la gestion.

6. FINALITÉS : Améliorer la qualité du processus éducatif. Influencer la politique sur la participation des communautés à l'éducation et à son processus.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : GOG/MDE/GES.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Le rapport a été soumis aux autorités compétentes afin de divulguer ses conclusions.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations de l'étude étaient applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Les informations contenues dans l'étude

ont permis de développer la politique du gouvernement en ce qui concerne l'interventions de personnalités influentes des communautés dans l'administration de l'enseignement afin d'en assurer l'accès et la qualité.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Deux des décideurs interrogés ont indiqué que l'étude était très pertinente.

12. IMPACT : La participation des communautés à l'éducation s'est améliorée.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations sont étroitement liées aux conclusions.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les conclusions et les recommandations sont en bonne adéquation avec les objectifs de l'étude.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : L'étude est de haute qualité et d'une grande importance.

Teaching and Learning in Ghana : a curriculum, textbook, syllabus and handbook analysis

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Richard Kraft

ANNÉE : 1994

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Dans le cadre de l'actuelle politique linguistique du Ghana, les enfants ghanéens n'atteignent pas le seuil cognitif suffisant pour passer avec succès à la langue anglaise à partir de la quatrième année

CHAMP DE L'ÉTUDE : Ensemble du pays

COMMANDITAIRES : USAID

ORGANES D'EXÉCUTION : The Mitchell Group, Inc.

1. OBJECTIFS : Analyser les problèmes de qualité des programmes d'anglais et de mathématiques existants ; comment améliorer la qualité et l'emploi des manuels, des livres et des programmes d'anglais et de mathématiques.

2. MÉTHODOLOGIE : Enquête et étude en bibliothèque ; interviews, visites d'écoles et d'universités.

3. CONCLUSIONS : Les enfants ghanéens, en particulier ceux qui vivent en milieu rural, n'ont pas assez

d'heures de cours pour suivre un apprentissage efficace ; 95 % des enfants ghanéens ne maîtrisent pas les connaissances élémentaires en anglais et en mathématiques. Ils leur manque de bons matériels pédagogiques associés à de meilleures méthodes d'enseignement en classe. Les classes et les écoles de grande taille où l'on trouve des outils d'enseignement tels que des manuels, des livres de lecture et d'exercices, des guides de l'enseignant, des bibliothèques et d'autres équipements scolaires sont un complément indispensable au savoir-faire des maîtres pour produire la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Une distribution irrégulière des manuels et des ressources scolaires a pour effet de sous-approvisionner et de surapprovisionner des écoles en matériel didactique. Compte tenu du passé des enseignants et des élèves et du manque de matériel pédagogique complémentaire dans les écoles, les manuels actuellement en usage ne correspondent pas aux besoins du Ghana. Dans le pays, on ne dispose pas du matériel de lecture complémentaire qui est la principale clef du succès de l'alphabétisation. En effet les livres d'exercices et les cahiers, qui permettent aux enfants de pratiquer ce qu'ils apprennent, sont quasi inexistants dans les classes ghanéennes. Les guides de l'enseignant sont rares dans les écoles ; répétitifs, ils cantonnent l'enseignant à l'emploi d'un éventail très restreint de stratégies d'enseignement en classe. Les programmes des écoles primaires ghanéennes ne sont pas conformes aux tendances et aux approches modernes utilisées aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays. La grande majorité des enfants ghanéens restent fonctionnellement analphabètes en anglais et dans leur langue maternelle. L'enseignement des mathématiques au Ghana est archaïque par rapport à ce qui est presque universellement accepté aujourd'hui. Les écoles ghanéennes n'ont pas de bibliothèques et les rares qui existent sont sous-exploitées par les enseignants. Il n'est pas facile de situer précisément le niveau de préparation des maîtres des écoles primaires en mathématiques et en anglais. Les enfants ghanéens passent moins de temps à l'école que les enfants de presque tous les autres pays. L'emploi du temps actuel des écoles primaires, qui consacre seulement 15 % du temps à l'anglais, 10 % aux langues ghanéennes et 15 % aux mathématiques, est dramatiquement inadéquat.

4. RECOMMANDATIONS : *Télévision éducative*. Pour communiquer véritablement en anglais, les enseignants et les écoliers doivent l'entendre et l'employer. La Ghana Broadcasting Corporation devrait adapter à l'usage du Ghana des séries comme *Sesame Street* et d'autres programmes destinés aux enfants, qui sont produits aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada ou en Australie.

Radio interactive. Elle a remporté un grand succès au Kenya et dans plusieurs autres pays pour l'enseignement de l'anglais et d'autres langues. Une réforme du programme scolaire peut transformer la vie des enfants et de meilleurs outils pédagogiques peuvent l'améliorer sensiblement. Grâce à une bonne base de recherche mise en place avec le *criterion-referenced testing* (CRT) et d'autres études actuellement conduites par le CRIQPEG, on pourra analyser les effets des diverses interventions à mesure qu'elles seront mises en place. Il conviendrait de donner aux directeurs d'école une plus grande liberté de choix quant à la taille des classes à cause des effets négatifs qu'elle peut avoir. Les élèves des collèges de formation technique (TTC) et les étudiants des universités, qui ont besoin d'une expérience plus poussée dans les écoles, pourraient jouer le rôle de stagiaires, d'auxiliaires ou d'assistants non rémunérés dans des classes surpeuplées. Il faudrait mettre en place un système plus serré de gestion et de distribution pour que chaque enfant dispose, comme planifié pour 1995, d'un exemplaire de chacun des manuels. Dès que possible, les manuels scolaires devront aussi être vendus de manière que les parents, les enseignants et les écoles qui désirent s'en procurer puissent le faire facilement. Pour soutenir les élèves dont les résultats se situent " au-dessous du niveau de la classe ", chaque classe devrait posséder plusieurs exemplaires (2 à 5) de chacun des manuels des années précédentes en

mathématiques et en anglais. Selon l'analyse et les recommandations d'une commission de haut niveau sur la réforme du programme scolaire, l'étape suivante consisterait à réécrire les manuels de l'école primaire en diffusant parallèlement des guides, des plans d'études, des modules et d'autres matériels d'enseignement pour développer un système d'instruction complet. En plus des bibliothèques scolaires, il faut constituer, lorsque c'est possible, un vaste ensemble de livres pour les enfants, intéressants et bien illustrés, en langues ghanéennes, en anglais et même bilingues. Malgré les dangers que pouvaient représenter les cahiers d'exercices dans certains pays, il faudrait, si possible, en fournir aux élèves. À défaut, le MDE devrait au moins en procurer un exemplaire type à chaque maître pour lui permettre de préparer les devoirs à donner aux élèves et d'autres exercices. Chaque enseignant devrait recevoir des exemplaires appropriés de chaque manuel dès que les moyens financiers le permettent. Un ensemble beaucoup plus détaillé d'unités, de modèles, d'instruments d'évaluation, d'idées pédagogiques, de techniques de questionnement, de fiches de travail, de jeux et d'autres matériels devrait être incorporé aux manuels lors de leur révision afin de susciter une véritable réforme du comportement en classe de l'enseignant et des élèves. Au lieu d'un plan d'étude pour chaque matière, la réforme du programme des écoles primaires devrait introduire un plan d'étude pour chaque niveau dans chaque matière. Avec de nouveaux matériels didactiques associés à une formation des enseignants, on peut considérablement améliorer l'enseignement des mathématiques au Ghana. Chaque école primaire du pays pourrait être dotée d'une bibliothèque scolaire minimale, comprenant une centaine de livres pour les enfants, soigneusement choisis, dans les langues nationales, le cas échéant, ou en anglais. En sus de toutes les autres recommandations liées aux aspects linguistiques que contient cette évaluation, il conviendrait de préparer un kit à l'usage de tout enseignant actuel ou futur. Moyennant des contrôles, un suivi, une gestion attentive et un resserrement des règles et des règlements concernant les absences, les retards et une administration laxiste de nombreuses écoles, les enfants auront les mêmes chances de recevoir une éducation que celles que d'autres pays offrent à leurs enfants.

Recommandations supplémentaires. L'Université de Cape Coast, ainsi que le MDE, le PREP, le GES, les TTC et d'autres universités pourraient accomplir un travail considérable de formation. Les TTC devraient être conçus comme des centres de formation et d'excellence pour l'enseignement primaire et devraient travailler en rapport étroit avec le Primary Education Department de l'UCC pour concevoir et exécuter les programmes de formation préalable, travailler sur les programmes de formation en poste à distance qui sont proposés et diriger des ateliers en cours d'emploi dans leur région.

Les langues ghanéennes. Plusieurs projets de recherche de valeur qui pourraient être fort utiles pour promouvoir la réforme proposée de l'enseignement primaire.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Amélioration et garantie de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; (ii) amélioration de l'accès, de la participation et de l'équité dans l'enseignement ; (iii) amélioration de l'efficacité de la gestion.

6. FINALITÉS : L'idée de mettre cette étude en chantier a été inspirée par la volonté d'influencer la politique pour améliorer la qualité de l'éducation.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE et Ghana Broadcasting Corporation.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Des exemplaires du rapport ont été transmis au MDE par l'intermédiaire de l'USAID.
9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Selon les propos d'un agent d'exécution des politiques en vigueur, certaines des recommandations étaient applicables.
10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Des plans d'études et des manuels ont été révisés suivant les recommandations de cette étude.
11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Tant le commanditaire que des décideurs et agents d'exécution des politiques en vigueur ont jugé cette étude pertinente par rapport aux besoins du secteur de l'éducation au moment où elle a été faite.
12. IMPACT : Amélioration du programme scolaire à travers la révision de plans d'études et de manuels.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les conclusions sont en adéquation avec les recommandations. Les recommandations constituent des remèdes contre les maux dénoncés par les conclusions.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les recommandations sont en adéquation avec les objectifs. Elles traitent les objectifs de l'étude.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Cette étude était d'une haute qualité. Elle a été importante pour le système éducatif parce qu'elle était axée sur la volonté d'améliorer la qualité de l'éducation, ce qui était et est encore une problématique essentielle pour le secteur. Le cheminement de l'étude et son compte rendu sont bons.

Report on the institutional analysis of the basic education division

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : James Nti

ANNÉE : 1998

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Clarification des attributions de la Division de l'éducation de base

CHAMP DE L'ÉTUDE : Siège du GES

COMMANDITAIRES : Department for International Development (DFID)

ORGANES D'EXÉCUTION : Consultant

1. OBJECTIFS : Établir un plan de perfectionnement du personnel de la Division de l'éducation de base en s'appuyant sur l'organigramme de la Division.

2. MÉTHODOLOGIE : Analyse critique de documents, interviews.

3. CONCLUSIONS : Dans la Division de l'éducation de base, les chefs de service sont chargés de s'occuper de divers aspects des grands domaines fonctionnels, mais, à l'exception de l'éducation des filles, il n'y a pas de chef d'unité en titre. Chaque fonctionnaire relève de la directrice ou, en son absence, du directeur adjoint. La structure actuelle attribue deux domaines fonctionnels spécifiques à la directrice et un au directeur adjoint. Les fonctions précises que doivent remplir la directrice et le directeur adjoint ne sont pas clairement définies. Aucun fonctionnaire ne s'occupe spécifiquement de constituer la structure de recherche opérationnelle censée gérer la généralisation de l'accès. Les directeurs de district, sans lesquels la Division de l'éducation de base ne saurait atteindre ses objectifs, ne reçoivent pas assez de soutien. Ils n'ont pas d'intellecteur privilégié au sein du GES et doivent eux-mêmes veiller directement à ce que leurs requêtes soient bien répercutées auprès des diverses divisions du siège dans les domaines dont ils ont la responsabilité. Certains directeurs de district aimeraient qu'il y ait au siège quelqu'un à qui ils puissent s'adresser pour relayer leurs demandes et insister pour que leurs préoccupations soient prises en compte.

4. RECOMMANDATIONS : Macro-orienter et non micro-orienter les attributions de la directrice et de son adjoint. La Division de l'éducation de base a pour tâches principales de promouvoir la mise en œuvre d'une éducation fondamentale de qualité et de faciliter l'accès à l'éducation pour tous les enfants en âge d'aller à l'école dans le pays. Son organigramme devrait comporter une unité chargée de traiter les questions liées à la gestion de l'éducation de base, une autre chargée des questions d'accès et de participation et une enfin de la promotion et de l'amélioration de la scolarisation des filles, de leur rétention dans les écoles et de leur participation à l'enseignement des sciences, des mathématiques et de la technologie. Les objectifs de chaque unité et les attributions de chacun des services qu'elle coiffe devraient être clairement énoncés de manière que chaque fonctionnaire soit pleinement conscient de ce qui est attendu de lui ou d'elle. Les attributions de responsabilité d'un service à un fonctionnaire devraient répondre aux critères qui guident son recrutement. Les cadres doivent suivre une formation pour s'acquitter des tâches qui leur sont confiées. Afin d'employer efficacement le personnel, chaque chef d'unité (à l'exception du chef de l'unité de l'éducation des filles) devrait s'occuper directement d'un des services qu'il coiffe et, pour le reste, superviser les chefs de service relevant de son autorité. La structure de la Division devrait fonctionner de manière à permettre aux fonctionnaires chargés des différentes unités et de leurs services de partager sans difficulté l'information et l'expertise, et de se soutenir mutuellement, surtout aux périodes de pointe et dans l'organisation et la mise en œuvre des programmes de formation. La Division de l'éducation de base, en comptant le directeur et le directeur adjoint, devrait comprendre vingt personnes, dont quinze cadres et cinq auxiliaires. Chaque service devrait être dirigé par un seul fonctionnaire, sauf les deux services de l'unité de l'éducation des filles et le service qui s'occupe du soutien de la planification au niveau des districts et de la participation des communautés, lesquels devraient comporter chacun deux chefs de section. En consultation avec la direction du GES, le directeur en poste devrait désigner des fonctionnaires à la tête des nouveaux services avec une idée précise des caractéristiques de leurs postes. Les fonctionnaires travaillant dans une unité donnée

devraient occuper des locaux aussi proches que possible les uns des autres afin de faciliter la supervision du travail et les consultations.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Amélioration de l'efficacité de la gestion ; (ii) amélioration et garantie de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.

6. FINALITÉS : Baisse brutale du niveau de l'instruction. Problèmes de gestion de l'enseignement.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE/GOG.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Réunions avec les hauts fonctionnaires de la direction pour exposer et expliquer les conclusions du rapport.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Le rapport a été diffusé.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : L'étude a été jugée des plus pertinentes par rapport aux besoins du moment car elle mettait le doigt sur la plupart des faiblesses du système.

12. IMPACT : On ne connaît pas l'impact de l'étude.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations découlent des conclusions.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les conclusions et les recommandations sont conformes aux objectifs de l'étude.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : L'étude est d'excellente qualité ; elle est importante pour le système éducatif.

Ghana distance education development project

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Alexander A. Kwabong, Colin J. Yerbury, Reuben A. Aggor, K. A. Awuku et D. Y. Owusu

ANNÉE : 1994

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Enseignement supérieur

THÈME DE L'ÉTUDE : L'enseignement à distance comme moyen d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur

CHAMP DE L'ÉTUDE : Ensemble du pays

COMMANDITAIRES : L'étude a été mise en chantier par le MDE et parrainée par l'UNESCO

ORGANES D'EXÉCUTION : L'équipe chargée de l'étude était formée de quatre éducateurs professionnels ghanéens travaillant dans le secteur de l'éducation au Ghana et d'un consultant spécialiste de l'enseignement à distance de l'Université Simon Fraser au Canada

1. OBJECTIFS : Étudier la possibilité d'utiliser l'enseignement à distance comme moyen de répondre à une demande croissante d'enseignement supérieur.

2. MÉTHODOLOGIE : L'information a été rassemblée par l'examen de rapports et de documents ayant trait à l'enseignement à distance. Elle a été recueillie aussi au moyen d'interviews, de conversations et de consultations avec des responsables en poste du MDE et des universités.

3. CONCLUSIONS : L'enseignement à distance s'est révélé être une option de toute première importance pour répondre à la demande d'enseignement supérieur et à la nécessité d'en élargir l'accès. Il permet également de réduire le coût de l'enseignement supérieur tant pour le gouvernement que pour les étudiants.

4. RECOMMANDATIONS : Mettre en place un conseil national de l'enseignement à distance et un secrétariat de l'enseignement à distance. Coordonner les divers sous-secteurs de l'enseignement supérieur afin d'assurer la continuité de l'accès au système à partir de l'enseignement et de la formation secondaires. Nécessité pour le MDE et le personnel universitaire d'élaborer une charte organisationnelle dans laquelle ils se considèrent comme des " partenaires de l'enseignement universitaire à distance ". Exploiter les ressources existantes en personnel et en équipements au maximum, où qu'elles se trouvent au Ghana. Planifier et coordonner simultanément l'élaboration du programme d'enseignement à distance et celle du contenu enseigné pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de double emploi et que le programme soit conçu de manière aussi appropriée qu'économique. Obtenir auprès d'autres pays d'Afrique et d'ailleurs le matériel nécessaire pour dispenser les cours et le modifier aux fins de son utilisation au Ghana.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Amélioration de l'efficience de la gestion ; (ii) amélioration de l'accès, de la participation et de l'équité dans l'enseignement ; (iii) établir un bon rapport coût/efficacité dans l'enseignement supérieur.

6. FINALITÉS : Élargir l'accès à l'enseignement supérieur.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE et établissements d'enseignement supérieur.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Diffusion des conclusions, formulation d'une politique et sa mise en œuvre.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Une politique de l'enseignement à distance fondée sur cette étude a été formulée. Certaines des recommandations concernant la mise en œuvre du programme ont été appliquées.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Six décideurs ont déclaré que l'étude était très pertinente par rapport aux besoins du moment dans le domaine de l'éducation, en particulier s'agissant d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur, question jugée prioritaire.

12. IMPACT : L'enseignement à distance a été inauguré au Collège universitaire de Winneba (UCEW), élargissant ainsi les moyens d'accès à l'enseignement supérieur.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations reposent sur les conclusions. Certaines semblent avoir dépasser le champ des conclusions, mais elles s'en déduisent de façon évidente.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les conclusions et, tout particulièrement, les recommandations sont conformes aux objectifs.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Tant la qualité que l'importance de l'étude pour le système éducatif sont considérables.

Synthesis of researches on girls' education in Ghana

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : J. K. A. Boakye

ANNÉE : 1997

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Éducation des filles et les facteurs qui l'affectent

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : Service de l'éducation du Ghana (avec l'appui du DFID)

ORGANES D'EXÉCUTION : Consultant

1. OBJECTIFS : Collecter les données disponibles sur l'éducation des filles en vue d'élaborer un projet de déclaration de principe sur ce thème.

2. MÉTHODOLOGIE : Étude de la documentation disponible (rapports de recherche, de séminaires ou d'ateliers) complétée par des enquêtes nationales fondées sur l'observation, la concertation de spécialistes, des interviews et des questionnaires.
3. CONCLUSIONS : Le rapport analyse trois séries de facteurs qui influent sur les taux de scolarisation, les taux d'abandon scolaire et les résultats de l'apprentissage. *Facteurs qui affectent la scolarisation* : pauvreté, indifférence familiale et communautaire concernant l'éducation des filles, coût relatif de la scolarisation des filles, éloignement physique et absence de mobilisation communautaire en faveur de la scolarisation des filles. *Facteurs qui favorisent l'abandon scolaire* : pauvreté et manque de moyens, grossesse prématurée, mariage ou fiançailles précoces, inadaptation ou orientation sexiste des programmes, désir de gagner tout de suite de l'argent. *Facteurs affectant les résultats de l'apprentissage* : incompétence des enseignants, harcèlement sexuel, surcroît de travail domestique, instabilité affective, incapacité des parents à se conformer aux exigences de l'école.
4. RECOMMANDATIONS : Créer des bourses à l'intention des filles, accorder une aide financière et matérielle aux familles les plus pauvres, renforcer l'économie locale en encourageant les petites entreprises, sensibiliser les parents et les membres de la communauté à l'importance de l'éducation des filles, pénaliser les parents qui refusent de scolariser leurs enfants, construire ou rénover l'infrastructure physique (bâtiments scolaires), sanctionner les hommes qui rendent enceintes des écolières, intensifier les programmes de vulgarisation du contrôle familial, combattre légalement les coutumes ancestrales favorisant les mariages précoces, créer des services de consultation et d'orientation pour aider les élèves à planifier leur carrière, interdire les activités commerciales aux filles d'âge scolaire, poursuivre les recherches dans huit domaines spécifiques intéressant l'éducation des filles.
5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer les conditions d'accès et de participation et l'équité en matière d'éducation ; (ii) améliorer et contrôler la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.
6. FINALITÉS : Fournir une documentation de base au programme de l'Unité d'éducation des filles.
7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : Le ministère, la communauté des chercheurs, les institutions et les partenaires spécialisés de l'aide au développement.
8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Diffusion des conclusions, formulation et mise en œuvre des politiques et développement des ressources humaines.
9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Toutes les recommandations étaient applicables.
10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : L'Unité d'éducation des filles a utilisé les conclusions de l'étude pour planifier ses programmes.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Les responsables ont estimé que l'étude répondait tout à fait aux besoins éducatifs de l'époque.
12. IMPACT : L'impact reste à préciser.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Toutes les recommandations découlent des conclusions de l'étude.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les recommandations sont conformes aux objectifs fixés.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Document de très grande qualité, qui apporte une contribution remarquable à la formulation d'une politique de l'éducation des filles.

Strengthening information management capacity — the Ministry of Education, Ghana

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Simon Ju

ANNÉE : 1994

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Division de la main-d'œuvre

THÈME DE L'ÉTUDE : Gestion des données et de l'information au sein du ministère et du secteur de l'éducation

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : USAID

ORGANES D'EXÉCUTION : Consultant

1. OBJECTIFS : Améliorer le traitement des statistiques et les opérations informatiques au sein du ministère et du secteur de l'éducation. Doter la Division de la planification, du budget, du contrôle et de l'évaluation (PBME) d'une capacité d'analyse des politiques et de planification stratégique. Créer une architecture globale de l'information en vue d'élaborer un système de gestion de l'information au sein du ministère.

2. MÉTHODOLOGIE : Aucune information n'est fournie sur la méthode de collecte des données utilisée pour cette étude. D'après la liste des personnes et des organisations figurant en annexe, il est probable que plusieurs personnalités du ministère, dont le Ministre lui-même, ont été interviewées. Cette documentation a pu être complétée par des références documentaires et des observations.

3. CONCLUSIONS : Seuls quelques bureaux du ministère sont équipés d'ordinateurs, lesquels sont d'ailleurs sous-utilisés faute d'une formation adéquate de la majorité des employés. Pour bien s'acquitter de sa mission et développer ses activités, la Division PBME a besoin d'une information à jour fournie par le service des statistiques. Les retards dans la transmission de cette information au cours des dernières années ont gravement entravé l'action du Ministère et du secteur.
4. RECOMMANDATIONS : Améliorer les opérations de recensement pour faciliter la production de publications sur l'éducation. Adresser les formulaires de recensement au ministère à intervalles réguliers. Développer la capacité institutionnelle d'analyse des politiques et de planification stratégique de la Division. Créer une architecture globale de l'information pour servir de cadre au système d'information du Ministère et du secteur correspond à une nécessité.
5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : Améliorer l'efficacité de la gestion.
6. FINALITÉS : Améliorer la qualité de l'éducation par une réorientation des politiques en vue d'une meilleure planification et d'une exécution des programmes.
7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : Ministère de l'éducation.
8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Les conclusions et les recommandations de l'étude ont été transmises à tous les responsables du Ministère de l'éducation.
9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations ont été jugées applicables et ont été partiellement appliquées.
10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Création d'un centre informatique.
11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : L'étude est apparue comme un instrument très utile pour une planification meilleure et plus précise.
12. IMPACT : Informatisation du système de gestion du Secteur de l'éducation.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Il existe une corrélation étroite entre les conclusions et les recommandations de l'étude.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les recommandations apportent des réponses aux questions soulevées au stade des objectifs.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Cette étude vient à point et constitue un instrument important pour une planification et une gestion effectives du programme FCUBE. Même si la méthode employée n'est pas précisée, la liste des conclusions et les recommandations qu'elles inspirent tendent à prouver que la recherche a été menée de manière approfondie en utilisant des méthodes appropriées.

Résumés de 11 à 20

Evaluation of junior secondary schools established in Ghana between 1976 and 1981

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : J. K. Adu et J. J. K. Baku

ANNÉE : 1990

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Évaluation d'un programme expérimental

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : Division de la recherche et du développement des programmes du Ministère de l'éducation (CRDD)

ORGANES D'EXÉCUTION : CRDD

1. OBJECTIFS : L'étude portait sur la nature, l'exécution et l'impact du programme d'écoles secondaires du premier cycle (JSS) mis en place au Ghana. L'objectif était de fournir une information ciblée et critique sur les origines, les objectifs et la philosophie du programme, les modalités de sa mise en œuvre, les matières enseignées, la formation initiale des élèves, leurs acquis et leur parcours post scolaire.

2. MÉTHODOLOGIE : L'enquête a porté sur les 18 établissements secondaires du premier cycle créés entre 1976 et 1981, dont 16 étaient devenus depuis des établissements secondaires du second cycle. Après découpage du pays en trois zones, on a sélectionné deux établissements par zone. La population cible de l'enquête était formée d'élèves, d'enseignants, de parents, d'animateurs communautaires et de chefs d'établissement d'enseignement supérieur. Cette enquête a été complétée par une analyse de la documentation existante.

3. CONCLUSIONS : Les objectifs du programme JSS étaient clairs et précis. Le programme d'enseignement était ambitieux, mais les ressources utilisées, tant humaines que matérielles, étaient insuffisantes. Le travail d'apprentissage concret pour l'acquisition de compétences n'a pu être entrepris en raison de l'insuffisance des matériaux de base et du temps disponible pour les travaux pratiques. Les responsabilités d'exécution du programme n'étaient pas clairement précisées, notamment au niveau des administrateurs. Une politique d'admission trop laxiste tendant à dévaluer les examens d'entrée n'a pas permis de sélectionner les élèves les plus compétents et les plus aptes à suivre l'enseignement. L'existence d'une filière parallèle au niveau de l'enseignement secondaire traditionnel susceptible d'accueillir les jeunes issus du JSS a pu les encourager à opter pour les études purement théoriques par opposition à l'enseignement technique et professionnel. Les personnes interrogées, tout en approuvant en principe le programme JSS, ont exprimé des réserves quant à sa mise en œuvre totale ou partielle.

4. RECOMMANDATIONS : Un effort intensif d'éducation du public aurait dû précéder la mise en œuvre du projet. À chacune des trois étapes de l'innovation pédagogique (planification, mise en œuvre et résultat final), prévoir des éléments de contrôle et d'évaluation intégrés. Prendre des mesures adéquates pour fournir aux établissements les intrants de base en temps voulu. Organiser des cours de recyclage des enseignants sur une base régulière et périodique (au moins tous les deux ans). La formation préalable des enseignants devrait correspondre étroitement aux contraintes actuelles de la profession. Impliquer pleinement les collectivités locales et les individus dans la réalisation du programme pour mobiliser les moyens matériels de sa mise en œuvre. À l'avenir, éviter de se lancer dans un programme d'innovation pédagogique avant d'en avoir explicitement défini les grandes lignes et les moyens d'action. Prévoir un système efficace d'approvisionnement et de distribution des fournitures aux établissements scolaires. Compléter tous les processus nécessaires à l'élaboration des programmes d'enseignement, y compris les tests d'évaluation des matériels, avant le début de leur mise en œuvre. À l'avenir, innover en matière d'éducation de base à partir du niveau du primaire. Pour les rendre efficaces, intégrer dans les programmes d'enseignement technique ou professionnel un système permanent d'orientation pédagogique. Rattacher les programmes éducatifs destinés aux élèves issus du JSS au programme JSS. Élaborer des arrangements appropriés et efficaces pour mobiliser et retenir les diplômés du JSS qui ne souhaitent pas s'orienter vers d'autres institutions d'enseignement formel. Créer de toute urgence un système efficace et souple de contrôle pour superviser l'ensemble de la mise en œuvre du programme.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer l'efficacité de la gestion ; (ii) améliorer et contrôler la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; (iii) adapter l'enseignement aux besoins économiques du pays.

6. FINALITÉS : Satisfaire une demande urgente d'information. Améliorer la qualité du processus éducatif. Influencer les politiques. Évaluer le projet en cours.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : Ministère de l'éducation et gouvernement du Ghana.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Diffusion des conclusions.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations ont été partiellement appliquées.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Non communiqué.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : D'après le commanditaire, l'étude visait à améliorer les programmes et la mise en œuvre des réformes.

12. IMPACT : Amélioration des programmes.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations reflètent les conclusions de l'étude.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Il existe un lien évident entre les objectifs et les conclusions.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Étude sérieuse et pertinente mettant en lumière des problèmes fondamentaux.

Evaluation of the equity improvement programme in Ghana

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : J. J. K. Baku et E. K. Myers

ANNÉE : 1994

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Évaluation d'impact du Programme pour l'amélioration de l'équité (EIP)

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : USAID/Ghana

ORGANES D'EXÉCUTION : Consultant

1. OBJECTIFS : Évaluer l'impact du processus de mise en œuvre de l'EIP et en apprécier l'efficacité.

2. MÉTHODOLOGIE : Enquête par échantillon dans les 10 régions du pays sous forme de questionnaires, d'interviews et de discussions ciblées faisant appel aux techniques d'analyse qualitative et quantitative des données.

3. CONCLUSIONS : À l'exception du projet Bibliothèques, tous les projets pilotes ont obtenu les résultats escomptés. La diffusion de l'information a été satisfaisante pour tous les projets, sauf le projet Bibliothèques. La mise en œuvre s'est déroulée conformément au plan cadre élaboré. Les deux projets les plus satisfaisants en termes de participation communautaire ont été le concours pour l'amélioration du taux de rétention et le projet Mobilier scolaire. Une meilleure coordination est souhaitable entre les responsables du Programme et ceux des districts d'implantation des projets en ce qui concerne le transfert des enseignants. En termes de coût-efficacité, le projet Bicyclettes et le concours pour l'amélioration du taux de rétention se détachent du lot. En général, on a pu constater une amélioration des conditions d'accès à l'éducation des jeunes tout juste scolarisés et de ceux qui avaient abandonné l'école. Cet effet était particulièrement marqué pour les projets concernant le mobilier scolaire et les bourses. Tous les projets (même le projet Bibliothèques) ont eu un effet positif sur le taux de rétention, cet effet étant plus marqué pour les filles avec le projet Bourses. Les communautés se sont révélées parfaitement capables de soutenir les projets. Ceux-ci, en particulier ceux relatifs au logement, aux bicyclettes et au mobilier scolaire, ont été très efficaces pour attirer et retenir les enseignants dans les régions isolées et améliorer la qualité de

l'enseignement dans les écoles.

4. RECOMMANDATIONS : La valeur des bourses devrait être revue à la hausse et le premier versement représenter au moins 60 % du montant total. Les résultats positifs du projet Bourses et des autres projets devraient être communiqués aux Assemblées de district pour les inciter à appliquer le Programme dans leurs juridictions. Les enseignants bénéficiaires du projet Bicyclettes devraient être informés sans délai que les bicyclettes font partie de l'équipement scolaire et ne peuvent donc être traitées comme une propriété personnelle. Les demandes de transfert dans les écoles du projet ne devraient être prises en compte que si les enseignants concernés ne sont pas déjà affectés à une école rurale. Le taux de rétention doit être apprécié de façon relative et non dans l'absolu. L'aura protectrice dont les chefs d'établissement ont entouré les livres de la bibliothèque doit être démystifiée pour inciter les élèves à les consulter librement. Tous les enseignants doivent être impliqués dans la gestion de la bibliothèque. La version révisée du projet Logement, qui consiste à construire une unité de logement pour quatre enseignants, devrait être étendue à six personnes. Dans un souci d'économie, il conviendra de construire une fosse septique aérée et améliorée pour les six occupants au lieu d'un WC par appartement. Sauf s'il existe des plans concrets d'électrification rurale, il n'est pas nécessaire de prévoir d'installation électrique. Tous les responsables de district devraient être familiarisés avec les objectifs de ce projet et les conditions indispensables à leur réalisation. Le choix du site des futurs projets devra être précédé par la collecte et l'analyse de données de base afin d'identifier les établissements qui ont les plus gros problèmes d'accès et d'abandon scolaires.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer l'efficacité de la gestion ; (ii) améliorer l'accès, la participation et l'équité en matière d'éducation ; (iii) améliorer et préserver la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.

6. FINALITÉS : Justifier le versement de la dernière tranche de financement du Programme. Créer des informations pour orienter le processus de formulation, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : Unité d'exécution du projet MDE/GES.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Les conclusions de l'étude ont été dûment diffusées.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations ont été reconnues applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Il a été signalé que les recommandations avaient été appliquées. Des modifications ont été apportées aux mallettes pédagogiques destinées à améliorer le processus d'apprentissage.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Tout à fait adaptée aux besoins de l'époque.

12. IMPACT : Amélioration qualitative de l'accès à l'éducation de base.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations s'inspirent des

conclusions de l'étude.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les conclusions et les recommandations correspondent aux objectifs de l'étude.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Étude d'un très haut niveau dont les décideurs et les agents d'exécution estiment qu'elle a largement facilité le processus éducatif.

Factors influencing school enrolment and the health of school-age children — Afram Plains, Eastern

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Alice Fentima

ANNÉE : 1996

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Impact de la santé de l'enfant, notamment de sexe féminin, sur le processus éducatif au niveau de l'éducation de base

CHAMP DE L'ÉTUDE : Étude transsectorielle limitée aux plaines d'Afram et en particulier au circuit Amankwa où les maladies endémiques frappent de nombreux enfants d'âge scolaire

COMMANDITAIRES : L'UNICEF (avec la collaboration technique et l'assistance du Partnership of Child Development, Oxford)

ORGANES D'EXÉCUTION : Consultant

1. OBJECTIFS : Étudier les problèmes sanitaires des enfants d'âge scolaire, les contraintes socio-économiques qui pèsent sur l'éducation et les causes de la disparité entre filles et garçons en matière d'éducation. L'objectif final était de fournir des données concrètes aux décideurs pour les aider à impulser, infléchir et mettre en œuvre les politiques de santé et de scolarisation des enfants, en particulier des filles.

2. MÉTHODOLOGIE : Étude comparative des populations d'enfants scolarisés et non scolarisés par tranche d'âge et par sexe, effectuée à partir d'échantillons représentatifs.

3. CONCLUSIONS : Le schistosome haematobium est très répandu chez les enfants recensés le long du lac Volta ; plus de 90 % des enfants de certains établissements proches du lac souffrent d'hématurie ; l'incidence est particulièrement forte chez les enfants non scolarisés âgés de 12 à 14 ans (80 %) contre 14 % pour les enfants scolarisés du même âge. L'anémie est très répandue, surtout chez les enfants du primaire. Les sujets sont généralement de petite taille pour leur âge par comparaison avec les critères internationaux de référence et plus de 50 % des enfants âgés de 6 à 7 ans non scolarisés dans le primaire ont des problèmes de

croissance.

4. RECOMMANDATIONS : Améliorer systématiquement le dialogue et la liaison entre les ministères de l'éducation et la santé, les autorités régionales, le district et les communautés. Accroître le nombre d'enseignants spécialisés dans le circuit Amankwa. Faciliter l'accès des enfants aux établissements scolaires, et notamment des filles. Utiliser l'école comme plate-forme pour diffuser des informations sur la santé et évaluer, contrôler et améliorer le bien-être des enfants d'âge scolaire.
5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer l'accès, la participation et l'équité en matière d'éducation ; (ii) utiliser l'éducation pour améliorer la santé des enfants d'âge scolaire.
6. FINALITÉS : Combattre la baisse des normes éducatives et améliorer la qualité du processus éducatif.
7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : Ministère de l'éducation et gouvernement du Ghana, instituts de recherche et ONG.
8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Communication des rapports aux autorités compétentes pour en diffuser les conclusions.
9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient réalistes et applicables.
10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : L'UNICEF a utilisé l'étude pour rédiger un document à l'intention des zones défavorisées.
11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Tous les décideurs interrogés ont déclaré que l'étude correspondait à des besoins actuels. Les responsables se sont fortement impliqués en communiquant les documents dont ils disposaient.
12. IMPACT : Amélioration des programmes.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations s'inspirent directement des conclusions de l'étude.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les recommandations reflètent les objectifs de l'étude.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Étude importante qui préconise un effort systématique en vue d'améliorer le dialogue et la liaison entre les ministères de l'éducation et de la santé, les autorités régionales et de district et les communautés.

The impact of the educational reforms on teacher job performance at basic education level

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : John Nyoagbe

ANNÉE : 1993

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : L'enseignant dans le contexte du programme de réforme de l'éducation

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : Association nationale des enseignants du Ghana (GNAT)

ORGANES D'EXÉCUTION : GNAT

1. OBJECTIFS : Examiner en quoi les politiques et les programmes de réforme de l'éducation ont eu une incidence sur : la préparation théorique et active des enseignants à la réforme ; leur charge de travail (préparation des cours, travail en classe, évaluation des résultats de l'apprentissage, effectifs par classe) ; les activités extrascolaires telles que la préparation et l'organisation de manifestations culturelles et de rencontres sportives ; la mobilisation sociale des membres de la communauté et des ressources communautaires ; la politique de partage des coûts (frais d'examen, recyclage des manuels, etc.).

2. MÉTHODOLOGIE : Enquête sur un échantillon d'enseignants ayant exercé dans le cadre de la réforme pendant au moins deux ans et qui ont été tirés au sort dans les dix régions du pays. Renseignements obtenus à partir d'un questionnaire rempli par les intéressés.

3. CONCLUSIONS : Les personnes interrogées ont souligné l'absence d'un débat approfondi avant l'application réelle de la réforme. Si le niveau professionnel des enseignants était suffisant pour la mise en œuvre effective des réformes, ils n'étaient pas assez nombreux pour certaines des matières du nouveau programme. La réforme s'est traduite pour eux par un surcroît de travail (préparation des cours et évaluation du travail des élèves). L'idée que les membres de la communauté étaient tout disposés à aider l'école dans les régions où les élèves et les enseignants en auraient eu besoin est contestée par ces derniers. Les classes sont généralement surpeuplées avec parfois plus de 60 élèves par classe. Le nouveau système de prêt payant semble favoriser l'abandon scolaire. Les performances dans des activités parascolaires comme les sports et les jeux se sont améliorées. La plupart des personnes interrogées paraissent incapables de dire si la réforme a contribué à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.

4. RECOMMANDATIONS : Les enseignants concernés devraient bénéficier d'une formation professionnelle permanente, quel que soit leur niveau de qualification universitaire et professionnelle. Il faut sélectionner avec discernement les candidats aux écoles normales, l'accent étant mis sur les compétences pédagogiques et méthodologiques. Compte tenu du manque d'enseignants dans l'enseignement technique et professionnel, la pédagogie devrait figurer au programme des instituts polytechniques. Des mesures devraient être prises pour

améliorer le moral des enseignants. Il faut encourager une participation accrue du secteur privé dans l'éducation, à charge pour le gouvernement de fournir l'appui technique et matériel nécessaire. L'effectif par classe ne devrait pas dépasser 40 élèves. Dans le primaire et particulièrement en milieu rural où certaines classes comptent moins de 18 élèves, il faudrait prévoir de regrouper les classes afin de réduire le nombre des enseignants. Les subventions gouvernementales devraient être réservées aux zones les plus défavorisées, qui devront être sélectionnées selon des critères objectifs. Les parents devraient être encouragés à moduler le paiement des frais de scolarité en fonction de la conjoncture saisonnière (période des moissons ou de la pêche). Il faudrait également les encourager à se procurer des manuels réutilisables d'une année sur l'autre, de façon à réduire les coûts.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Amélioration et contrôle de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; (ii) amélioration de la gestion ; (iii) amélioration de l'accès, de la participation et de l'équité en matière d'éducation.

6. FINALITÉS : Montrer en quoi les nouvelles orientations de la réforme affectent la charge de travail des enseignants et leur attitude envers les réformes en général.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Non communiqué.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient largement applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST

CONNUE/ACCEPTÉE : Non communiqué.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : L'étude est considérée comme très pertinente.

12. IMPACT : Non communiqué.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations sont conformes aux conclusions de l'étude.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les recommandations étaient liées aux objectifs.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Étude de très haut niveau, d'un grand intérêt pédagogique.

Report of the education review committee on pre-tertiary education

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Anet De Heer-Amissah *et al.* (Commission de suivi des réformes de l'éducation)

ANNÉE : 1994

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Enseignement pré-universitaire

THÈME DE L'ÉTUDE : Examen de la structure et de la teneur des réformes de l'enseignement mis en œuvre à partir de 1987

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : MDE/gouvernement du Ghana

ORGANES D'EXÉCUTION : Commission du suivi de la réforme de l'éducation composée de 30 membres représentant le Ministère, le gouvernement, les consultants et les conseillers techniques, les professeurs d'université, les enseignants, les associations religieuses et les organisations pédagogiques

1. OBJECTIFS : Passer en revue les grandes lignes de réforme en vue d'élaborer des structures et des programmes réalistes pour mieux atteindre les principaux objectifs fixés.

2. MÉTHODOLOGIE : Collecte de données essentiellement sous forme d'analyse de la documentation existante, à savoir mémorandums, rapports, programmes d'étude et manuels scolaires au Ghana ; contribution éventuelle de l'IRI à l'expérience ghanéenne en matière de programmes de téléenseignement radiophonique ; bilan des ressources institutionnelles et humaines susceptibles de permettre au Ghana d'élaborer un programme IRI.

3. CONCLUSIONS : Les mauvais résultats de l'apprentissage constatés dans le cadre des réformes s'expliquent par diverses raisons : faible niveau de l'enseignement ; temps perdu du fait de l'absentéisme des enseignants et des élèves ; contenu pléthorique des programmes et des manuels ; méthodologie d'apprentissage inadaptée, liée à la pénurie d'enseignants dûment formés et qualifiés pour certaines matières comme les sciences, les mathématiques et l'enseignement technique et professionnel ; mauvaise qualité de l'inspection. La majeure partie des élèves sortant du primaire sont mal préparés à aborder le premier cycle du secondaire et ceux qui sortent du premier cycle sont mal préparés à aborder le second cycle. L'éducation religieuse des enfants est une exigence incontournable, en particulier dans les années de formation (de 6 à 15 ans). Pourtant, cet enseignement n'a pas la place qui lui revient dans les horaires des établissements d'éducation de base. L'étude des langues ghanéennes et du français est négligée.

4. RECOMMANDATIONS : Il faut modifier la structure de grades dans l'enseignement primaire et secondaire et passer du 6-3-3 au 6-3-4, la durée du cycle supérieur d'enseignement secondaire étant prolongée de trois à quatre ans. Si l'on maintient néanmoins la durée de trois ans, ceux qui n'ont pu terminer le cycle en trois ans devraient pouvoir faire une quatrième année. Les matières principales du second cycle devraient être ramenées à quatre. Toutefois, chaque matière de base devra être restructurée de façon à assurer la base d'enseignement général nécessaire aux étudiants du second cycle. Les possibilités de combiner les matières

(notamment l'instruction artistique) devraient être suffisamment souples pour inciter les étudiants à choisir comme matières à option le français, l'enseignement religieux ou les langues locales. L'option mathématique devrait être obligatoire pour tous les étudiants en sciences combinée avec deux ou trois matières comme la chimie, la physique ou la biologie. De même, il est recommandé de revoir la combinaison des matières dans les programmes d'enseignement agricole et technique afin de tenir compte à la fois des besoins de ceux qui n'iront pas plus loin et de ceux qui accéderont à l'enseignement supérieur. Une réduction du nombre des matières dans le premier et le second cycle de l'enseignement secondaire a été recommandée. La liste effective des matières à chaque niveau figurait dans le rapport. Il a été également recommandé de calculer l'importance relative de chaque matière. L'éducation religieuse devrait occuper une place prééminente dans l'emploi du temps de l'enseignement de base. Tout Ghanéen devrait savoir parler, lire et écrire une des langues du pays. L'enseignement de ces langues doit donc être une matière obligatoire de l'enseignement de base. Elles doivent être le vecteur de l'enseignement jusqu'au début du primaire. L'évaluation continue doit permettre de déterminer le niveau des élèves à l'occasion des examens, que ce soit le certificat d'éducation de base (BECE) ou le certificat de fin d'études secondaires (SSSCE). Toutefois, le coefficient des notes d'évaluation continue devrait être ramené à 30 % (au lieu de 40 %) du total des notes de fin d'études. Afin d'améliorer le processus d'enseignement et d'apprentissage, et donc la qualité de l'éducation à tous les niveaux et dans tous les établissements, il est recommandé de renforcer l'efficacité de la gestion et du contrôle des établissements scolaires, notamment par des aménagements structurels, et de supprimer les inégalités entre les villes et les campagnes de façon à favoriser la participation des collectivités, des assemblées de district, des chefs traditionnels et des associations religieuses.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer la gestion ; (ii) décentraliser et viabiliser les structures de gestion ; (iii) améliorer l'accès, la participation et l'équité en matière d'éducation ; (iv) améliorer et contrôler la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; (v) adapter l'enseignement aux besoins économiques du pays.

6. FINALITÉS : Améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; s'attaquer au problème de l'abandon scolaire et de l'illettrisme à l'école ; lutter contre la baisse des normes en matière d'éducation ; élaborer des systèmes plus efficaces de gestion de l'information ; réformer l'enseignement et contrôler la mise en œuvre du programme de réforme en cours.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : Gouvernement du Ghana/MDE.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Diffusion des résultats de l'étude, formulation et mise en œuvre des politiques, développement des ressources humaines et création de conditions propices à l'amélioration de la gestion.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Révision des programmes. Réduction du nombre des matières enseignées dans le secondaire. Création d'une faculté en externat. Augmentation des effectifs féminins à l'université. Collaboration étroite des représentants du Ministère et du gouvernement

avec les chercheurs pour mettre à leur disposition des documents et leur accorder des interviews.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Étude très pertinente dont les conclusions ont modifié les bases de l'examen de la réforme de l'éducation en cours.
12. IMPACT : Amélioration des programmes et de la qualité de l'éducation ; amélioration des conditions d'accès et du taux de rétention ; réorientation de la réforme au niveau de l'administration et de l'élaboration des programmes de l'éducation de base et relance du processus en cours.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations de l'étude sont conformes aux conclusions.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Il existe un lien de causalité étroit entre les objectifs, les conclusions de l'enquête et les recommandations formulées.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Cette étude répondant aux besoins effectifs en matière d'éducation a mis en lumière de réelles carences et suggéré des solutions.

The effects of structural adjustment on the education sector in Africa: the case of Ghana

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Ulf Fredriksson, Alfred Fumador et John Nyoagbe

ANNÉE : 1998

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Tous les sous-secteurs de l'éducation, de l'enseignement de base à l'enseignement supérieur

THÈME DE L'ÉTUDE : Impact du programme d'ajustement structurel sur le fonctionnement du secteur de l'éducation

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : Internationale de l'éducation (IE)

ORGANES D'EXÉCUTION : IE, en collaboration avec le GNAT, l'Association des enseignants et travailleurs de l'éducation du Ghana et le Lärarforbunden (Suède). Étude réalisée sous l'égide des associations, avec l'appui technique de l'organisation commanditaire

1. OBJECTIFS : Collecter un maximum d'informations sur les effets des programmes d'ajustement structurel sur l'éducation nationale en vue de rédiger une étude détaillée. Ébaucher des stratégies alternatives sur l'éducation et l'ajustement structurel à l'intention des syndicats d'enseignants. Sensibiliser les organisations

membres aux problèmes liés à l'ajustement structurel par le biais d'activités éducatives.

2. MÉTHODOLOGIE : Le choix du Ghana pour réaliser cette étude a été dicté à l'IE par les considérations suivantes : le pays est cité par la Banque mondiale comme un bon exemple des effets positifs de l'ajustement structurel ; le Ghana dispose d'une forte tradition syndicale et témoigne d'une certaine ouverture démocratique. L'étude a été réalisée sous la forme d'une enquête qui s'est déroulée en trois phases, de 1996 à 1998. Les informations tirées de l'enquête ont été complétées par l'analyse de la documentation pertinente.

3. CONCLUSIONS : *Modalités de l'ajustement structurel.* L'ajustement structurel a affecté le taux de change de la monnaie locale (cedi). Une dévaluation nominale progressive du taux officiel du cedi est intervenue entre 1983 et 1986, avec passage d'un taux fixe à un taux flexible déterminé par le marché. La politique commerciale a également été affectée, la libéralisation des échanges modifiant l'équilibre des recettes et des dépenses publiques. Tout en s'efforçant d'accroître ses revenus par l'adoption d'un système simplifié et rationnel d'imposition, le gouvernement a limité ses dépenses en réduisant la main-d'œuvre dans les services publics et le secteur semi-public. La suppression des subventions aux biens produits de première nécessité et à l'agriculture a entraîné une hausse du prix des denrées de base et des services médicaux.

Effets de l'ajustement structurel. L'impact direct de l'ajustement structurel sur l'éducation est lié aux décisions financières du gouvernement et à leurs répercussions sur le secteur de l'éducation. Ces conséquences sont les suivantes : la baisse des revenus des familles les a obligées à retirer de l'école certains enfants parce qu'elles ne pouvaient pas payer leurs frais de scolarité ou parce qu'elles avaient besoin de leur force de travail. La baisse du revenu réel des enseignants du fait des ajustements structurels a entraîné une hémorragie des compétences du secteur de l'éducation vers des secteurs plus attractifs. D'où un fléchissement qualitatif du niveau scolaire. Les enseignants restés en poste ont souvent dû compléter leurs revenus par une activité d'appoint, d'où un accroissement de l'absentéisme et une certaine désaffection des enseignants vis-à-vis de leur travail. Ces effets cumulatifs de l'ajustement structurel sont cause d'une baisse du taux de scolarisation, qui a affecté en priorité les enfants des couches les plus pauvres de la population.

4. RECOMMANDATIONS : L'étude ne formule pas de recommandations mais reprend le point de vue des diverses organisations ou institutions consultées et des personnalités interviewées, à savoir : la mise en œuvre des politiques d'ajustement devrait être moins brutale et conçue de toute façon pour protéger les couches sociales les plus vulnérables. L'ajustement structurel doit être considéré comme un processus continu et non comme une solution ponctuelle. Les ajustements ne pourront améliorer les conditions de vie de la population que s'il existe un consensus sur les mesures adoptées. Tous les secteurs de la population doivent donc être associés à la discussion de ces mesures. La tendance à affecter de plus en plus d'enseignants à des postes purement administratifs doit être découragée car elle affecte les possibilités de recrutement du personnel non enseignant dans le secteur de l'éducation. Un débat national sur le financement de l'éducation s'impose dans la mesure où il est évident que le gouvernement central ne peut à lui seul en assumer la totalité. Le Conseil des services de l'éducation du Ghana doit être réactivé conformément aux vœux du GNAT.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer la gestion ; (ii) améliorer

l'accès, la participation et l'équité en matière d'éducation ; (iii) améliorer le financement de l'éducation à tous les niveaux.

6. FINALITÉS : Dégradation des standards d'éducation et problèmes de financement de l'éducation.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE/GES et GOG.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Les rapports ont été transmis aux autorités compétentes pour en diffuser les résultats.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Cette étude visait à sensibiliser les autorités ghanéennes aux problèmes du secteur.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : On ne signale aucune action consécutive à cette étude, mais les décideurs ont joué un rôle très actif au niveau de l'information (communication des documents).

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Cette étude a permis de sensibiliser l'opinion à l'impact des politiques d'ajustement structurel sur le secteur de l'éducation.

12. IMPACT : Meilleure sensibilisation aux répercussions des politiques d'ajustement structurel sur le secteur de l'éducation.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations découlent directement des conclusions de l'étude.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les conclusions et recommandations sont conformes aux objectifs de l'étude.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : Cette étude est importante car elle a permis une sensibilisation nécessaire au rôle de l'ajustement structurel dans le secteur de l'éducation.

Study on conditionalities in the education sector

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Joshua Baku et R. Gbadamosi

ANNÉE : 1996

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Conditionnalités établies par les agences d'aide bilatérales et multilatérales en vue

d'influencer la prise de décision et le comportement des gouvernements destinataires

CHAMP DE L'ÉTUDE : Étude de cas concernant les conditionnalités

COMMANDITAIRES : USAID, Washington

ORGANES D'EXÉCUTION : ROCARE

1. OBJECTIFS : Impact des conditionnalités dans les projets à financement étranger

2. MÉTHODOLOGIE : Enquête, analyse de documents et discussions de groupe

3. CONCLUSIONS : L'aide financière consentie par un donateur comporte tacitement des conditionnalités. Celles-ci visent généralement à obtenir du destinataire une action qui contente le donateur. Les conditionnalités naissent presque toujours d'une série de problèmes ressentis ou identifiés, faisant l'objet d'un financement et auxquelles le pays receveur n'a pas réellement répondu. Les conditionnalités peuvent également surgir lorsque les donateurs prennent l'initiative d'identifier des questions cruciales/zones de problèmes auxquels ils souhaitent répondre en insistant pour que le pays receveur adopte des mesures adéquates. Lorsque le pays receveur a des problèmes clairement identifiés, il est relativement aisé d'établir un consensus entre donateurs et pays destinataire quant à l'adoption et l'application des conditionnalités. Celles qui sont proposées par le seul donateur, comme moyen de garantir que les demandes de fonds pour soutenir à un projet sont justifiées, peuvent être source de désaccord, car le pays receveur peut ne pas en ressentir la nécessité. Les pays cherchent à financer des programmes ; les donateurs, désireux d'assurer le succès du programme, imposent des conditionnalités. Dans la définition des conditionnalités du PREP, le GES n'était pas pleinement engagé, bien qu'il soit la principale agence de mise en œuvre du projet.

4. RECOMMANDATIONS : Les conditionnalités de programme devraient être formulées à la fois par le donateur et le pays receveur, par souci de clarté et pour lever toute ambiguïté. Il n'est pas forcément judicieux de demander au gouvernement d'apporter des fonds de contrepartie. Les conditionnalités doivent être flexibles afin d'être révisées ou amendées si nécessaire au cours de leur mise en œuvre. L'équipe chargée d'élaborer les conditionnalités doit comprendre un spécialiste ou un évaluateur éducatif afin d'éviter des conditionnalités irréalistes comme ce fut le cas pour le CRT. Les conditionnalités ne doivent pas devenir la cible en elles-mêmes mais plutôt un instrument d'action, car le fait de satisfaire aux conditionnalités n'indique pas forcément que des résultats substantiels aient été accomplis en relation avec le programme. Dans la conception et la formulation d'une conditionnalité, il importe de prendre en compte la culture de ses bénéficiaires ou utilisateurs finaux. Dans l'application d'une conditionnalité, le facteur humain, point crucial à prendre en considération, doit être intégré convenablement. Le calibre des personnes chargées de l'application des détails des conditionnalités est également important. Les conditionnalités doivent comporter des éléments d'évaluation internes et externes. Il est nécessaire de formuler clairement les objectifs des conditionnalités afin que tout personnel engagé dans les activités d'un programme connaisse son rôle et le résultat attendu.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES

OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer la gestion pour une meilleure efficacité ; (ii) garantir l'utilisation judicieuse des fonds ; (iii) améliorer le partenariat entre donateur et pays receveurs.

6. FINALITÉS : Non respect des normes éducatives et crise du financement éducatif.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE/GES, institutions scientifiques et ONG.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Diffusion du rapport.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations sont réalisables et guideront les donateurs et les receveurs dans les accords de prêt.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Données non disponibles.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : L'étude a représenté un apport important par ses conseils concernant la signature de prêts étrangers pour des projets éducatifs.

12. IMPACT : L'étude a permis de sensibiliser l'opinion à la question de la négociation de prêts pour des projets éducatifs.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations se sont inspirées des conclusions.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les résultats et les recommandations répondent aux objectifs de l'étude.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : L'étude est de bonne qualité et met au jour les conditions attachées aux prêts étrangers et leurs implications.

Interactive radio instruction (IRI) in Ghana

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Michael Laflin, Stuart Leigh et Mitch Kirby

ANNÉE : 1994

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation de base

THÈME DE L'ÉTUDE : Améliorer la qualité de l'instruction de l'éducation de base par l'utilisation de la radio

CHAMP DE L'ÉTUDE : Quatre sites d'étude (Accra, Cape Coast, Apam et Winneba)

COMMANDITAIRES : Learn Tech Project, États-Unis

ORGANES D'EXÉCUTION : Une équipe composée de trois consultants étrangers, l'un résidant aux États-Unis, un en Afrique du Sud et un autre à Accra

1. OBJECTIFS : En tant qu'étude de faisabilité, le projet cherchait à déterminer si les responsables politiques ghanéens étaient intéressés par l'IRI et si l'IRI pouvait améliorer l'enseignement et l'apprentissage d'une éducation primaire.

2. MÉTHODOLOGIE : Non disponible.

3. CONCLUSIONS : Il semble que le MDE, le Ministère de l'information, les institutions éducatives et les groupes professionnels consultés aient exprimé un fort soutien à l'IRI en réponse au scepticisme initial des personnels sur le terrain. Il n'était pas possible dans l'état actuel des moyens de créer le projet IRI. Le développement d'une telle capacité demanderait quelques mois de formation intensive, suivis de séances d'apprentissage sur le terrain par des professionnels de l'IRI. Les programmes d'IRI seraient fort utiles, tant aux élèves du cycle primaire qu'aux étudiants des centres d'enseignement à distance. À l'époque de l'étude, il s'est trouvé que les émissions d'anglais de l'IRI concordaient avec le programme d'anglais du cycle primaire au Ghana. Cependant, l'équipe de recherche n'était pas en mesure d'indiquer si ce serait le cas pour le programme de mathématiques de l'IRI ou " futur programme de mathématiques en primaire ". Les transmetteurs FM disponibles permettraient de conduire un projet pilote régional dans le secteur nord et, dans une certaine mesure, dans le secteur sud sans passer par les ondes courtes. L'achat de temps d'antenne sur les ondes courtes permettrait de toucher des régions non couvertes par la FM, et d'établir ainsi un programme d'IRI à l'échelle nationale. Ce serait également un test utile de diffusion multibande.

4. RECOMMANDATIONS : Il serait bon qu'un projet pilote précède la réalisation complète, à l'échelle nationale, du projet. Il conviendrait que le GBC modernise l'équipement du studio et prenne en compte les recommandations de cette étude. Le studio doit être réorganisé de façon à ce que les producteurs de l'IRI puissent assurer une diffusion continue. Il est souhaitable de modifier le plan de la Banque mondiale pour le développement de la FM en vue de procéder à l'installation rapide de transmetteurs autonomes (qui ne nécessitent pas de construire des studios), faisant office de répéteurs à l'échelle nationale afin d'améliorer l'accès à l'IRI et à d'autres programmes éducatifs sur la FM, relié à Accra. Le projet IRI doit être conçu et réalisé en coopération avec la division de diffusion scolaire de la GBC. Mais l'appropriation du projet doit se faire en accord avec le MDE, ce qui est réalisable sans difficulté si les équipes de programme, de rédaction et de production travaillent en étroite collaboration. Il faut s'atteler sérieusement à la mise sur pied d'un dispositif bien coordonné de rédaction, de diffusion de formations aux enseignants et d'évaluation.

5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer la gestion pour une meilleure efficacité ; (ii) garantir une meilleure qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; (iii) améliorer l'accès, la participation et l'équité.

6. FINALITÉS : Non-respect des normes éducatives.
7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE/GES, institutions scientifiques et ONG.
8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Diffusion des résultats, formulation et mise en œuvre de mesures politiques.
9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient réalisables.
10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Non communiqué.
11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Non communiqué.
12. IMPACT : Aucun. Alors que l'objectif était l'étude de faisabilité pour susciter l'intérêt pour la réalisation d'un programme d'éducation radio-interactif, ce ne fut pas le cas.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations étaient directement inspirées des conclusions.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les recommandations sont étroitement liées aux objectifs.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : La qualité et l'importance de l'étude pour le système éducatif sont élevées.

University rationalization study, volume II. Final report

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : Esi Sutherland-Addy *et al.* (Comité de rationalisation de l'université)

ANNÉE : 1988

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Éducation supérieure

THÈME DE L'ÉTUDE : Rationaliser l'enseignement universitaire

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : MDE

ORGANES D'EXÉCUTION : Comité de rationalisation de l'université

1. OBJECTIFS : L'étude avait pour objectif de fournir des informations et des recommandations de base pour la formulation d'un plan de développement à moyen terme du secteur universitaire.
2. MÉTHODOLOGIE : La collecte des données s'est faite par biais d'enquêtes par le sondage et par l'analyse de documents.
3. CONCLUSIONS : Absence de structure cohérente dans le système d'enseignement supérieur, en relation avec les autres niveaux d'éducation (de base et secondaire). Cette situation allait à l'encontre du développement propre et continu des ressources humaines du pays. L'attachement invariable des universités à des modèles métropolitains dépassés conduisait les frais émoulu(e)s de l'université ghanéenne à considérer qu'ils ou elles pouvaient revendiquer légitimement de prestigieuses positions et que la société devait leur fournir des revenus. Les méthodes d'enseignement au sein des universités ghanéennes sont sous forme de cours magistraux et basées sur une orientation externe en termes d'organisation des cours, des normes et des contenus académiques. Elles forment des diplômé(e)s très éloigné(e)s des besoins de la société. L'étudiant(e) contribue peu au financement de sa propre éducation, ce qui influe vraisemblablement sur son attitude, l'incitant à considérer son éducation comme un dû. La balance des diplômés n'est pas convenablement équilibrée pour participer efficacement au développement national, les licenciés en lettres et sciences humaines étant beaucoup plus nombreux que leurs camarades licenciés en science et en technologie. La formation dans des établissements non universitaires, en particulier les écoles polytechniques, se caractérise par un engagement rigide et une fidélité sans faille, aux modèles des institutions éducatives britanniques, entraînant un manque de pertinence dans le contenu des cours et leur orientation. Les problèmes d'équivalence au niveau supérieur font ressortir la nécessité d'une standardisation.
4. RECOMMANDATIONS : Toutes les institutions en amont du cycle post-secondaire, et sous la responsabilité de différents ministères et d'autres agences gouvernementales, devraient passer sous l'autorité du MDE, pour lui permettre de contrôler les politiques mises en œuvre. Ces institutions devraient, avec les universités, constituer le système d'enseignement supérieur. Il conviendrait d'unifier les instituts de formation des régions au sein d'un collège académique sous le titre de Collège régional des arts appliqués, des sciences et de la technologie. Tous les établissements d'enseignement supérieur ou apparentés devraient adopter le système de découpage semestriel de l'année universitaire. Le système des unités de valeur devrait rester ouvert toute l'année pour les étudiants à temps plein ou partiel et pour les cours de vacances et du soir. Les établissements ne doivent plus abriter d'internat et remplacer les cantines par des cafétérias. Il conviendrait d'instaurer un Conseil national de l'enseignement supérieur, un bureau d'accréditation et un bureau conjoint des admissions et immatriculations couvrant l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur.
5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Améliorer la qualité tant de l'enseignement que de l'apprentissage ; (ii) rendre plus efficiente la gestion du secteur de l'éducation ; (iii) améliorer l'accès et la participation à l'éducation de base ; (iv) décentraliser les structures administratives ; (v) adapter l'éducation aux besoins de la main-d'œuvre nationale ; (vi) améliorer le financement de l'enseignement supérieur.
6. FINALITÉS : Non-respect des normes éducatives, crise du financement éducatif, problèmes de fiabilité des

données statistiques et problèmes en matière d'efficacité administrative.

7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE et directeurs d'établissements d'enseignement supérieur.

8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Diffusion des résultats, suivi de formulation de politique et développement des ressources humaines.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations réalistes étaient applicables.

10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Les réformes suivantes ont été mises en œuvre dans les établissements d'enseignement supérieur : modernisation des écoles polytechniques ; ouverture d'écoles polytechniques dans chaque région ; augmentation de l'effectif féminin dans les établissements d'éducation supérieure ; introduction de mesures de répartition des coûts dans les établissements d'enseignement supérieur.

11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : Sept responsables politiques/développeurs ont indiqué que l'étude répondait aux besoins du moment. Cinq d'entre eux en ont souligné la haute pertinence.

12. IMPACT : Les mesures consécutives adoptées dans l'enseignement supérieur et leur application l'ont profondément réformé en allégeant les responsabilités et la tâche du gouvernement.

13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les recommandations découlaient des conclusions.

14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les résultats ont mis en évidence les obstacles à la réalisation des objectifs. Les recommandations ont apporté des solutions pour les franchir.

15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : L'étude est de haute qualité et d'un grand intérêt.

Ghana literacy and functional skills project

AUTEUR(S) DE L'ÉTUDE : David Korboe

ANNÉE : 1997

SOUS-SECTEUR ÉTUDIÉ : Division de l'éducation non formelle (NFED)

THÈME DE L'ÉTUDE : Étendue et impact de l'alphabétisation et des compétences

CHAMP DE L'ÉTUDE : National

COMMANDITAIRES : Projet commandé par la NFED avec l'aide de l'Association de développement international (IDA)

ORGANES D'EXÉCUTION : Consultants ghanéens assistés de personnels de la NFED et deux assistants de recherche extérieurs à l'organisation

1. OBJECTIFS : Faire une évaluation détaillée de l'impact du Projet d'alphabétisation et de développement des compétences fonctionnelles (LSFP) sur les participants. Attirer l'attention sur de possibles améliorations.
2. MÉTHODOLOGIE : L'équipe a eu recours à l'analyse qualitative et à des instruments semi-structurés auprès des apprenants (membres inscrits, diplômés, élèves ayant abandonné leurs études, ainsi que conjoints et enfants des diplômés du programme). Les entretiens ont été complétés par des déplacements sur le terrain et l'observation du mode de vie communautaire. Au nombre des personnes sondées, on trouvait d'éventuels partenaires, des collaborateurs et des personnes ayant fait leur service national avec la NFED.
3. CONCLUSIONS : Bien que l'on constate une certaine amélioration du niveau d'alphabétisation, des lacunes subsistent, en raison des faiblesses de l'audit interne et du manque d'attention portée à l'appropriation et à la viabilité des classes d'alphabétisation. Les femmes ont fait preuve d'une plus grande volonté de s'inscrire dans les programmes et de participer aux activités génératrices de revenu. Il est apparu que le LSFP pouvait être un élément essentiel du programme plus large de réduction de la pauvreté si les administrateurs du programme prenaient les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés.
4. RECOMMANDATIONS : Afin de concentrer le programme, il conviendrait de choisir des communautés de petite taille et d'impliquer les acteurs clés des districts dans sa mise en œuvre. Les représentants de la NFED ont besoin de suivre une formation pour acquérir les compétences nécessaires à une sensibilisation efficace. Des efforts doivent être fournis pour mieux apprécier et réussir l'examen à tous les niveaux. La méthodologie enseignante doit être révisée en vue d'une participation suffisante des acteurs. Il est nécessaire d'équiper les communautés rurales, mais aussi les villes de province, de lampes suffisamment éclairantes et de longue durée. Il faut établir une coopération avec des organisations comme le GILLBT, qui travaille déjà d'arrache-pied dans ce domaine. Devant la persistance des difficultés, il convient de se concentrer sur les communautés qui témoignent d'un intérêt réel pour le programme.
5. CHAMP D'INSERTION DANS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MDE : (i) Atteindre une meilleure efficacité administrative ; (ii) améliorer les différentes phases des programmes d'alphabétisation fonctionnelle autonomes.
6. FINALITÉS : Évaluer l'impact du programme sur les publics visés.
7. DESTINATAIRES DES RECOMMANDATIONS : MDE.
8. SUIVI DES RECOMMANDATIONS, MESURES CONCRÈTES : Non communiqué.

9. APPLICABILITÉ DES RECOMMANDATIONS : Les recommandations réalistes pouvaient être mises en œuvre.
10. TÉMOIGNAGE SUR LE FAIT QUE L'ÉTUDE EST CONNUE/ACCEPTÉE : Non communiqué.
11. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX BESOINS ÉDUCATIFS : L'étude s'est révélée éminemment pertinente.
12. IMPACT : Non communiqué.
13. RAPPORT ENTRE LES CONCLUSIONS ET LES RECOMMANDATIONS : Les conclusions recourent étroitement les recommandations.
14. RAPPORT ENTRE LES RECOMMANDATIONS ET LES OBJECTIFS : Les recommandations découlent des objectifs.
15. QUALITÉ ET IMPORTANCE DE L'ÉTUDE : L'étude de bonne qualité a démontré son intérêt pour le système éducatif.